

COMITÉ DE LA COOPERATION TECHNIQUE  
73<sup>e</sup> session  
Point 3 a) de l'ordre du jour

TC 73/3(a)  
8 août 2023  
Original: ANGLAIS

Diffusion au public avant la session

## PLANIFICATION ET ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS CONCERNANT LA COOPÉRATION TECHNIQUE

### a) Rapport annuel pour 2022

#### Note du Secrétariat

#### RÉSUMÉ

**Résumé analytique:** On trouvera dans le présent document le rapport annuel sur les activités de coopération technique qui ont été menées dans le cadre du Programme intégré de coopération technique (PICT) en 2022, ainsi que des renseignements sur la mise en œuvre des projets thématiques à long terme.

**Orientations stratégiques, le cas échéant:** 1 et 8

**Résultats:** 1.1, 1.6, 1.8, 1.9, 1.10, 8.3, 8.4, 8.5 et 8.7

**Mesures à prendre:** Paragraphe 3

**Documents de référence:** TC 71/3(b), TC 73/4(b) et TC 73/4(c)

1 Conformément aux dispositions relatives à la présentation des rapports approuvées par le Comité (TCC) à sa soixante-deuxième session en juin 2012, le Secrétariat soumet dans le présent document un rapport annuel sur le Programme intégré de coopération technique (PICT) de l'Organisation. Ainsi, ce rapport annuel pour 2022 présente les résultats de la mise en œuvre du PICT en 2022, la première année de la période biennale 2022-2023, ainsi que des renseignements sur la mise en œuvre des projets thématiques à long terme au cours de l'année 2022.

2 Le rapport annuel est structuré en deux annexes permettant de distinguer les résultats des activités menées sur le terrain et les résultats d'exécution en termes financiers, auxquelles vient s'ajouter une troisième annexe comprenant un glossaire de termes et expressions. Le rapport annuel complet sur le PICT pour 2022 se compose donc de trois parties distinctes, qui correspondent aux annexes suivantes :

- .1 annexe 1 – une synthèse des travaux accomplis dans le cadre du PICT et des projets thématiques à long terme en 2022, accompagnée de résumés et de statistiques sur les activités du PICT, y compris d'un appendice décrivant en détail les résultats des différentes activités des programmes régionaux et mondiaux du PICT;

- .2 annexe 2 – un aperçu de l'utilisation des ressources financières affectées au PICT et aux projets thématiques à long terme, étayé par une analyse statistique indiquant les tendances relatives à l'exécution des activités à long terme, un profil des contributions des donateurs faisant état des ressources utilisées et des données sur les ressources utilisées et les dépenses effectuées par région et par domaine maritime\*. On trouvera à l'appendice de l'annexe 2 une liste des dépenses effectuées au titre de chaque programme en 2022; et
- .3 annexe 3 – un glossaire de termes et expressions.

### **Mesures que le Comité est invité à prendre**

3 Le Comité est invité à prendre note du rapport annuel ci-joint sur le PICT pour 2022 et à formuler les observations et prendre les décisions qu'il jugera appropriées, lesquelles seront prises en considération lors de l'élaboration future des activités de coopération technique.

\*\*\*

---

\* Pour les besoins de la budgétisation et de l'exécution des activités de coopération technique, le Fonds TC est considéré comme une "entité donatrice" dans le cadre de la gestion du programme de coopération technique.

**ANNEXE 1**

**PLANIFICATION ET ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS CONCERNANT  
LA COOPÉRATION TECHNIQUE**

**Rapport annuel pour 2022  
Aperçu de l'exécution du PICT et de la mise en œuvre  
des projets thématiques à long terme en 2022**

**Table des matières**

	<b>Page N°</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>2</b>
<b>APERÇU ET EXÉCUTION DU PROGRAMME</b>	<b>3</b>
Aperçu de l'exécution du PICT en 2022	3
Données récapitulatives pour 2022	3
Rapport sur l'égalité hommes-femmes pour 2022	5
<b>APPRENTISSAGE EN LIGNE</b>	<b>7</b>
<b>APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES RÉGIONAUX EN 2022</b>	<b>7</b>
Afrique : aperçu des activités menées dans la région en 2022	7
États arabes et Méditerranée : aperçu des activités menées dans la région en 2022	10
Asie et Pacifique : aperçu des activités menées dans la région en 2022	11
Asie occidentale et Europe orientale : aperçu des activités menées dans la région en 2022	14
Amérique latine et Caraïbes : aperçu des activités menées dans la région en 2022	15
<b>APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES MONDIAUX EN 2022</b>	<b>17</b>
<b>RÉSUMÉ DE TOUS LES PROGRAMMES</b>	<b>24</b>
<b>CONTRIBUTIONS EN NATURE À L'APPUI DE L'EXÉCUTION DU PICT</b>	<b>25</b>
<b>PROJETS THÉMATIQUES À LONG TERME</b>	<b>26</b>
Projets liés au milieu marin	27
Projets liés à la sûreté maritime	31
Autres projets	33

**APPENDICE – Activités prévues dans le cadre du PICT en 2022**

## INTRODUCTION

1 Les activités de coopération technique de l'OMI, y compris celles qui relèvent du Programme intégré de coopération technique (PICT), sont conçues pour aider les pays en développement à appliquer les règles et les normes maritimes internationales de manière efficace et harmonisée, conformément au mandat global de l'OMI, qui a pour objet de "promouvoir, par le biais de la coopération, la sécurité, la sûreté, l'efficacité et la viabilité des transports maritimes ainsi que le respect de l'environnement"<sup>1</sup>. Ainsi, le PICT vise à répondre aux besoins des États membres en matière d'assistance technique et sa mise en œuvre répond aux objectifs de coopération technique de l'OMI, à savoir le renforcement des capacités maritimes régionales et la promotion du développement des transports maritimes dans le monde entier.

2 Le PICT s'articule autour d'un cadre intégré de programmes régionaux et mondiaux qui est planifié et présenté tous les deux ans au Comité de la coopération technique (Comité TC) aux fins d'approbation. Les programmes annuels sont parachevés dans le cadre des documents sur l'exécution du programme et prêts à être exécutés au début de chaque année civile. Une planification méthodique garantit la pertinence, la transparence, l'efficacité et l'efficience de l'assistance technique fournie.

3 Outre le PICT, l'OMI fournit également une assistance technique par le biais de projets thématiques à long terme, qui sont mis en œuvre grâce à des fonds externes obtenus dans le cadre de la stratégie de mobilisation des ressources de l'OMI. Ces projets visent à relever des défis mondiaux, tels que la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le renforcement de la sécurité et de la sûreté maritimes, et sont mis en œuvre avec le soutien de parties prenantes nationales, régionales et mondiales et de partenaires stratégiques.

4 L'année 2022 a marqué un retour progressif mais régulier aux niveaux de mise en œuvre de la coopération technique qui étaient ceux d'avant la pandémie de COVID-19. Bien que la pandémie ait continué à avoir un impact sur les activités de coopération technique de l'Organisation au début de l'année, des niveaux de mise en œuvre presque normaux ont été enregistrés dans la dernière partie de l'année. Ainsi, les activités de coopération technique ont été menées à la fois à distance et physiquement au cours de l'année 2022.

5 Les résultats de l'exécution du PICT en 2022 représentent l'effort collectif de quelque 35 fonctionnaires de mise en œuvre de l'OMI et de leur personnel de soutien au Siège de Londres et dans les bureaux de présence régionale, ainsi que de partenaires extérieurs et d'organisations régionales.

6 Si le présent rapport décrit en détail les activités menées dans le cadre du PICT et des projets thématiques à long terme, d'autres renseignements pratiques sur des aspects spécifiques de la coopération technique sont soumis à l'examen du Comité de la coopération technique au titre de différents points de l'ordre du jour. Lorsqu'il y a lieu, il est fait référence à ces documents dans le texte du présent rapport.

7 Dans un souci de clarté, les renseignements communiqués dans le présent rapport ne portent que sur les dépenses liées aux activités de coopération technique de l'OMI. Des renseignements financiers complets sont communiqués dans le document C 129/5(b) du Conseil, intitulé "Rapport financier et états financiers vérifiés pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2022 et rapport du Commissaire aux comptes".

---

<sup>1</sup> Les mentions "pays en développement" et "régions en développement" sont employées à des fins statistiques et ne reflètent pas un jugement sur le stade de développement atteint par un pays ou une région en particulier.

## **APERÇU ET EXÉCUTION DU PROGRAMME**

### **Aperçu de l'exécution du PICT en 2022**

8 Les activités menées dans le cadre du PICT en 2022 ont porté sur un large éventail de questions liées aux domaines maritimes suivants : la sécurité maritime; la sûreté maritime; la facilitation du trafic maritime international; la législation maritime; la protection du milieu marin; l'audit des États Membres; la formation maritime; et le secteur maritime dans son ensemble.

9 Il a été tenu compte, dans le cadre du PICT, des objectifs respectifs des orientations stratégiques et des résultats approuvés qui figurent dans le Plan stratégique révisé de l'Organisation pour la période de six ans allant de 2018 à 2023 (résolution A.1149(32)). Il a été tenu compte également de la vision et des principes directeurs du Secrétaire général en matière de coopération technique. Par ailleurs, il a été dûment tenu compte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) des Nations Unies, des stratégies régionales et sous-régionales ainsi que des conclusions des audits effectués au titre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI. À cet égard, l'accent a été mis en particulier sur le renforcement des capacités institutionnelles et la mise en valeur des ressources humaines dans les régions concernées.

10 Pour compléter les programmes régionaux, les programmes mondiaux ont été axés sur des problèmes techniques spécifiques et sur un certain nombre d'enjeux nouveaux recensés au niveau mondial. Cette souplesse du PICT permet de cibler les fonds sur un large éventail de domaines. Les États Membres tirent parti de la symbiose des programmes régionaux et mondiaux, qui permet de mener des activités dans les pays qui en ont le plus besoin et a également une incidence positive sur le développement durable de la communauté maritime dans son ensemble.

11 La capacité de l'OMI à fournir une assistance technique a été renforcée au moyen des accords de partenariat officiels qu'elle avait établis avec nombre de ses États Membres et avec plusieurs organisations régionales et internationales (TC 73/4(b)). Cela démontre qu'il est important de continuer à établir des accords de partenariat officiels pour promouvoir le programme de coopération technique de l'OMI.

12 Une synthèse de toutes les réalisations obtenues dans le cadre des différents programmes est présentée dans les tableaux et graphiques qui figurent à la fin des sections relatives à l'aperçu de l'exécution des programmes régionaux et mondiaux. On trouvera de plus amples renseignements sur les activités menées, y compris sur les résultats obtenus et les pays participants, à l'appendice du présent rapport.

13 Les paragraphes 96 à 127 contiennent des informations détaillées sur les résultats obtenus dans le cadre des projets thématiques à long terme en 2022.

### **Données récapitulatives pour 2022**

14 Bien que l'OMI s'efforce d'exécuter toutes les activités programmées pour une année donnée, il est parfois nécessaire, dans certaines circonstances, d'annuler ou de reporter des activités. Les raisons en sont notamment les demandes du pays hôte, les problèmes de sécurité, la situation politique, les événements climatiques, les épidémies, etc. Pour cette raison, il est peu probable que le taux d'exécution des activités programmées atteigne 100 % au cours d'une année donnée.

15 Bien que le début de l'année 2022 ait encore été marqué par la pandémie de COVID-19, 181 activités ont été réalisées sur un total de 258 activités programmées, soit un taux de réalisation de 70 %. Ces chiffres constituent une augmentation de 20 % par rapport au nombre d'activités qui avaient été menées en 2021 (102 activités avaient été menées sur un total de 202 activités programmées, ce qui représentait un taux d'exécution de 50 %). En plus des 181 activités achevées en 2022, 18 autres activités ont débuté fin 2022 et seront achevées en 2023. Bien qu'elles ne soient pas prises en compte dans les chiffres du présent rapport annuel pour 2022, ces activités témoignent des efforts concrets que le Secrétariat a mis en œuvre au cours de l'année civile 2022 et méritent d'être notées.

16 Sur les 181 activités qui ont été menées à bien en 2022, huit étaient des missions consultatives et d'évaluation des besoins et 87 étaient des cours de formation nationaux, régionaux et mondiaux (ce qui constitue une augmentation par rapport aux 39 formations qui avaient été dispensées en 2021). Quarante-six autres activités ont également été menées en 2022, notamment l'élaboration et la traduction de matériel de formation; les réunions régionales des responsables des administrations maritimes; des conférences et d'autres formes d'assistance technique, contre 50 activités similaires en 2021.

17 Au total, l'OMI a financé 243 bourses d'études dans le secteur maritime en 2022. Ce chiffre est supérieur au chiffre enregistré en 2021 (216). Cette augmentation est principalement due au fait que trois éditions du cours avancé sur les opérations et la gestion portuaires de l'Institut portuaire d'enseignement et de recherche du Havre (IPER) ont été achevées en 2022 pour compenser les restrictions pendant la COVID-19. Sur les 243 étudiants boursiers, 32 ont été diplômés de l'un des deux établissements de formation maritime à vocation mondiale de l'OMI, à savoir l'Université maritime mondiale (UMM) et l'Institut de droit maritime international (IMLI) de l'OMI, tandis que les 211 autres ont été parrainés aussi bien par l'Organisation que par des donateurs pour l'obtention de leur diplôme auprès d'autres établissements de formation maritime, tels que l'Institut portuaire d'enseignement et de recherche (IPER) du Havre, en France, et l'Académie maritime internationale pour la sécurité, la sûreté et l'environnement (IMSSEA), en Italie.

18 En outre, quelque 2 028 personnes dans le monde ont reçu une formation dans le cadre d'ateliers et de séminaires de formation nationaux et régionaux, ce qui constitue une augmentation considérable par rapport aux 1 592 personnes qui avaient suivi une formation en 2021. Cette augmentation s'explique par le fait qu'il y a eu un accroissement de l'accès à la formation, à la fois à distance et en présentiel<sup>2</sup>. En 2022, quelque 472 hauts fonctionnaires ont également participé à des activités consacrées à l'élaboration de stratégies régionales axées sur des questions maritimes techniques et à leur harmonisation.

19 Le tableau 1 présente le nombre d'activités et les différents types d'activités menées dans le cadre du PICT en 2022, ainsi que le nombre de personnes ayant bénéficié d'une formation et le nombre de boursiers pour cette même année, tandis que le graphique 1 présente le nombre d'activités et de bénéficiaires (boursiers non compris) par domaine maritime.

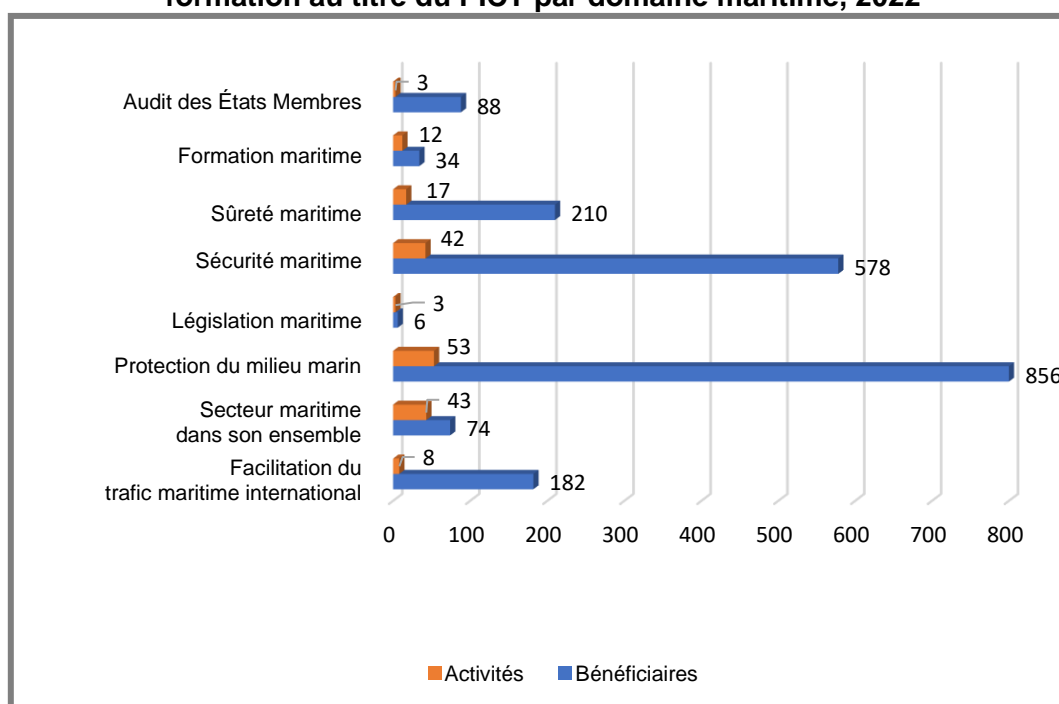
---

<sup>2</sup> Il convient de noter que ces chiffres sont indicatifs, dans la mesure où il est probable qu'un certain nombre de fonctionnaires aient participé à deux ou à plusieurs ateliers et séminaires de formation consacrés à diverses questions.

**Tableau 1 – Synthèse des activités menées au titre du PICT, 2022**

Activités	2022
Missions consultatives/d'évaluation	8
Activités de formation à l'échelle nationale	47
Activités de formation à l'échelle régionale	36
Activités de formation à l'échelle mondiale	4
Autres activités	86
<b>Activités – total</b>	<b>181</b>
Boursiers	
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	32
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	211
<b>Boursiers – sous-total</b>	<b>243</b>
Personnes ayant bénéficié d'une formation	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	2 028
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation et boursiers – total</b>	<b>2 271</b>
Autres	
Responsables chargés de la stratégie	472

**Graphique 1 – Total des activités menées et des personnes ayant bénéficié d'une formation au titre du PICT par domaine maritime, 2022**



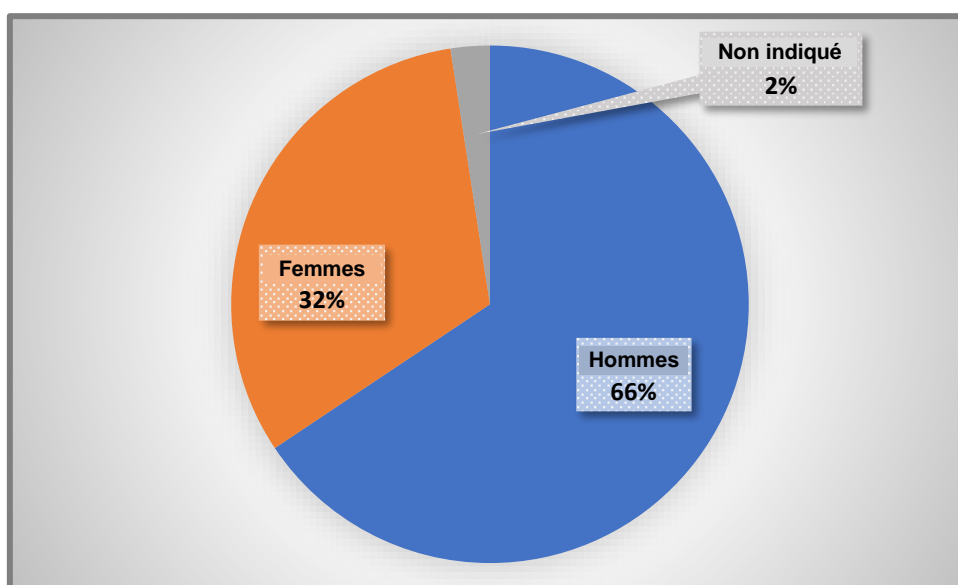
### Rapport sur l'égalité hommes-femmes pour 2022

20 Depuis plus de 30 ans, le Programme de l'OMI sur les femmes du secteur maritime assure la promotion des perspectives qui s'offrent à ces dernières au sein du secteur. On trouvera de plus amples renseignements sur ce programme dans le document TC 73/9. Notons toutefois qu'afin de tenir compte de la question de l'égalité des sexes, des statistiques relatives au sexe des participants sont désormais incluses dans le rapport annuel sur l'exécution du PICT. À cet égard, depuis 2018, les participants aux cours et ateliers de formation parrainés par l'OMI sont invités à indiquer leur sexe lorsqu'ils s'inscrivent, en

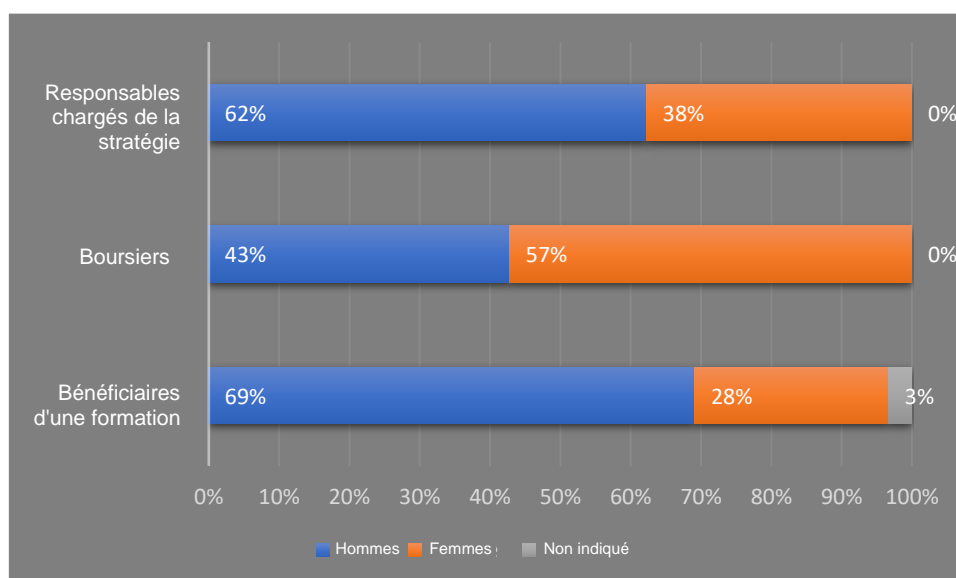
sélectionnant l'une des trois options prévues à cet effet ("Homme", "Femme" ou "Préfère ne pas répondre"). Cela permet à l'Organisation de recueillir des données sur le sexe des participants et, au fil du temps, de dresser un tableau des tendances relatives à la participation des hommes et des femmes aux activités de coopération technique de l'OMI.

21 Comme le montre le graphique 2 ci-dessous, 32 % des participants aux activités du PICT étaient des femmes en 2022, ce qui équivaut pratiquement au taux de 34 % qui avait été enregistré en 2021. Comme le montre la ventilation du graphique 3, si les femmes continuent de représenter un pourcentage positif de 57 % dans la catégorie des boursiers, le pourcentage de femmes responsables de la stratégie a sensiblement diminué par rapport aux 63 % de 2021. Le pourcentage de femmes bénéficiaires d'une formation a toutefois légèrement augmenté par rapport aux 24 % enregistrés en 2021.

**Graphique 2 – Sexe des participants aux activités du PICT, 2022**



**Graphique 3 – Sexe et catégorie des participants aux activités du PICT, 2022**





## **APPRENTISSAGE EN LIGNE**

22 En 2022, le Secrétariat a intensifié ses efforts pour développer la capacité d'apprentissage en ligne de l'OMI, en élargissant la portée aux États Membres et en offrant un meilleur accès à du matériel de formation électronique actualisé. L'objectif est de compléter les activités de coopération technique en présentiel. Ces cours d'apprentissage en ligne sont élaborés et financés dans le cadre du PICT en réponse aux demandes que les États Membres avaient adressées au Secrétariat pour qu'il élabore ce type de cours et facilite la fourniture d'une assistance technique. Notons que les recommandations qui avaient été formulées dans les rapports d'évaluation du PICT pour les périodes 2012-2015 et 2016-2019 avaient déjà mis ce besoin en évidence. Ces travaux sont également conformes aux conclusions et aux recommandations issues de l'examen des pratiques numériques de l'OMI effectué en 2020, en vertu desquelles la mise en place de cours d'apprentissage en ligne avait été identifiée comme un élément prioritaire. Les cours d'apprentissage en ligne de l'OMI sont disponibles sur la plateforme du système de gestion de l'apprentissage (LMS) de l'Organisation, accessible via le site Web de l'OMI. Des informations détaillées sur les cours d'apprentissage en ligne élaborés par l'OMI figurent dans le document TC 73/3(a)/1.

## **APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES RÉGIONAUX EN 2022**

### **Afrique : aperçu des activités menées dans la région en 2022**

23 L'OMI continue d'accorder une attention particulière aux besoins spécifiques en matière de transport maritime des 37 États Membres de l'OMI de la région Afrique, dont 16 % sont classés parmi les petits États insulaires en développement (PEID) et 60 % parmi les pays les moins avancés (PMA). Les trois bureaux de présence régionale de l'OMI situés à Abidjan, en Côte d'Ivoire; à Accra, au Ghana; et à Nairobi, au Kenya, constituent un mécanisme essentiel pour atteindre cet objectif qui a continué à soutenir la mise en œuvre du PICT dans la région Afrique. Les coordonnateurs régionaux contribuent à l'objectif à long terme qui consiste à renforcer les capacités institutionnelles et humaines en Afrique pour une administration et une surveillance efficaces des secteurs maritimes et portuaires du continent, en assurant la conformité avec les instruments pertinents de l'OMI et en maintenant des normes élevées en matière de prestation et de qualité.

24 La répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre des navires dans l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden a continué de faire l'objet d'une attention toute particulière, notamment grâce à la mise en place d'activités au titre du projet relatif à la sûreté maritime. En outre, des efforts de collaboration similaires ont été engagés et renforcés dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour le golfe de Guinée.

25 En 2020, le Plan mondial de recherche et de sauvetage (SAR) a continué de bénéficier d'un appui, en collaboration avec la Fédération internationale de sauvetage maritime (IMRF). Neuf activités ont été organisées virtuellement pour les coordonnateurs sur place (IAMSAR Vol. III) ainsi que pour l'administration et la gestion de la recherche et du sauvetage (IAMSAR Vol. I). En outre, une formation régionale sur la gestion et l'administration SAR a été dispensée à Casablanca, au Maroc, en décembre 2022. L'OMI a également accordé un financement à l'IMRF pour lancer le développement d'une plateforme internationale d'apprentissage en ligne de la formation SAR, qui permettra aux apprenants de suivre une formation à leur propre rythme en complément des modèles de formation actuels.

26 En outre, la région Afrique a bénéficié d'une série d'activités de renforcement des capacités, notamment la facilitation du trafic maritime, le contrôle par l'État du port, les enquêtes sur les accidents et incidents de mer, l'évaluation et l'examen des instructeurs, des évaluateurs et des administrateurs sur la base de la Convention de 1978 sur les normes de

formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (Convention STCW), telle que modifiée, ainsi que le transport et la manutention des marchandises dangereuses (Codes IMDG et IMSBC). Par ailleurs, l'OMI a facilité la tenue d'une réunion régionale des chefs des administrations maritimes dans le cadre du Mémorandum d'entente sur le contrôle des navires par l'État du port pour la région de l'Afrique occidentale et centrale (Mémorandum d'entente d'Abuja), qui s'est tenue à Lagos, au Nigéria.

27 En ce qui concerne la facilitation du trafic maritime international, l'OMI, en collaboration avec Singapour, a soutenu la mise en œuvre du projet de guichet unique pour la facilitation du commerce (SWiFT) dans le port de Lobito, en Angola, en tant que projet pilote. Une fois mis en œuvre avec succès, le projet SwiFT servira de modèle à d'autres ports qui pourraient avoir besoin d'un tel projet. À cet égard, le programme régional du PICT pour l'Afrique a financé le recrutement d'un consultant pour aider l'Angola à mettre en œuvre ce projet.

28 Dans le même domaine de la facilitation des échanges, l'OMI a également facilité la réalisation d'un état des lieux en vue de la mise en place d'un système communautaire de ports pour les ports nigériens. Le projet, qui est en cours, en est à sa troisième phase de mise en œuvre.

29 Des ateliers et des activités de formation sur la durabilité du milieu marin ont été organisés dans la région pour sensibiliser à la mise en œuvre de la Convention sur la gestion des eaux de ballast; l'élaboration de plans d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures; et la Convention MARPOL. À cet égard, compte tenu de l'importance des émissions de gaz à effet de serre provenant des navires, un atelier régional sur la ratification et la mise en œuvre effective de l'Annexe VI de la Convention MARPOL et du système de collecte de données de l'OMI sur la consommation de combustible s'est tenu à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en octobre 2022. Quelque 29 participants du Bénin, du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la République démocratique du Congo, du Gabon, de la Guinée, de la Mauritanie, du Sénégal et du Togo se sont familiarisés avec tous les aspects pertinents de l'Annexe VI de MARPOL, y compris le système de collecte de données de l'OMI sur la consommation de combustible des navires. L'atelier a été l'occasion de lancer la procédure à suivre par les pays pour ratifier, appliquer et/ou faire respecter l'Annexe VI de MARPOL.

30 Dans l'esprit du développement de partenariats, l'OMI et l'APIECA, dans le cadre de l'initiative GI WACAF, ont continué à renforcer les capacités de lutte contre les déversements d'hydrocarbures des pays d'Afrique occidentale et centrale au niveau régional, en organisant une conférence régionale à Accra, au Ghana, en novembre 2022.

31 Dans le cadre du soutien de l'OMI au développement maritime en Afrique, l'Organisation a participé à la cinquième conférence de l'Association des administrations maritimes africaines (AAMA), qui s'est tenue à Durban, en Afrique du Sud, en marge de la manifestation parallèle à la Journée mondiale de la mer, accueillie par la République d'Afrique du Sud, et a parrainé la participation de délégués africains à cette conférence.

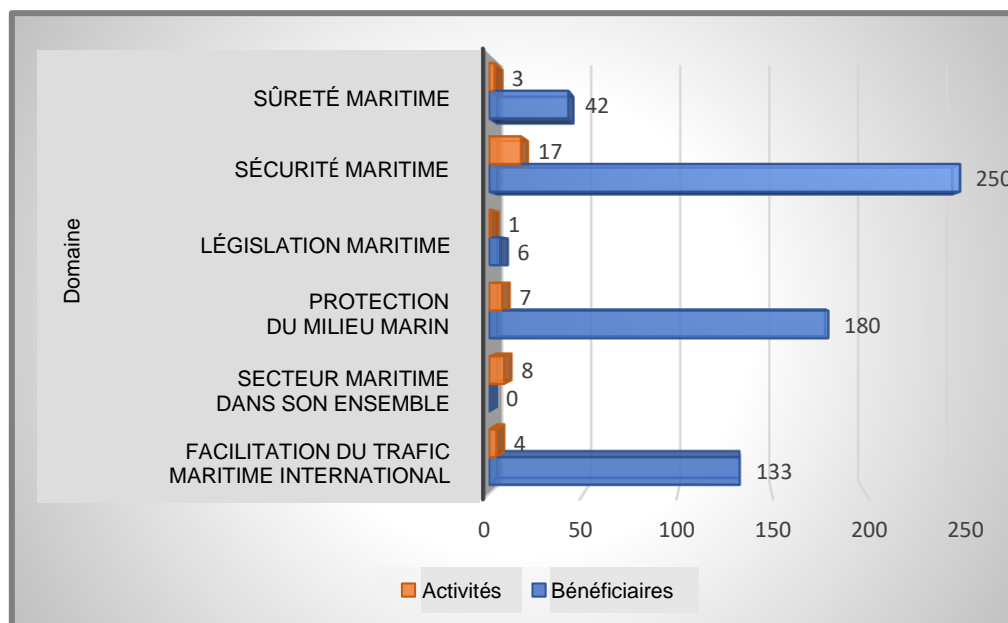
32 Pour soutenir les femmes dans le secteur maritime, le bureau de présence régionale de l'OMI au Ghana a facilité la première Assemblée générale annuelle et Conférence des femmes du secteur maritime d'Afrique de l'Ouest et du Centre (WIMOWCA), qui a porté sur la "transition vers un transport maritime décarboné, numérisé et durable", et qui s'est tenue à Dakar, au Sénégal, en décembre 2022. Le bureau de présence régionale au Kenya a facilité la dixième Conférence annuelle des femmes du secteur maritime en Afrique orientale et australe (WOMESA) pour marquer la Journée internationale des femmes dans le secteur maritime à Kisumu, au Kenya, en mai 2022.

33 Dans le cadre de son rôle visant à faciliter l'engagement des États Membres en faveur du développement maritime, le bureau de présence régionale au Kenya a également participé à des conférences et à des manifestations maritimes pertinentes en dehors du Programme de coopération technique de l'OMI. Il s'agit notamment de la réunion de l'équipe de pays des Nations Unies qui a adopté le nouveau cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies (2022-2026), comme convenu avec le gouvernement, qui met l'accent sur les personnes et la paix; ainsi que la semaine portuaire et douanière organisée par les autorités portuaires et douanières régionales à Nairobi, en mars 2022, qui s'est concentrée sur la numérisation des ports et l'utilisation de la technologie pour faciliter le commerce.

**Tableau 2 – Synthèse des réalisations dans la région de l'Afrique, 2022**

Activités	2022
Missions consultatives/d'évaluation	2
Activités de formation à l'échelle nationale	16
Activités de formation à l'échelle régionale	15
Autres activités	7
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers</b>	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	611
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	13
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	127
<b>Autres</b>	
Responsables chargés de la stratégie	232

**Graphique 4 – Activités et personnes ayant bénéficié d'une formation en Afrique, 2022**



## **États arabes et Méditerranée : aperçu des activités menées dans la région en 2022**

34 Les activités de coopération technique qui ont été menées dans la région des États arabes et de la Méditerranée se sont poursuivies en mode virtuel/en ligne en 2022. Les 22 pays de la région se sont concentrés sur la sécurité maritime, l'éducation et la formation maritimes, la protection du milieu marin et les stratégies liées à la coordination des administrations maritimes nationales. Six des 16 activités mises en œuvre au cours de la période considérée ont permis de renforcer la protection du milieu marin, en particulier en ce qui concerne l'intervention et la préparation en cas de pollution par les hydrocarbures. Il s'agissait notamment d'ateliers nationaux sur la Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC), d'une activité sur la gestion des eaux de ballast (Convention BWM) et d'une autre sur l'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures.

35 L'OMI a également soutenu la préparation d'un plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures spécifique au FSO-SAFER, un navire flottant de stockage et de déchargement d'hydrocarbures (FSO) amarré dans la mer Rouge au nord de la ville yéménite d'Al Hudaydah, afin d'améliorer la préparation et la capacité du Yémen à réagir efficacement en cas de déversement d'hydrocarbures. En outre, l'OMI a élaboré des recommandations à l'intention des personnes possédant et exploitant un superpétrolier (VLCC) en tant qu'unité flottante de stockage et de déchargement, y compris une synthèse des risques juridiques et des responsabilités potentielles.

36 Par ailleurs, l'OMI a organisé un atelier régional sur la gestion de l'encrassement biologique et les espèces aquatiques envahissantes, auquel ont assisté 14 participants de six États Membres, et au cours duquel un groupe de travail régional a été créé pour commencer à élaborer un projet de stratégie régionale sur la gestion de l'encrassement biologique et les espèces aquatiques envahissantes. La stratégie est en cours d'élaboration.

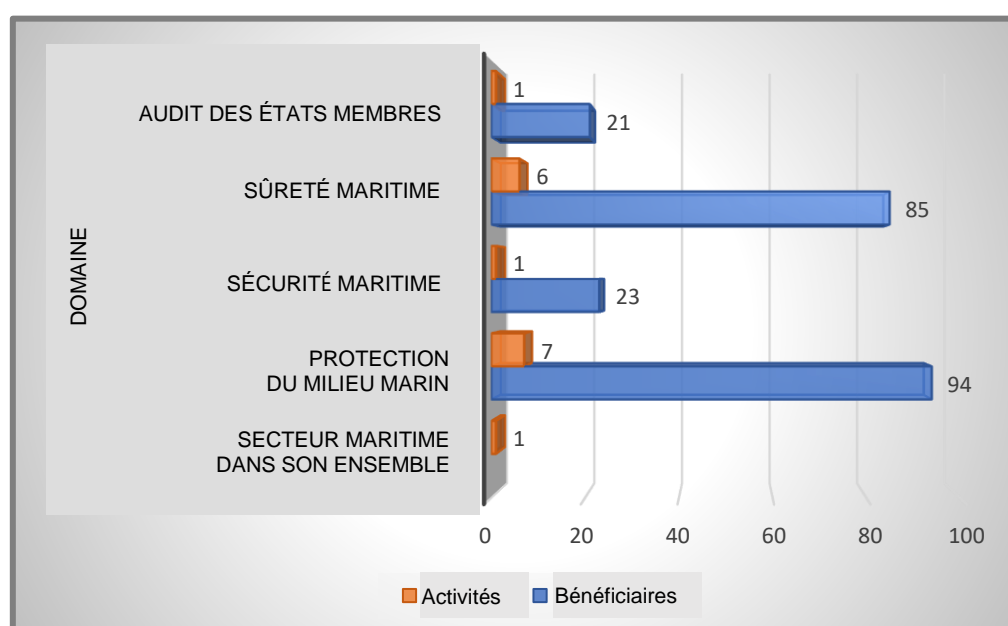
37 Deux pays ont également bénéficié d'une assistance technique pour élaborer leur stratégie maritime nationale, visant à améliorer la coordination de l'administration maritime et à renforcer les capacités des pays à s'acquitter efficacement de leurs devoirs et responsabilités en tant qu'État du port, État du pavillon ou État côtier.

38 Enfin, l'importance des évaluations indépendantes dans le cadre de la Convention STCW de 1978 a été soulignée lors d'un atelier régional organisé en Arabie Saoudite. Cette activité était la première du genre après que les États Membres ont pris conscience des difficultés rencontrées dans la région pour soumettre les rapports d'évaluation indépendants, comme l'exige la Convention STCW. L'atelier a eu une large portée avec 23 participants de huit États Membres de la région.

**Tableau 3 – Synthèse des réalisations dans la région des États arabes et de la Méditerranée, 2022**

Activités	2022
Missions consultatives/d'évaluation	1
Activités de formation à l'échelle nationale	7
Activités de formation à l'échelle régionale	5
Autres activités	3
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers</b>	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	223
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	5
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	18
<b>Autres</b>	
Responsables chargés de la stratégie	0

**Graphique 5 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans la région des États arabes et de la Méditerranée, 2022**



### Asie et Pacifique : aperçu des activités menées dans la région en 2022

39 Au cours de l'année 2022, l'OMI a continué à adopter les méthodes d'exécution en ligne à mesure que les restrictions liées au COVID-19 étaient progressivement levées dans la région, ce qui a entraîné une augmentation du nombre d'activités exécutées in situ, en particulier vers la fin de l'année. Au total, 38 activités ont été menées dans les régions de l'Asie et du Pacifique, principalement axées sur l'amélioration de la sécurité et de la sûreté maritimes, la protection du milieu marin, la prévention de la pollution de l'atmosphère et le développement du secteur maritime en général. Parmi les sujets spécifiques abordés, citons la sécurité des navires à passagers, la mise en œuvre de la Convention et du Code STCW, la préparation, l'intervention et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures, la gestion de l'encrassement biologique et des espèces aquatiques envahissantes, l'intervention en cas d'incident et le recouvrement des coûts, le rendement énergétique et l'amélioration de la performance de l'État du pavillon. Un symposium national sur la transition énergétique dans

le transport maritime s'est tenu en Indonésie en octobre 2022 pour sensibiliser à la nécessité de décarboner le transport maritime et aux combustibles et technologies qui peuvent être déployés. La conférence a poursuivi sur la lancée des perspectives évoquées lors du deuxième Colloque sur les combustibles de substitution, qui s'était tenu en octobre 2022, en ce qui concernait les mesures visant à garantir une transition "juste et équitable" dans le secteur des transports maritimes internationaux.

40 Le coordonnateur régional de l'OMI pour l'Asie de l'Est et le fonctionnaire de la coopération technique de l'OMI établi au sein de la Communauté du Pacifique (CPS) pour les pays insulaires du Pacifique ont continué d'interagir avec les États Membres de leur région respective et de les aider, y compris en leur prodiguant des conseils et en leur fournissant une assistance pour l'exécution d'activités nationales et régionales. En outre, le Secrétariat a entamé les travaux relatifs à la création d'un bureau régional de l'OMI pour la région du Pacifique en consultation avec le gouvernement de la République des Fidji, en bénéficiant d'un financement de l'Australie et d'un soutien supplémentaire de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (en nature et en espèces) et des Îles Salomon (en nature). Ce financement a également contribué au développement d'un nouveau cadre pour un secteur maritime durable dans le Pacifique bleu ("One Strategy") pour la région du Pacifique en utilisant l'outil Futures Thinking (voir le document TC 73/7/2), y compris l'identification des besoins d'assistance technique des PEID et des PMA du Pacifique, en prenant en considération les initiatives en cours dans la région.

41 Le Secrétariat a également participé à distance à des réunions régionales, telles que la vingt-deuxième session du forum des chefs des agences de sécurité maritime de l'Asie-Pacifique (APHoMSA), les quarante-deuxième et quarante-troisième sessions du Groupe de travail sur le transport maritime de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN-MTWG) et la réunion des responsables des transports du Pacifique, qui ont continué à fournir des occasions d'identifier les besoins réels des États Membres de la région, avec leur contribution directe.

42 L'OMI a bénéficié d'un soutien important grâce à divers accords de partenariat avec les États Membres et les partenaires régionaux, tels que l'Australie, la Belgique, la Chine, la République de Corée, la CPS et le Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement (PROE), l'Autorité maritime des Îles Salomon (SIMA), l'Association internationale de signalisation maritime (AISM), et bien d'autres encore.

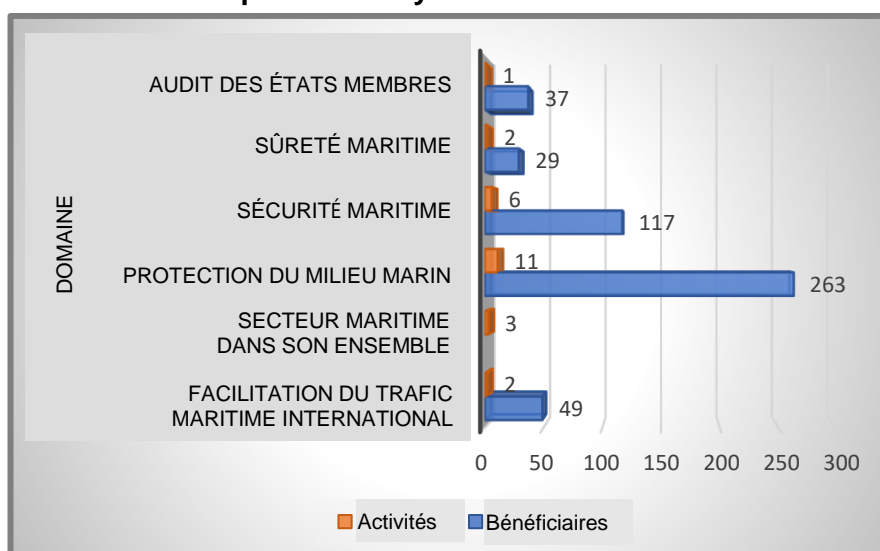
43 L'étude sur la sécurité et le rendement énergétique des navires à passagers nationaux aux Philippines, qui a débuté en décembre 2021, a été l'un des principaux domaines de travail entrepris en 2022. L'étude devant être finalisée en 2023, trois des quatre phases de l'étude ont été achevées en 2022. Le rapport final n'a pas encore été publié. Toutefois, il est prévu qu'à partir des recommandations finales, l'OMI, en partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale, déterminera comment poursuivre l'assistance fournie aux Philippines afin de concrétiser les résultats de l'étude avec des projets de suivi spécifiques pour créer des corridors sûrs et écologiques en plus des recommandations détaillées fournissant une feuille de route pour améliorer la sécurité des navires à passagers lors des voyages intérieurs aux Philippines.

44 En outre, de nouveaux domaines potentiels pour le développement de projets au profit des pays de la région Asie-Pacifique ont été identifiés en vue de développer des projets thématiques substantiels aux fins d'examen par les donateurs en 2023. Un cadre de formation pour les gens de mer sur la décarbonation est l'un des projets thématiques identifiés par l'étude sur la sécurité et le rendement énergétique et développé en consultation avec les partenaires de développement.

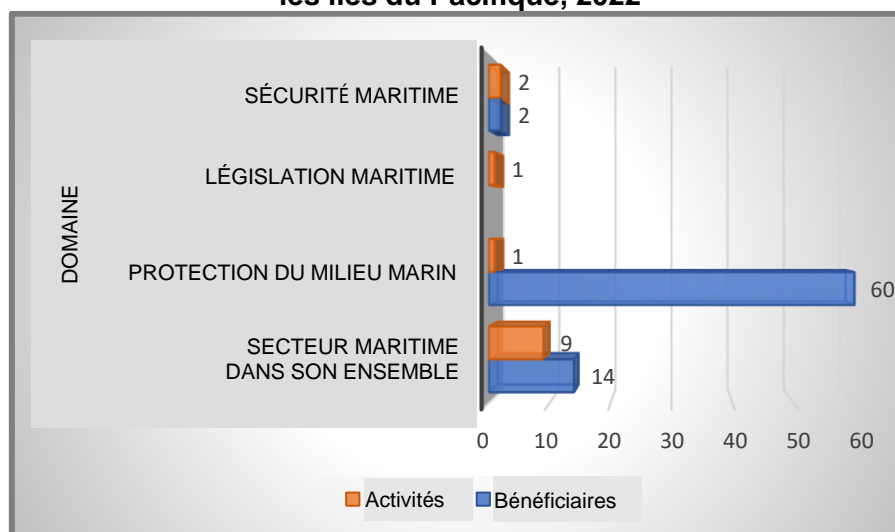
**Tableau 4 – Synthèse des réalisations dans la région Asie-Pacifique, 2022**

Activités	Asie	Pacifique
Missions consultatives/d'évaluation	1	1
Activités de formation à l'échelle nationale	8	3
Activités de formation à l'échelle régionale	5	1
Autres activités	11	8
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers</b>		
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	495	76
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	6	0
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	22	5
<b>Autres</b>		
Responsables chargés de la stratégie	79	0

**Graphique 6 – Activités et personnes ayant bénéficié d'une formation en Asie, 2022**



**Graphique 7 – Activités et personnes ayant bénéficié d'une formation dans les îles du Pacifique, 2022**



## Asie occidentale et Europe orientale : aperçu des activités menées dans la région en 2022

45 Tout au long de l'année 2022, en partenariat avec le Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle (REMPEC), les États Membres de la région ont bénéficié de la réalisation d'une série d'évaluations nationales informelles à l'aide de l'application *Readiness Evaluation Tool for Oil Spills* (RETOS™) afin d'atteindre l'objectif stratégique commun consistant à prévenir la pollution opérationnelle, illégale et accidentelle par les hydrocarbures et les SNPD, à s'y préparer et à y réagir, dans le cadre de la Stratégie méditerranéenne globale pour la prévention de la pollution des mers par les navires, la préparation à cette pollution et l'intervention (stratégie méditerranéenne 2022-2031).

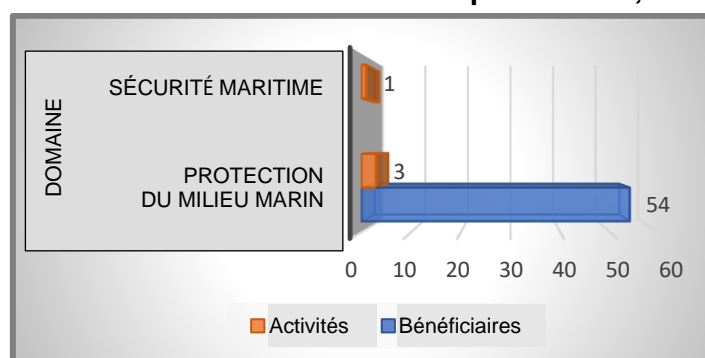
46 Conformément aux consignes de déplacements restreints en raison de la COVID-19, l'OMI a participé virtuellement aux réunions du comité technique sur le transport par voie navigable et la multimodalité du traité instituant la Communauté des transports de l'UE, en mettant l'accent sur les pays des Balkans occidentaux. L'ordre du jour des réunions couvrait une série d'activités liées à la promotion de l'innovation et à l'adoption de nouvelles technologies, en mettant l'accent sur l'importance d'un transport maritime propre et sur la nécessité de reconstruire en mieux et plus vert dans un monde post-pandémie.

47 Un atelier national sur la Convention AFS organisé en septembre 2022 a aidé l'Albanie à progresser vers la ratification de la Convention AFS.

**Tableau 5 – Synthèse des réalisations dans la région de l'Asie occidentale et de l'Europe orientale, 2022**

Activités	2022
Missions consultatives/d'évaluation	0
Activités de formation à l'échelle nationale	3
Activités de formation à l'échelle régionale	0
Autres activités	1
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers</b>	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	54
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	4
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	1
<b>Autres</b>	
Responsables chargés de la stratégie	0

**Graphique 8 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans la région de l'Asie occidentale et de l'Europe orientale, 2022**





## **Amérique latine et Caraïbes : aperçu des activités menées dans la région en 2022**

48 Suite aux programmes thématiques pilotes de trois ans approuvés par le TC 71 (TC 71/16, paragraphe 3.34.1), cinq cours de formation nationaux pour les coordonnateurs SAR ont été organisés au Guatemala, au Honduras, au Costa Rica, au Nicaragua et au Panama. Leur objectif était de dispenser une formation et d'améliorer les connaissances des fonctionnaires qui jouent le rôle de coordonnateur de recherche et de sauvetage en cas d'incident de recherche et de sauvetage. Après la finalisation et la réussite de ces cours, le programme thématique SAR en Amérique centrale a été achevé, ce qui a entraîné la ratification et la mise en œuvre de la Convention SAR par le Gouvernement guatémaltèque.

49 De même, dans le cadre des programmes thématiques pilotes, une mission sous-régionale d'évaluation des besoins visant à soutenir l'application uniforme de l'Annexe VI de MARPOL pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des transports maritimes internationaux a été entreprise au Costa Rica, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Panama, en République dominicaine et au Salvador. À la suite de cette évaluation des besoins, des recommandations ont été formulées concernant les besoins réels de la région pour soutenir la mise en œuvre uniforme de l'Annexe VI de MARPOL en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre causées par les transports maritimes internationaux, en mettant l'accent sur la Stratégie initiale de l'OMI concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant des navires. Les résultats de cette mission serviront de base à l'élaboration d'activités futures au niveau national.

50 De plus, suite à l'expérience acquise dans le développement d'une évaluation régionale des besoins FAL dans les États membres du ROCRAM-CA, une évaluation similaire des besoins a été effectuée dans d'autres pays d'Amérique latine dans le but d'évaluer les besoins pour la mise en œuvre de mesures visant à faciliter le trafic maritime international, y compris leur préparation à la mise en œuvre de l'échange électronique de données et le concept de guichet unique pour soutenir les processus d'accomplissement des formalités des navires dans les ports. Au cours de cette période, le Guatemala a ratifié la Convention FAL et a entamé la mise en œuvre finale du guichet unique maritime.

51 Grâce à l'expérience acquise dans le cadre du programme CASIT dans les Caraïbes, un atelier virtuel, basé sur un cours destiné aux fonctionnaires chargés du contrôle de l'État du port dispensé par la Prefectura Naval de Argentina (PNA), a été organisé dans le but de former les fonctionnaires des autorités maritimes d'Amérique latine aux connaissances pratiques et théoriques en matière d'inspection des navires, conformément aux procédures adoptées par l'OMI et l'Organisation internationale du Travail (OIT), en général, et à l'Accord de Viña del Mar, en particulier.

52 En outre, dans le cadre du Mémoire d'entente entre l'OMI et la Direction générale de la marine marchande du Royaume d'Espagne visant à promouvoir la coopération technique, signé en octobre 2019, deux cours de formation à distance ont été dispensés aux participants dans toute la région de l'Amérique latine, l'un sur la mise en œuvre et le contrôle uniformes de la teneur en soufre de 0,50 % en vertu de l'Annexe VI de MARPOL et l'autre sur la mise en œuvre de l'Accord du Cap. Afin de soutenir l'Objectif de développement durable (ODD) 5, ce dernier a été offert exclusivement aux membres du Réseau des femmes des autorités maritimes d'Amérique latine (MAMLa).

53 Un atelier sous-régional virtuel destiné aux États Membres des Caraïbes a permis de sensibiliser les hauts fonctionnaires à la nécessité et aux avantages de la ratification et de la mise en œuvre du Protocole de Londres. Il s'agissait notamment de mettre en place un

système national d'évaluation, d'autorisation, de contrôle de la conformité, de surveillance sur le terrain et de mise en œuvre des activités d'élimination en mer.

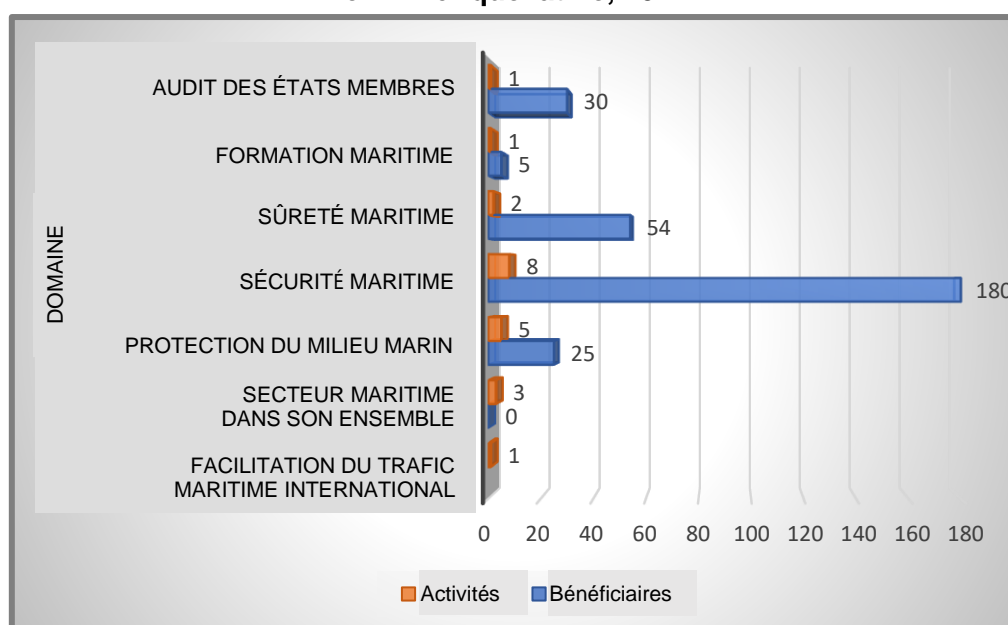
54 Dans la région des Caraïbes également, un nouveau programme pilote a été lancé dans le cadre d'un programme d'action mondial visant à améliorer le taux d'enquête et de notification des accidents et incidents de mer. Dans ce contexte, des orientations stratégiques visant à améliorer les enquêtes sur les accidents de mer ont été élaborées à la Barbade, à la Dominique, à la Grenade, au Guyana, à Sainte-Lucie, au Suriname et à Trinité-et-Tobago.

55 En outre, dans le cadre d'un atelier régional soutenant la mise en œuvre de la Convention sur la gestion des eaux de ballast dans la région élargie des Caraïbes, les participants ont échangé les meilleures pratiques et discuté des enseignements tirés, tout en planifiant d'autres actions à entreprendre dans la région, en améliorant la gestion des eaux de ballast grâce à la collaboration régionale et à la mise en œuvre de cette convention.

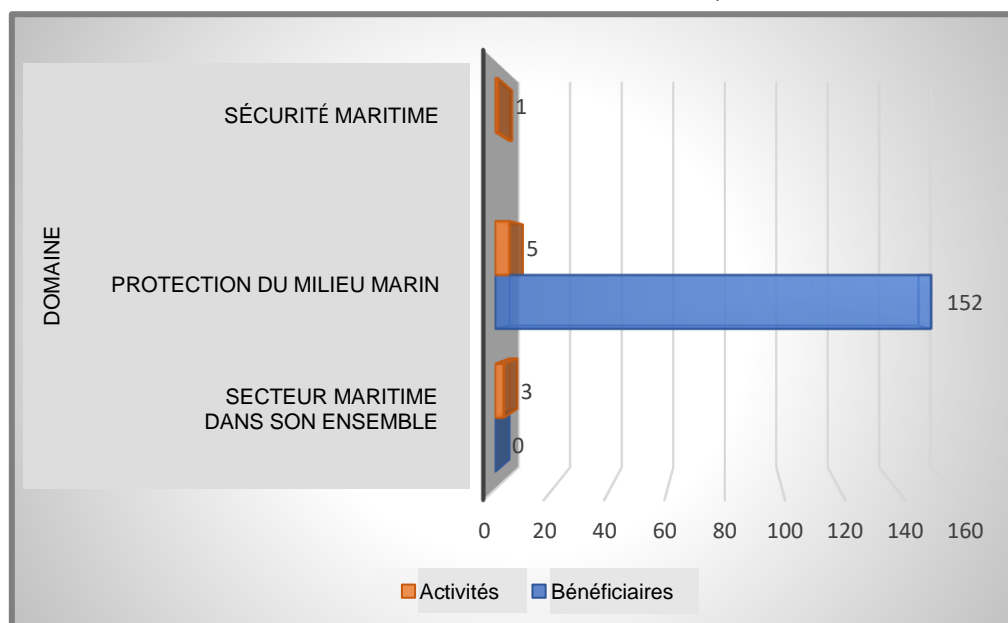
**Tableau 6 – Synthèse des réalisations en Amérique latine et dans les Caraïbes, 2022**

Activités	Amérique latine	Caraïbes
Missions consultatives/d'évaluation	3	0
Activités de formation à l'échelle nationale	7	3
Activités de formation à l'échelle régionale	8	2
Autres activités	3	4
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers</b>		
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	294	152
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	1	3
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	14	24
<b>Autres</b>		
Responsables chargés de la stratégie	81	80

**Graphique 9 – Activités et personnes ayant bénéficié d'une formation en Amérique latine, 2022**



**Graphique 10 – Activités et personnes ayant bénéficié d'une formation dans les Caraïbes, 2022**



#### APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES MONDIAUX EN 2022

56 Le **programme intitulé "Services consultatifs techniques"** vise, grâce à son mécanisme souple, à répondre aux demandes urgentes d'assistance technique, telles que celles qui ont trait à la pollution des mers ou aux incidents de sécurité maritime, ainsi qu'aux demandes d'assistance formulées par les gouvernements à l'égard d'autres questions urgentes et essentielles à la mise en œuvre des normes maritimes mondiales. En 2022, ce programme a permis d'aider le Pérou à intervenir à la suite du déversement provenant du **MARE DORICUM**, à accroître le niveau de préparation et à renforcer les capacités du Pérou à lutter efficacement en cas de déversement, conformément au plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures.

57 Le **programme visant à répondre aux besoins particuliers des PEID et des PMA** en matière de transport maritime a débuté en 2022 par une évaluation et une définition du profil exhaustives des États Membres de l'OMI classés comme PEID (38) et PMA (34). Deux consultants ont été recrutés pour élaborer un plan de programme et une analyse thématique afin de définir les besoins spécifiques des PEID et des PMA, y compris des plans de partenariat pour répondre aux conclusions de l'analyse, ainsi qu'un programme OMI complet d'activités et de programmes connexes. Les consultants soumettront leurs conclusions et leurs propositions au cours du second semestre 2023. L'objectif est de fournir les priorités et le cadre primordiaux pour l'assistance technique future fournie par le biais des différents programmes et projets de coopération technique régionaux et mondiaux de l'OMI.

58 Le programme a également permis de fournir quatre activités supplémentaires d'assistance technique régionale et nationale à l'appui des régions du Pacifique et des Caraïbes, qui comptent la plus forte concentration d'États Membres de l'OMI classés comme PEID. Ces activités comprenaient :

- .1 le soutien aux développements maritimes stratégiques par le biais de la vingt-deuxième session du Forum des chefs d'agences de sécurité maritime de l'Asie-Pacifique (APHoMSA), qui s'est tenue en juillet 2022, ainsi que

l'examen du cadre d'action régional du Pacifique sur les services de transport;  
et

- .2 deux ateliers nationaux de formation sur la planification d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures dans la région des Caraïbes et de l'Amérique latine, au cours desquels 22 responsables maritimes ont acquis de l'expérience dans l'élaboration d'un registre et d'une matrice des risques pour les scénarios de déversement d'hydrocarbures à la Dominique, tandis que 28 participants en République dominicaine ont effectué une analyse des lacunes pour évaluer le niveau de préparation et de réponse nationale aux déversements d'hydrocarbures.

59 Le **Programme de l'OMI sur les femmes du secteur maritime** a permis de continuer à mener des activités à l'appui de l'ODD 5 ("Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles"), telles que le dix-huitième (reporté de 2021 en raison de la COVID-19) et le dix-neuvième cours de formation sur "La gestion portuaire au féminin", qui a été dispensé par l'Institut Portuaire d'Enseignement et de Recherche (IPER) en collaboration avec l'OMI. Des bourses ont été octroyées à 26 femmes francophones et 28 femmes anglophones occupant des postes de cadres du secteur maritime et de responsables portuaires afin qu'elles puissent prendre part à ce programme d'une durée de deux semaines. Enfin, le programme a permis d'appuyer et de financer la participation de 18 femmes fonctionnaires du monde entier à un cours avancé de gestion portuaire, organisé par le Galilee International Management Institute (GIMI) et qui s'est tenu en Israël en juin 2022; et a offert des bourses à 40 membres des Associations de femmes du secteur maritime (WIMA) et à 20 membres de WISTA International pour participer aux premier et deuxième cours du Maritime SheEO Leadership Accelerator Programme, conçu pour développer les compétences nécessaires aux femmes pour accéder à des postes de direction et briser le plafond de verre.

60 Suite à la signature, en 2020, d'un protocole d'accord entre l'OMI et WISTA International pour la promotion d'une plus grande diversité et inclusion à travers des activités de coopération renforcées dans le secteur maritime, les deux organisations ont collaboré à la mise au point d'une base de données d'expertes sur des sujets maritimes, avec l'objectif d'amener ces expertes à l'OMI et à des conférences et activités externes, d'augmenter la visibilité des femmes dans le secteur maritime, et de renforcer la coopération entre les associations de femmes du secteur maritime. La base de données peut être consultée à l'adresse suivante : [www.maritimespeakers.com](http://www.maritimespeakers.com).

61 Dans le droit fil du soutien apporté aux WIMAs régionales, le programme a également parrainé et participé à la première Assemblée générale annuelle et à la Conférence de l'Association des femmes du secteur maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WIMOWCA) et à la dixième Conférence annuelle de l'Association des femmes du secteur maritime de la région de l'Afrique de l'Est et australe (WOMESA), afin de garantir la participation pleine et effective des femmes à tous les niveaux de la prise de décision dans le secteur maritime, dans la vie politique, économique et publique.

62 Enfin, le programme a financé la célébration par l'OMI, le 18 mai 2022, de la première Journée internationale des femmes du secteur maritime, avec un symposium virtuel sur le thème "Formation-Visibilité-Reconnaissance : soutenir un environnement de travail sans obstacles pour les femmes du secteur maritime". Cette Journée a pour objet de célébrer la place des femmes dans le secteur maritime et de promouvoir sans relâche le recrutement, le maintien en service et l'emploi durable des femmes dans la filière maritime, de donner davantage de visibilité aux femmes du secteur, de renforcer l'engagement de l'OMI en faveur de l'Objectif de développement durable n° 5 (Égalité entre les sexes) et de soutenir les travaux

en cours visant à remédier au déséquilibre actuel entre les femmes et les hommes dans le secteur maritime.

63 De plus amples informations sur les activités liées au programme sur les femmes du secteur maritime sont disponibles dans le document TC 73/9.

64 Le programme intitulé "**Renforcement des capacités et formation**" continue de contribuer au renforcement des capacités maritimes nationales et régionales par la mise en valeur des ressources humaines. En 2022, le programme a financé l'octroi de bourses à des spécialistes du domaine maritime, ce qui leur a permis de suivre des études de troisième cycle universitaire à l'UMM et à l'IMLI (voir les documents TC 73/10(a) et TC 73/10(b), respectivement), ainsi que de participer à des cours de courte et de moyenne durées dans d'autres établissements de formation (voir le document TC 73/10(c)). Il a aussi permis d'aider l'UMM et l'IMLI à améliorer leur gouvernance, ainsi que d'appuyer la mise en place de conférences, de webinaires et de séminaires par des fonctionnaires de l'OMI dans les deux établissements. Des membres du corps enseignant de l'UMM ont même contribué à organiser un séminaire à l'IMLI.

65 Le financement de ce programme a également permis de former des fonctionnaires à la formulation de politiques nationales de transport maritime (PNTM), par l'organisation d'ateliers, notamment pour le Cameroun, le Brésil et le Suriname, aidant ainsi les pays respectifs à s'engager dans l'élaboration de PNTM comme moyen de soutenir le développement maritime durable et d'assurer la mise en œuvre effective de leurs obligations et responsabilités internationales en tant qu'États du pavillon, États du port et États côtiers.

66 En outre, le programme a soutenu le lancement d'un cours d'apprentissage en ligne sur la Convention sur la gestion des eaux de ballast et l'élaboration de matériel pédagogique pour deux cours de formation introductifs sur le guichet unique maritime et sur la lutte contre le trafic d'espèces sauvages dans les chaînes d'approvisionnement maritimes, qui seront ensuite transformés en cours d'apprentissage en ligne. Il a également financé la traduction en français du contenu du cours d'apprentissage en ligne "An introduction to Oil Pollution Preparedness, Response and Cooperation" (Introduction à la préparation, à la lutte et à la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures) et l'élaboration d'un outil d'orientation audiovisuel couvrant des modules pré-identifiés du Système mondial intégré de renseignements maritimes (GISIS) de l'OMI, afin d'aider les États Membres dans leur processus de recensement des données du GISIS et d'accroître la disponibilité et la fiabilité de ces données. Les dépenses engagées à l'appui du recrutement de trois administrateurs auxiliaires, dans le cadre du personnel mis à disposition à titre gracieux, ont elles aussi été couvertes par ce programme.

67 Le programme mondial sur la **réduction des émissions dans l'atmosphère provenant des navires et dans les ports et la mise en œuvre effective de l'Annexe VI de MARPOL et de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES** a été conçu pour aider les États Membres à mettre en œuvre efficacement l'Annexe VI de MARPOL, la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES et à atteindre la limite globale de 0,50 % pour la teneur en soufre.

68 En 2022, le programme a continué à sensibiliser à la nécessité de décarboner le transport maritime, ainsi qu'aux opportunités liées à cet impératif. Il a notamment permis de comprendre les voies de décarbonation et les combustibles et technologies qui peuvent être déployés, et de donner une bonne impulsion aux États Membres pour qu'ils élaborent leurs plans d'action nationaux sur la réduction des émissions de GES provenant des transports maritimes, conformément à la résolution MEPC.327(75) de l'OMI. Le programme a permis de financer le [deuxième Colloque de l'OMI sur les combustibles de substitution à teneur faible ou](#)

nulle en carbone destinés aux transports maritimes, qui s'est tenu en mode hybride (en présentiel et à distance), le 21 octobre 2022. Dans le cadre de ce colloque, qui avait pour thème "Garantir une transition juste et inclusive vers des transports maritimes à faible émission de carbone", plus de 1 500 participantes et participants, qui représentaient des États Membres, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et le public, ont été informés des besoins des pays en développement dans le cadre de la transition énergétique des transports maritimes vers des combustibles de substitution à teneur faible/nulle en carbone et des possibilités qui s'offraient à eux.

69 Il convient de noter qu'au cours de la même période, un certain nombre de programmes régionaux relevant du PICT ont également soutenu la mise en œuvre d'activités relatives à l'Annexe VI de MARPOL et à la Stratégie initiale de l'OMI concernant la réduction des émissions de GES.

70 Un certain nombre d'activités du PICT visant à sensibiliser à la nécessité de décarboner le transport maritime ont été reportées de 2022 au premier trimestre 2023. Ces activités feront l'objet d'un rapport au TC 74.

71 Le programme mondial sur le **renforcement de la sécurité maritime** continue à se concentrer sur l'assistance ciblée pour répondre aux menaces croissantes posées par le terrorisme, la piraterie, les vols à main armée, la contrebande et d'autres activités illicites en mer, et prendre des mesures qui protègent les navires et les ports. Le programme mondial répond aux demandes que plusieurs Gouvernements contractants à la Convention SOLAS avaient formulées concernant l'application des prescriptions énoncées dans le chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et le Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS), ainsi qu'à l'égard d'autres mesures de sûreté maritime qui avaient été prises par l'OMI, telles que la mise en place du système d'identification et de suivi des navires à grande distance (système LRIT), la mise en œuvre des instruments conventionnels SUA et les aspects de la Convention FAL relatifs à la sûreté.

72 En 2022, un certain nombre d'ateliers et de séminaires ont été organisés en partenariat avec l'ONU et d'autres partenaires d'exécution ayant un intérêt commun pour le renforcement de la sûreté maritime dans le monde, y compris des visites de ports organisées par le Comité des Nations Unies contre le terrorisme afin d'évaluer la conformité des États Membres avec divers instruments internationaux relatifs à la sûreté. En 2019, 15 activités régionales au total ont été organisées et/ou coorganisées avec des partenaires de développement à l'intention des autorités désignées, des responsables de la sûreté des ports et des navires, des gestionnaires et d'autres personnels connexes. Il s'agissait en particulier d'examiner et de renforcer l'application de mesures de sûreté maritime efficaces, y compris la formation aux prescriptions du Code ISPS, la législation nationale en matière de sûreté maritime, l'auto-évaluation et les exercices et entraînements ainsi que les nouveaux cours sur l'ensemble de la stratégie du Gouvernement.

73 Le nouveau cours de l'OMI sur la sûreté maritime impliquant l'ensemble des pouvoirs publics vise à donner aux autorités désignées, aux responsables de la sûreté des ports et des navires, aux gestionnaires et à d'autres personnels concernés une vue d'ensemble du processus nécessaire pour mettre en place des comités nationaux de sûreté maritime, des registres des risques et des stratégies afin d'améliorer l'efficacité de la prise de décision et de la surveillance en matière de sûreté maritime nationale. En 2022, le premier atelier sur cette question a été organisé en Amérique centrale en partenariat avec l'Organisation des États américains (OEA).

74 Le programme mondial continue de soutenir le renforcement des capacités de lutte contre la piraterie et la mise en œuvre à l'échelle mondiale de mesures visant à réprimer la piraterie en coordonnant les initiatives des parties prenantes, notamment en facilitant les réunions avec les représentants du secteur et des centres de coordination interrégionaux. En 2022, le nombre global d'incidents a généralement continué à diminuer, en particulier dans le golfe de Guinée, avec 13 incidents signalés au cours des six premiers mois de 2022, contre 27 au cours de la même période en 2021.

75 Le programme a également poursuivi son engagement à augmenter le nombre de femmes dans les activités de sûreté maritime en encourageant la nomination de femmes dans les ateliers, les séminaires et la formation en fournissant un financement supplémentaire. En 2022, 29 candidates de pays en développement ont été parrainées pour suivre un cours de six semaines sur la sûreté maritime et portuaire au GIMI en Israël. Le cours abordait les différents aspects stratégiques, juridiques, logistiques et technologiques de la sûreté maritime, y compris la mise en œuvre d'évaluations de la sûreté des installations portuaires et l'élaboration de plans et de procédures de sûreté portuaire.

76 Le programme mondial sur le **Programme d'audit des États Membres de l'OMI (IMSAS)** continue à faciliter la préparation des audits, l'identification des obstacles qui empêchent de mener à bien l'audit et la mise en œuvre effective de mesures donnant suite aux conclusions de l'audit.

77 En 2022, le programme a organisé deux cours de formation régionaux pour les auditeurs et un atelier régional pour les administrateurs, conformément à la section 9 de la résolution A.1067(28) sur le Document-cadre et Procédures pour le Programme d'audit des États Membres de l'OMI. Les trois activités ont concerné 88 personnes dans cinq régions et ont permis de former les participants à l'IMSAS et en particulier d'aider leurs administrations à se préparer à un audit.

78 Dans le cadre du programme mondial de **développement maritime**, une assistance technique a été fournie à tous les niveaux pour l'alignement et l'intégration des ODD dans les plans et programmes de développement nationaux.

79 Le programme mondial a soutenu la participation de l'OMI à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27), qui s'est tenue à Sharm El-Sheikh, en Égypte. Elle a également produit une série de documents promotionnels liés aux travaux de l'OMI, ainsi que des documents de sensibilisation à l'encrassement biologique en mer et aux espèces aquatiques envahissantes.

80 Des services de conseil ont été fournis pour élaborer le document d'action de la phase II pour le Réseau mondial des Centres de coopération en matière de technologie maritime (MTCC) (GMN) de l'OMI, officiellement intitulé "Capacity Building for Climate Mitigation in the Maritime Shipping Industry" (Renforcement des capacités pour l'atténuation du changement climatique dans l'industrie maritime). La phase II du GMN étend le soutien technique, les programmes de renforcement des capacités et la portée géographique afin d'améliorer le rendement énergétique des transports maritime et de soutenir la mise en œuvre de la Stratégie initiale de l'OMI concernant la réduction des GES dans les régions participantes.

81 Le programme a parrainé des personnes de cinq pays pour participer au forum international sur les déversements d'hydrocarbures (INTERSPILL 2022) qui a renforcé les connaissances des participants sur des sujets liés à la préparation et à l'intervention en cas de pollution par les hydrocarbures, en vue d'améliorer leurs compétences techniques respectives et de développer les capacités au niveau national.

82 Le programme a également soutenu la campagne sur les médias sociaux et d'autres activités similaires visant à promouvoir la Journée internationale des gens de mer 2022 sur le thème "Les gens de mer et leurs voyages", qui a mis l'accent sur les gens de mer et sur la manière dont le voyage maritime permet de faire le lien entre l'expérience des gens de mer et les avancées technologiques dans le secteur du transport maritime.

83 En ce qui concerne le soutien aux gens de mer en première ligne de la COVID-19 et de la crise de la mer Noire et de la mer d'Azov, le programme a soutenu la création de récits et de témoignages de l'Équipe de gestion de crise pour les gens de mer (SCAT) sur le site Web de l'OMI, afin de démontrer l'importance du travail de la SCAT.

84 En ce qui concerne les mémorandums d'accord sur le contrôle par l'État du port, le programme a parrainé des formateurs de fonctionnaires chargés du contrôle par l'État du port issus de régimes de contrôle par l'État du port en développement, afin qu'ils suivent une formation spécialisée et reçoivent des mises à jour sur les instruments pertinents, notamment en ce qui concerne les navires-citernes et les techniques d'inspection par l'État du port, conformément aux normes mondiales.

85 Un soutien a été apporté pour l'organisation d'un atelier de formation des formateurs en mode hybride à l'intention des gens de mer servant à bord des navires exploités dans les eaux polaires. Les instructeurs des établissements d'enseignement et de formation maritimes chargés de dispenser des formations sur les cours types 7.11 et 7.12 de l'OMI, qui concernent respectivement la formation de base et la formation avancée pour les navires exploités dans les eaux polaires, ont pu suivre une formation axée sur les compétences relatives à la manière de mettre à jour, d'améliorer et d'exécuter les programmes de formation sur la base des normes pertinentes du Code STCW.

86 Le programme a soutenu la participation de l'OMI à l'événement virtuel mondial célébrant la Journée mondiale de prévention de la noyade, au cours duquel l'OMI a présenté les efforts qu'elle déploie pour prévenir les noyades en renforçant la sécurité des navires et des bateaux de pêche. Il a également financé la participation de l'OMI à l'exposition mondiale sur le développement Sud-Sud (GSSD) qui s'est tenue à Bangkok, en Thaïlande, au cours de laquelle l'OMI a coorganisé le Forum des solutions thématiques avec la CESAP, ainsi que la participation à la Semaine maritime coréenne à Busan, en République de Corée.

87 Grâce au soutien du programme, l'OMI a organisé un séminaire à son Siège pour commémorer le quarantième anniversaire de l'adoption de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, dans le but de parvenir à une mise en œuvre efficace du régime réglementaire de l'OMI et de renforcer les relations de travail avec ladite Convention et le système des Nations Unies dans son ensemble.

88 Le programme a également fourni un soutien financier à un groupe d'étude chargé d'examiner les questions liées aux registres frauduleux et à l'immatriculation frauduleuse des navires ainsi que les mesures visant à prévenir et à combattre cette pratique. Il s'agit d'un programme à long terme qui a débuté en 2022 et se poursuivra jusqu'en 2024 sous les auspices du Comité juridique.

89 Le programme intitulé "**Promotion du Protocole de Londres**" permet d'apporter une assistance technique aux pays en développement en ce qui concerne le Protocole de Londres (y compris aux futures Parties au Protocole de Londres). En 2022, les activités ont continué de porter sur l'adhésion au Protocole et sa mise en œuvre, ainsi que sur l'identification et l'élimination des obstacles au respect des accords sur les rejets en mer dans le cadre déterminant de la gestion de la pollution des mers. Le programme a également soutenu la



préparation et la compilation d'un rapport fournissant un examen complet du Plan stratégique pour la période 2017-2021. En outre, des fonds ont été alloués à l'organisation de la conférence universitaire hybride OMI-UMM commémorant le cinquantième anniversaire de l'adoption de la Convention de Londres, qui a permis d'obtenir de nouvelles perspectives de recherche et de mettre en place des actions efficaces, ainsi qu'au financement de la réunion des organes directeurs de la Convention et du Protocole de Londres.

90 Le programme intitulé "**Cours types de l'OMI**", qui est aujourd'hui géré en dehors du cadre du PICT, constitue un cadre pour élaborer de nouveaux cours types de l'OMI et réviser des cours types existants, ainsi que pour assurer la production, la traduction, la mise en forme et l'impression de ces cours. Toutefois, aucun cours type de l'OMI n'a été validé en 2022 dans les circonstances découlant de la pandémie de COVID-19 et, par conséquent, aucune publication ni traduction de cours type n'a été effectuée en 2022. Pour faciliter la validation des cours types laissés en suspens, trois groupes de rédaction virtuels qui se sont réunis en 2022, ont examiné deux projets de nouveaux cours types, intitulés "Formation en matière de sécurité des passagers et de la cargaison et d'intégrité de la coque" et "Gestion des ressources Machine", et cinq projets de cours types révisés, à savoir les cours types révisés 2.03, intitulé "Lutte contre l'incendie – Formation avancée"; 3.25, intitulé "Formation de sensibilisation à la sûreté à l'intention de tout le personnel des installations portuaires"; 3.26, intitulé "Formation en matière de sûreté des gens de mer chargés de tâches liées à la sûreté"; et 3.27 intitulé "Formation de sensibilisation à la sûreté à l'intention des gens de mer", qui ont été validés en 2023.

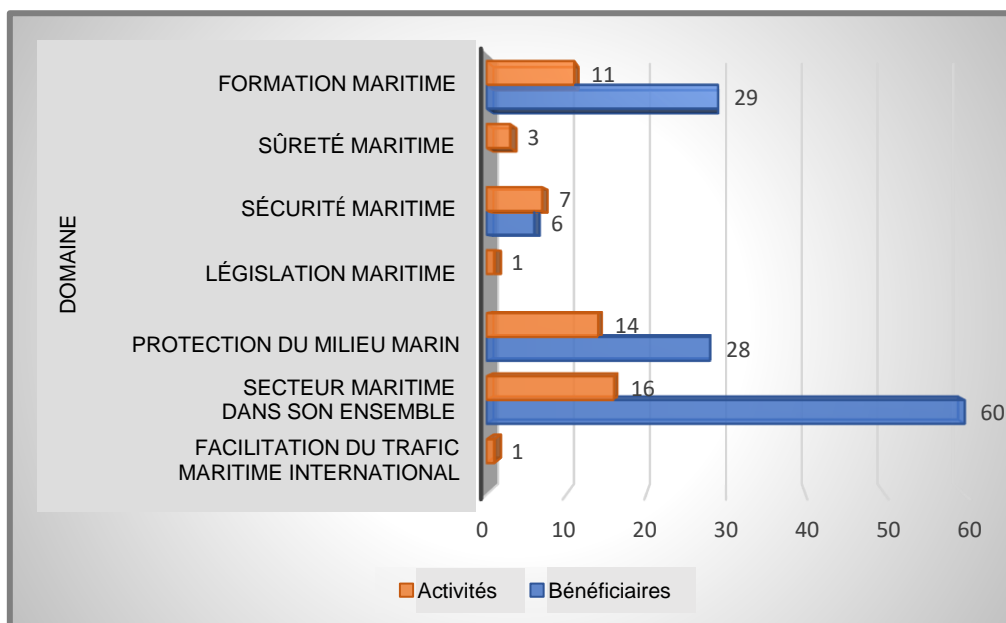
91 Le Code de conduite de Djibouti et les programmes mondiaux sur la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre ne sont plus gérés dans le cadre du PICT et fonctionnent désormais comme des projets thématiques à long terme. Par conséquent, les réalisations des programmes pour 2022 sont présentées dans la section des projets thématiques à long terme ci-dessous, aux paragraphes 96 à 127.

**Tableau 7 – Synthèse des réalisations des programmes mondiaux, 2022<sup>3</sup>**

<b>Activités</b>	<b>2022</b>
Missions consultatives/d'évaluation	0
Activités de formation à l'échelle nationale	n/a
Activités de formation à l'échelle régionale	n/a
Activités de formation à l'échelle mondiale	4
Autres activités	49
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers</b>	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	123
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	n/a
Autres boursiers	n/a
<b>Autres</b>	
Responsables chargés de la stratégie	0

<sup>3</sup> Dans les cas où les participants à une activité venaient de plusieurs régions, ces participants ont été inscrits dans la catégorie mondiale. Il convient de noter que les bourses relatives aux activités mondiales ont été ventilées entre les régions bénéficiaires et ont donc été incluses dans les tableaux régionaux des paragraphes précédents; elles n'apparaissent donc pas dans le tableau 7.

**Graphique 11 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans le cadre des programmes mondiaux, 2022**



## RÉSUMÉ DE TOUS LES PROGRAMMES

92 Les activités menées au titre des programmes régionaux et mondiaux du PICT en 2022 sont résumées dans le tableau 8 ci-dessous. Il convient de noter qu'afin de mieux rendre compte des pays bénéficiaires, les participants aux activités menées au titre des programmes mondiaux ont été répartis par région bénéficiaire, dans la mesure du possible, et ont donc été inclus dans les statistiques régionales. Dans les cas où les participants à une activité venaient de plusieurs régions, ces participants ont été inscrits dans la catégorie mondiale.

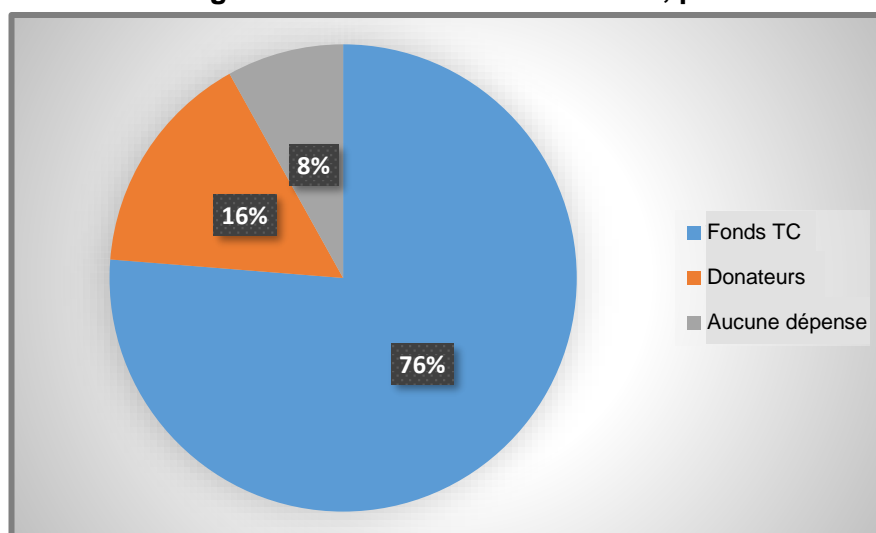
**Tableau 8 – Synthèse des réalisations afférentes à tous les programmes régionaux et mondiaux, 2022**

Activités	États arabes et Méditerranée	États arabes et Méditerranée	Asie	Îles du Pacifique	Asie occidentale/ Europe orientale	Amérique latine	Caraïbes	Niveau mondial	Total
Missions consultatives/ d'évaluation	2	1	1	1		3			8
Activités de formation à l'échelle nationale	16	7	8	3	3	7	3	n/a	47
Activités de formation à l'échelle régionale	15	5	5	1		8	2	n/a	36
Activités de formation à l'échelle mondiale	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	4	4
Autres activités	7	3	11	8	1	3	4	49	86
<b>Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers</b>									
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	611	223	495	76	54	294	152	123	2 028
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	13	5	6		4	1	3	n/a	32

Autres boursiers	127	18	22	5	1	14	24	n/a	211
<b>Autres</b>									
Responsables chargés de la stratégie	232		79			81	80		472

93 Ainsi qu'il est expliqué en détail dans l'annexe 2, les activités menées dans le cadre du PICT sont financées à la fois par le Fonds TC et par des donateurs. On trouvera à l'appendice du présent document un tableau recensant l'ensemble des activités programmées pour 2022. Ce tableau comporte une colonne "Fonds TC" qui indique si l'activité a été financée en partie ou en totalité par le Fonds TC (mention "oui") ou si elle a été financée en totalité par des donateurs (mention "non") ou si aucune dépense n'a été engagée pour cette activité (mention "N/A"). Lorsqu'une cellule ne comporte pas de mention, cela signifie que l'activité a été reportée ou annulée. Le graphique 12 ci-dessous donne le pourcentage des activités achevées ou en cours qui ont été financées en partie ou en totalité par le Fonds TC et celles qui ont été financées en totalité par des donateurs.

**Graphique 12 – Pourcentage des activités du PICT en 2022, par source de financement**



### CONTRIBUTIONS EN NATURE À L'APPUI DE L'EXÉCUTION DU PICT

94 Les contributions en nature des États Membres, des organisations régionales et internationales et du secteur des transports maritimes sont un élément essentiel du succès des activités du PICT. Cet appui en nature prend habituellement la forme de la mise à disposition d'installations d'accueil pour les activités exécutées. On trouvera dans l'appendice des renseignements détaillés sur chacune des activités menées au titre du PICT en 2022, y compris sur les lieux concernés. D'une manière générale, on peut partir du principe que, lorsqu'elles le peuvent, les autorités nationales du pays hôte mettent à disposition des installations d'accueil pour l'activité en question.

95 Outre les installations d'accueil qui ont été mises à disposition, comme indiqué ci-dessus, les contributions en nature ci-après ont grandement contribué à l'exécution des programmes du PICT en 2022.

**Tableau 9 – Contributions en nature**

<b>Fourniture de :</b>	<b>Fournisseurs d'appui en nature :</b>
<b>Spécialistes</b> , tels qu'experts et consultants, mis à disposition à titre gracieux par :	Australie, Danemark, France, Ghana, Mexique, Nouvelle-Zélande, République de Corée, Singapour, Espagne, Royaume-Uni, États-Unis, CPPS, AISM, CPS, PROE
<b>Arrangements logistiques, appui administratif et organisation conjointe</b> assurés par :	Albanie, Argentine, Brésil, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Cameroun, Colombie, Comores, Costa Rica, République démocratique du Congo, République dominicaine, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Kenya, Malawi, Nicaragua, Nigéria, Panama, Philippines, Sénégal, Îles Salomon, Suriname, République-Unie de Tanzanie, COCATRAM, CPPS, PERSGA, RAC/REMPEITC-Caribe, SPC, PROE
<b>Services de restauration</b> assurés par :	Albanie, Brésil, Cabo Verde, Cameroun, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Kenya, Malawi, Nicaragua, Nigéria, Panama, Sénégal, Suriname, République-Unie de Tanzanie, PERSGA
<b>Assistance financière et fonds pour les participants</b> fournis par :	
<b>Partage des coûts, dont déplacements et logement</b> , assuré par :	Costa Rica, Ghana, Guatemala, Nigéria
<b>Services de traduction et d'interprétation</b> fournis par :	Colombie, Nigéria, Sénégal
<b>Autres types d'appui en nature</b> fournis par :	Appui administratif pour les bureaux de présence régionale situés en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Kenya; Bureaux pour le bureau de présence régionale situé en Côte d'Ivoire; Appui administratif et bureaux pour le bureau de présence régionale situé aux Philippines et fourniture d'un appui par la CPS pour le bureau de présence régionale situé aux Fidji.

## PROJETS THÉMATIQUES À LONG TERME

96 Outre les programmes régionaux et mondiaux relevant du PICT, le programme de coopération technique de l'OMI pour 2022 a porté sur un certain nombre de projets thématiques à long terme. Ces services sont fournis à l'aide de fonds externes obtenus dans le cadre de la stratégie de mobilisation des ressources de l'OMI.

97 Ce portefeuille de projets à long terme toujours plus étoffé a permis de s'attaquer à divers défis mondiaux qui s'avèrent essentiels pour assurer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la transition du secteur maritime vers un avenir plus durable, tout en mettant l'accent sur les besoins des pays en développement, en particulier ceux des PEID et des PMA.

98 S'appuyant sur une série d'objectifs et d'activités clairement définis par un cadre de résultats faisant régulièrement l'objet de suivis et d'évaluations, ces projets sont mis en œuvre avec l'appui des parties prenantes et des partenaires stratégiques nationaux, régionaux et mondiaux. Parmi eux figurent des gouvernements, des parties prenantes du secteur, des organisations non gouvernementales et d'autres organisations relevant de la société civile, qui

sont tous des partenaires essentiels pour garantir une mise en œuvre réussie et efficace des projets. En outre, ces projets sont conformes aux ODD, favorisent une collaboration active entre l'OMI, les organismes publics et les autres parties prenantes concernées, et encouragent la participation de ces derniers.

### Projets liés au milieu marin

99 Le **projet Blue Solutions** est un projet de réduction des émissions provenant des transports maritimes en Asie, qui doit aider les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est à déterminer les possibilités de prévenir et de réduire les émissions imputables au transport. Sa phase préparatoire a été soumise à l'approbation de l'Initiative internationale pour le climat du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire (BMU). Une fois approuvé, le projet de grande envergure ciblera la réduction des émissions de GES et autres polluants atmosphériques provenant des navires exploités dans les ports, mais aussi des transports exploités dans les régions que les ports desservent, par des mesures visant à accroître le rendement énergétique, à optimiser les processus et à adopter des techniques innovantes (solutions bleues).

100 Le programme OMI-République de Corée **GHG-SMART (programme de formation à un système durable de transports maritimes visant à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES)** est financé par la République de Corée à hauteur de 2,5 millions de dollars et vise à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES en renforçant les capacités des PMA et des PEID. Cela comprend l'élaboration d'un programme de formation complet et le suivi, l'évaluation et le perfectionnement après la formation. En 2022, la visite d'étude et le stage de formation pratique du projet GHG-SMART ont été organisés du 19 et 23 septembre 2022 à Busan (République de Corée). Le projet GHG-SMART offre un moyen novateur de dispenser les cours de formation de l'OMI, car il établit, pendant une année, un programme permanent à long terme. Au cours en ligne de formation élémentaire succéderont un suivi post-formation, une évaluation et des mesures d'amélioration. Les participantes et participants se verront dispenser une formation théorique en salle et pratique sur le terrain. La formation sur le terrain prévoit la visite des sites de développement technologique et de démonstration ainsi que des principales infrastructures qui contribuent à la réduction des émissions de GES et à l'accroissement du rendement énergétique.

101 Le projet de **Réseau mondial de centres de coopération en matière de technologie maritime (GMN)** est financé par l'Union européenne, à hauteur de 11 millions de dollars. La phase I a été achevée avec succès en mars 2022 et visait à réduire les émissions de GES provenant des transports maritimes internationaux. En six ans, le GMN a créé cinq MTCC en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes, en Amérique latine et dans le Pacifique, avec pour objectif principal de renforcer les capacités humaines et institutionnelles des administrations maritimes et des autorités portuaires. Le Réseau a organisé plus de 90 ateliers et conférences et exécuté dix projets pilotes de démonstration. Pour mettre à profit la réussite de ces activités, la Commission européenne s'est engagée à verser 10 millions d'euros supplémentaires destinés à appuyer le déploiement de la phase II du projet GMN (2023-2027). Dans la phase II, il s'agira avant tout de mener à plus grande échelle les activités des centres régionaux, en s'attachant à faciliter, dans les ports, l'adoption de mesures et de techniques en matière de rendement énergétique et à moderniser les navires existants des flottes nationales dans le cadre de démonstrations pilotes.

102 Le **projet GreenVoyage2050** de l'OMI et de la Norvège, financé par le Ministère norvégien du climat et de l'environnement (7,5 millions de dollars), a accéléré ses travaux sur un certain nombre de nouvelles propositions de projets pilotes visant à faire la démonstration de nouvelles technologies et à soutenir les pays dans leurs efforts de réduction des émissions

provenant des navires. En 2022, le projet a également continué à aider les pays à élaborer des plans d'action nationaux (PAN) et à rédiger des textes législatifs pour transposer l'Annexe VI de MARPOL dans le droit national. Par l'intermédiaire de l'Alliance mondiale du secteur à l'appui des transports maritimes à faibles émissions de carbone, le projet a développé plusieurs nouvelles ressources en ligne sur des sujets tels que les arrivées juste-à-temps des navires, les réglementations sur les combustibles marine de substitution et l'évaluation de la confiance dans les technologies de rendement énergétique. Il a également lancé un deuxième cours d'apprentissage en ligne en collaboration avec UN CC:Learn.

103 Le programme de l'OMI intitulé "**Coordinated Actions to Reduce Emissions from Shipping**" (**IMO CARES**), financé par le Royaume d'Arabie saoudite (1,6 million de dollars) est un projet qui vise à réduire les émissions du transport maritime par des actions coordonnées à l'échelle mondiale. Il cherche à jeter un pont entre les parties prenantes du Nord et du Sud en fournissant une plateforme de coopération et de collaboration internationale qui soutient l'innovation tout en favorisant la mise au point et l'application de techniques en matière de rendement énergétique. La phase préparatoire du projet IMO CARES, qui aura duré un an, s'est achevée en 2022 et le projet a reçu un nouveau financement du Royaume d'Arabie saoudite qui, le 1<sup>er</sup> avril 2023, lui a permis d'entrer dans sa phase d'exécution généralisée. Il entend parvenir à ses objectifs, pour la première année, en évaluant les besoins technologiques des régions en développement et en lançant des défis technologiques mondiaux qui doivent permettre de trouver des solutions appropriées au moyen de la recherche et de manifestations visant à constituer des réseaux.

104 La deuxième édition du **Forum de l'innovation OMI-PNUE-Norvège 2022 (Forum de l'innovation 2022)**, financée par la Norvège (167 252 dollars) a servi de plateforme mondiale destinée à promouvoir l'innovation pour accélérer la transition du secteur maritime vers un avenir à émissions faibles ou nulles et était axée sur les besoins spécifiques des pays en développement, en particulier ceux des PMA et des PEID. Le Forum se rapportait au thème de la Journée mondiale de la mer de 2022 ("Des technologies nouvelles au service de transports maritimes plus écologiques") et a mis l'accent tout particulièrement sur l'innovation participative aux fins de la décarbonation du secteur maritime. La manifestation a été portée par le Gouvernement norvégien, le Secrétariat de l'OMI et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin de promouvoir l'innovation dans le cadre d'une plateforme mondiale qui permet d'échanger les meilleures pratiques et de combler les lacunes qui doivent l'être en rassemblant les idées et les dernières évolutions communiquées par l'ensemble des décideuses et décideurs politiques compétents des différents pays. La Norvège s'est engagée à contribuer au financement d'un troisième Forum de l'innovation - le Forum de l'innovation 2023.

105 L'OMI et l'Autorité maritime et portuaire de Singapour (MPA) ont lancé conjointement **NextGEN Connect** ("GEN" signifie "Green and Efficient Navigation"). En réunissant les parties prenantes du secteur, le milieu universitaire et les centres de recherche mondiaux, NextGEN Connect permettra de définir des solutions inclusives aux fins de la décarbonation du secteur maritime et de les mettre à l'essai le long de certaines routes maritimes. Son lancement a eu lieu à l'occasion de la Conférence OMI-Singapour sur l'avenir du transport maritime : décarbonation (6 avril 2022). Au titre de l'initiative NextGEN Connect, diverses parties prenantes ont été invitées à proposer des méthodes solides permettant d'élaborer conjointement, à titre expérimental, des plans d'action fondés sur des itinéraires en vue de réduire les émissions de GES produites entre des points spécifiques d'une route maritime située dans la région Asie-Pacifique. À la suite de l'examen des propositions par un groupe de spécialistes, un lauréat a été annoncé lors de la semaine maritime de Singapour (24-28 avril 2023), et des travaux sont en cours pour élaborer des études de cas pour des actions potentielles basées sur des itinéraires entre différents ports. En outre, la base de données NextGEN ([nextgen.imo.org/](https://nextgen.imo.org/)) répertorie actuellement plus de 150 projets de décarbonation et

rassemble plus de 500 parties prenantes dans le monde, notamment des États Membres de l'OMI, des propriétaires de navires, des concepteurs de technologies, des sociétés de classification et des organisations non gouvernementales.

106 Le projet intitulé "Création de partenariats pour aider les pays en développement à réduire au minimum les incidences de l'encrassement biologique" (projet de **partenariats GloFouling** FEM-PNUD-OMI) s'inscrit dans la continuité des efforts plus larges que l'OMI met en œuvre, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en vue de protéger les écosystèmes marins contre les effets négatifs des espèces aquatiques envahissantes. Le financement initial de ce projet est assuré par le FEM à hauteur de 6,9 millions de dollars. Le projet encourage une intervention dans 12 pays bénéficiaires et 14 pays partenaires dans six régions à plusieurs niveaux : conduire des réformes juridiques, politiques et institutionnelles dans les pays pour mettre en œuvre les directives de l'OMI sur l'encrassement biologique; développer la capacité à mettre en œuvre une politique nationale; et en faisant participer activement le secteur privé à l'identification de solutions et de technologies efficaces pour lutter contre l'encrassement biologique. Il s'intéresse également aux émissions de GES dues à l'encrassement biologique des navires.

107 Au cours de la période considérée, le projet a finalisé l'élaboration et la publication de trois guides mondiaux destinés aux gouvernements et de deux rapports techniques sur les meilleures pratiques de gestion dans les secteurs de la navigation de plaisance et de l'aquaculture. La deuxième édition du Forum-exposition de recherche et développement du projet de partenariats GloFouling sur la prévention et la gestion de l'encrassement biologique à l'intention des différentes composantes du secteur maritime s'est déroulée du 11 au 14 octobre 2022 au Siège de l'OMI et a accueilli 180 personnes. Le cours de formation en ligne "Introduction to biofouling: impacts and management of risks" est maintenant ouvert au public et disponible dans le système de gestion de la formation de l'OMI (LMS). L'Alliance mondiale du secteur (GIA) pour la biosécurité marine a commandé deux rapports (l'un sur les réglementations en matière de gestion de l'encrassement biologique et l'autre sur les aspects des GES liés à la gestion de l'encrassement biologique) et a publié une courte animation présentant les conclusions de son étude "Analysing the Impact of Marine Biofouling on the Energy Efficiency of Ships and the GHG Abatement Potential of Biofouling Management Measures". L'évaluation à mi-parcours a conduit à prolonger la date d'achèvement du projet au 31 mai 2025.

108 Lancé en 2022, le projet **TEST Biofouling** (accélération du transfert de technologies respectueuses de l'environnement par des démonstrations pour réduire l'encrassement biologique et les émissions connexes), qui est financé par la Norvège (4 millions de dollars des États-Unis), a pour but d'aider les pays en développement à consolider leurs connaissances relatives au contrôle et à la gestion de l'encrassement biologique et à présenter des approches efficaces en matière de gestion de l'encrassement biologique et leurs connaissances relatives à l'atténuation des risques pour l'environnement que représente le transfert d'espèces aquatiques envahissantes à cause de l'encrassement biologique, dans le cadre de projets de démonstration régionaux et nationaux. Le projet s'étale sur quatre ans (janvier 2022 - décembre 2025).

109 Le **projet de partenariat OMI-FAO GloLitter** est financé principalement par la Norvège et un financement supplémentaire a été obtenu de l'Australie et du Royaume d'Arabie saoudite pour un montant total de 4,5 millions de dollars. Le projet GloLitter accompagne les pays partenaires principaux dans l'achèvement de leurs plans d'action nationaux respectifs, de sorte à répondre dès le commencement de 2023 aux besoins prioritaires inscrits aux plans d'action nationaux. Sept plans d'action ont été finalisés en 2022 et les trois autres le seront au début de l'année 2023. Priorité est donnée par les plans d'action

nationaux aux mesures de lutte, à l'échelon national, contre les déchets plastiques rejetés dans le milieu marin par les navires, dans la droite ligne de l'Annexe V de MARPOL, du Protocole de Londres et du Plan d'action visant à traiter le problème des déchets plastiques rejetés dans le milieu marin par les navires. Une fois achevé leur plan d'action national, les pays seront en mesure de mettre en place des dispositifs de jumelage avec des pays partenaires de leur région, et ainsi de répondre ensemble, sous les auspices du projet de partenariats GloLitter, aux enjeux d'intérêt commun liés aux déchets plastiques présents dans le milieu marin.

110 Le projet **OMI-Norad de protection du milieu marin dans les mers d'Asie du Sud-Est (MEPSEAS)** a été financé par l'Agence norvégienne de coopération au développement (1,85 million de dollars) et s'est achevé en 2022, après sa dernière année de mise en œuvre. La dernière année du projet a été consacrée à l'expérimentation des procédures de contrôle par l'État du port (PSC) et d'inspection par l'État du pavillon que chaque pays participant a élaborées au cours des ateliers nationaux sur le contrôle de la conformité et l'application de la législation qui se sont tenus au cours du dernier trimestre 2021. Le projet a tenu sa dernière réunion régionale de haut niveau au Viet Nam et une conférence technique régionale à Singapour en 2022.

111 Le projet **SENSREC Phase II (Safe and Environmentally Sound Ship Recycling in Bangladesh)** est financé par le Ministère des affaires étrangères norvégien à hauteur de 1,1 million de dollars). La phase II s'est concentrée sur la feuille de route institutionnelle et juridique en vue de la ratification de la Convention de Hong Kong et d'un solide système de formation et de gestion de 900 stagiaires, dont des fonctionnaires, des formateurs professionnels, des propriétaires de chantiers de recyclage de navires et des travailleurs. En 2022, le Ministère de l'industrie, le principal partenaire de mise en œuvre et le secteur, la Bangladesh Ship Breakers and Recyclers Association (BSBRA), se sont fortement impliqués dans l'écologisation du recyclage des navires au Bangladesh et ont collaboré étroitement aux activités du projet. Les activités restantes de la phase II se concentrent sur la sensibilisation à l'égalité des sexes dans l'industrie du recyclage des navires, y compris un atelier prévu en 2023 à Chittagong pour discuter des actions recommandées sur la participation économique des femmes dans le secteur du recyclage des navires. La phase III du projet devrait débuter en 2023, avec pour objectif principal d'aider le Bangladesh à mettre en place l'infrastructure de gestion des déchets dangereux qui devrait recevoir des prêts de l'APD en 2023.

112 Le projet de **Partenariat mondial pour l'atténuation du bruit sous-marin dû à la navigation (Partenariat GloNoise)** est actuellement au stade de la conception par l'OMI, le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et devrait débuter au quatrième trimestre 2023. L'objectif global du projet GloNoise Partnership est d'établir un véritable partenariat mondial entre les parties prenantes, en mettant l'accent sur les pays en développement, afin de traiter le problème environnemental majeur que constitue le bruit sous-marin dû à la navigation. En particulier, le projet aidera les pays et les régions en développement à sensibiliser le public, à renforcer les capacités et à recueillir des renseignements afin de contribuer au dialogue politique sur l'atténuation du bruit sous-marin anthropique produit par les navires. Le projet s'appuie sur les Directives de l'OMI visant à réduire le bruit sous-marin produit par les navires de commerce pour atténuer leurs incidences néfastes sur la faune marine, ainsi que sur leurs futures révisions, et sur les discussions politiques pertinentes à de multiples niveaux.

113 L'OMI a pleinement tiré parti de l'initiative de l'Alliance mondiale du secteur (GIA) pour établir un partenariat avec tous les secteurs maritimes afin de trouver des solutions aux problèmes environnementaux les plus urgents. Après le GIA pour les faibles émissions de carbone, le GIA pour la biosécurité marine, un troisième GIA pour GloLitter a été lancé en 2022.



## Projets liés à la sûreté maritime

114 En 2020, l'OMI a signé un accord entre l'ONU et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en vertu duquel l'OMI (en collaboration avec l'ONUDC et INTERPOL) sera un partenaire d'exécution d'un projet financé par l'UE (7,5 millions d'euros) sur la **sûreté portuaire et la sécurité de la navigation en Afrique orientale et australe et dans l'océan Indien**. Les pays participants sont l'Angola, les Comores, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Mozambique, la Namibie, la République-Unie de Tanzanie et les Seychelles.

115 Ce projet vise à aider les pays bénéficiaires à renforcer la sécurité et la sûreté maritimes dans la région de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien, conformément à la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans – horizon 2050. Ce projet implique une assistance directe ciblée au niveau de l'administration nationale et des installations portuaires, afin de garantir que les capacités des autorités chargées de la sécurité de la navigation soient renforcées, et que la législation en matière de sûreté portuaire et le cadre de respect des dispositions connexe soit élaboré et mis en œuvre.

116 Au cours de l'année 2022, l'accent a été mis sur cinq activités clés, à savoir :

- .1 l'identification des lacunes dans la législation nationale relative à la sûreté maritime en ce qui concerne la mise en œuvre des instruments techniques et des recommandations de l'OMI;
- .2 un soutien pour combler ces lacunes, y compris un soutien rédactionnel;
- .3 l'évaluation de l'engagement actuel du pays à l'égard du Mémoire d'entente régional sur le contrôle par l'État du port (Mémoire d'entente de l'océan Indien ou Mémoire d'entente d'Abuja), et la fourniture d'une assistance pour répondre aux exigences en matière de contrôle par l'État du port;
- .4 soutien à la réalisation d'évaluations de la sûreté des installations portuaires dans le cadre du Code ISPS, y compris soutien à la rédaction de plans de sûreté des installations portuaires; et
- .5 la mise en place ou le renforcement des comités nationaux de sûreté maritime, y compris le soutien et les conseils de spécialistes.

117 Le **Programme régional pour la sûreté maritime dans la zone de la mer Rouge**, financé par l'Union européenne (5,25 millions d'euros au total), a été lancé en février 2022 à Djibouti. Dans le cadre de ce programme, l'OMI mène des actions coordonnées avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), à l'appui des pays participants, à savoir Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Somalie, le Soudan et le Yémen, afin de renforcer les capacités et de promouvoir des normes de sécurité et de sûreté adéquates pour les autorités maritimes, portuaires et terrestres chargées de l'application de la loi, conformément aux objectifs de la Stratégie maritime intégrée pour l'Afrique à l'horizon 2050.

118 Au cours de l'année 2022, les travaux de l'OMI se sont concentrés sur le renforcement des cadres juridiques nationaux des pays participants, en vue de fournir une base pour la pleine mise en œuvre et la supervision des mesures de sûreté maritime, en mettant particulièrement l'accent sur les instruments liés aux ports et les mesures visant à renforcer la sûreté maritime, y compris la formation des décideurs politiques en matière de sûreté maritime et portuaire et de leurs conseillers juridiques. L'OMI soutient également les pays participants

dans la mise en place d'une approche gouvernementale globale de la sûreté maritime, en fournissant une assistance technique pour améliorer la mise en œuvre du Code ISPS et répondre aux exigences du contrôle par l'État du port, ainsi qu'un soutien à la réalisation d'évaluations de la sûreté des installations portuaires dans le cadre du Code ISPS.

119 Le programme de **mise en œuvre du Code de conduite de Djibouti** a continué d'aider les États Membres de l'océan Indien occidental et du golfe d'Aden à renforcer leur capacité à lutter contre la piraterie et d'autres menaces pour la sûreté maritime. Se fondant sur l'expérience acquise et les résultats satisfaisants obtenus dans le cadre du Code de conduite révisé concernant la répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre des navires ainsi que des activités maritimes illicites dans la région de l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden, ainsi que sur la structure de gouvernance établie, le programme promeut l'application des dispositions du Code. Il s'agit notamment d'un groupe de travail sur l'échange d'informations et d'un groupe de travail sur la coordination du renforcement des capacités. Le programme a adopté un modèle d'approche pangouvernementale dans ses interventions, ainsi qu'une stratégie et une feuille de route pour le réseau de partage de l'information. Cette feuille de route comprend l'élaboration d'une "boîte à outils" pour rendre opérationnel le réseau de partage de l'information du Code de conduite de Djibouti, qui comprend une vision, une mission et un engagement pour tous les États Membres à établir leurs centres nationaux de partage d'informations maritimes multi-institutions d'ici mars 2024. En outre, une matrice de coordination du renforcement des capacités a été élaborée sur le portail réservé aux membres du site web du Code de conduite de Djibouti. Cette matrice vise à mettre en relation les partenaires d'exécution et les Amis du Code de conduite de Djibouti afin d'aligner leur soutien et leur assistance technique sur les besoins et les priorités régionaux mis en évidence par les États Membres dans la matrice de renforcement des capacités. Elles visent à promouvoir l'exploitation des synergies, à éviter tout chevauchement des activités et à favoriser une meilleure collaboration avec les donateurs et les partenaires d'exécution, ce qui devrait permettre de lutter plus efficacement contre les diverses menaces qui pèsent sur la sûreté maritime dans la région.

120 Le programme intitulé "**Sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre**" vise à appuyer la mise en place d'activités de renforcement des capacités axées sur la fourniture d'une assistance directe aux États Membres de la région, afin que ces derniers puissent développer et renforcer leurs moyens de faire face aux problèmes et aux difficultés qui surviennent au sein de leur espace maritime. Ce programme est financé au moyen des contributions versées au Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre.

121 Grâce à une contribution versée par le Gouvernement du Royaume-Uni au Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre, l'OMI a continué d'apporter son soutien au Centre interrégional de coordination (CIC) pour la mise en œuvre du Code de conduite de Yaoundé en recrutant un expert chargé d'évaluer la situation actuelle du Centre et de l'aider à renforcer son rôle stratégique dans la région, à faciliter les échanges avec les autres entités régionales et centres régionaux relevant de l'architecture de Yaoundé, et à financer la participation de l'OMI aux réunions pertinentes, comme celles du Groupe du G7++ des Amis du golfe de Guinée.

122 En outre, grâce à une contribution versée par la République de Corée au Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre, l'OMI a achevé la phase 1 de l'installation d'un réseau de radiocommunications en ondes décimétriques (HF) au sein de la zone E de l'architecture de Yaoundé. Ce réseau de radiocommunications permettra de faciliter et d'accélérer la communication et l'échange de renseignements dans la région, à terre comme en mer.

123 L'OMI recherche un soutien et des contributions supplémentaires pour poursuivre le travail, étant donné que le solde du Fonds d'affectation spéciale susmentionné est actuellement faible.

### **Autres projets**

124 Le **programme Carib-SMART** est destiné à soutenir le développement et la mise en œuvre d'un système de transport maritime durable (SMART) qui permettra aux PEID des Caraïbes de mieux se remettre de l'impact de la pandémie de COVID-19 dans le secteur maritime, dont les économies des petits États insulaires en développement des Caraïbes dépendent fortement. La phase préparatoire du programme Carib-SMART, financée par l'OMI et la Norvège, s'est achevée en 2022. Cette phase visait à entreprendre les travaux préparatoires pour développer, concevoir et obtenir l'approbation régionale d'un programme d'assistance technique à long terme (programme Carib-SMART) pour les PEID des Caraïbes.

125 À cet égard, les résultats de la phase préparatoire du projet Carib-SMART comprennent un rapport basé sur un questionnaire d'enquête destiné aux acteurs du transport maritime, qui a été administré entre le 16 juin et le 8 juillet 2022; les rapports d'évaluation des besoins nationaux et sous-régionaux validés pour les 13 pays du projet; et la réception de l'approbation par les directeurs et chefs des administrations maritimes des Caraïbes lors de leur réunion annuelle tenue à Paramaribo, Suriname, en juillet 2022 pour la phase préparatoire du projet Carib-SMART et ses activités au cours de cette phase.

126 Les prochaines étapes consisteront à faire approuver la proposition de projet du programme Carib-SMART par les directeurs et chefs des administrations maritimes, les ministres responsables du transport maritime et les chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

127 Mené conjointement par l'OMI et Singapour, le **projet de guichet unique pour la facilitation du commerce (SWiFT)** vise à concevoir un système de guichet unique maritime permettant de soumettre par voie électronique, au moyen d'un seul et unique portail, tous les renseignements requis par les différents organismes publics lorsqu'un navire fait escale dans un port. Le port de Lobito, en Angola, est le port bénéficiaire pilote de ce projet. Le projet vise à mettre en place un système numérique efficace pour l'échange électronique d'informations dans les ports pour l'accomplissement des formalités concernant les navires. Une fois le projet mené à bien, il sera étendu et utilisé comme modèle pour bénéficier à d'autres pays en développement au cours des phases suivantes. Le projet a été lancé en février 2022 et comportait une phase de cartographie des processus.

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie		Fonds TC
								Domaine		
Programmes régionaux										
<b>Programme d'appui au développement maritime, Afrique</b>										
Cours national de formation des coordonnateurs sur place (Manuel IAMSAR, Vol. III), y compris les bases de la recherche et du sauvetage	Achevé	janvier	En ligne	Cette activité a été réalisée en collaboration avec l'IMRF. Les participants ont eu une vue d'ensemble des fonctions pertinentes au sein d'une mission SAR, en particulier les responsabilités, les tâches et l'interaction avec les ressources ou les installations SAR. Les participants ont acquis une meilleure compréhension des conseils de suivi donnés par un MRCC, tels que définis dans le Manuel IAMSAR, Vol. III.	Ghana	15			Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur le contrôle par l'État du port	Achevé	mars	Sao Tomé (Sao Tomé-et-Principe)	Amélioration de la connaissance et de la compréhension du fonctionnement des procédures et des Directives harmonisées en matière d'inspection dans le cadre du contrôle par l'État du port parmi les États Membres du Memorandum d'entente d'Abuja, en vue de faciliter le transport international.	Sao Tomé-et-Principe	11			Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur le contrôle par l'État du port	Achevé	décembre	Bissau, Guinée-Bissau	Amélioration de la connaissance et de la compréhension du fonctionnement des procédures et des Directives harmonisées en matière d'inspection dans le cadre du contrôle par l'État du port parmi les États Membres du Memorandum d'entente d'Abuja, en vue de faciliter le transport international.	Guinée-Bissau	24			Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur la planification d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures	Annulé		Port Louis, Maurice		Maurice				N/A	
Atelier national sur les zones maritimes particulièrement vulnérables (PSSA)	Annulé		Le Cap, Afrique du Sud		Afrique du Sud				N/A	
Atelier régional sur la mise en œuvre uniforme de la Convention sur la gestion des eaux de ballast	Achevé	décembre	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	Renforcement de la sensibilisation des participants aux aspects pertinents de la Convention BWM et de leurs connaissances et compétences en la matière, en vue d'accroître la ratification, l'application efficace et le contrôle du respect de la Convention BWM, ainsi que la mise en œuvre des Directives connexes. Élargissement du réseau de spécialistes formés à la gestion et au contrôle des eaux de ballast	Afrique du Sud, Angola, Comores, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie	47			Protection du milieu marin	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie		Domaine	Fonds TC
						Bénéficiaires	Boursiers		
<b>Programme d'appui au développement maritime, Afrique (suite)</b>									
Fourniture de publications de l'OMI à certains instituts de formation maritime	Achevé	décembre	Londres (Royaume-Uni)	Publications de l'OMI fournies à l'Éthiopie.				Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Plateforme internationale d'apprentissage en ligne pour la recherche et le sauvetage (ELSAR)	Achevé	décembre	Londres (Royaume-Uni)	Cette activité a été mise en œuvre par l'IMRF en collaboration avec l'OMI. Une plateforme internationale d'apprentissage en ligne permettant aux apprenants d'entreprendre un apprentissage à leur propre rythme et d'accroître leurs connaissances en matière de recherche et de sauvetage a été mise au point.				Sécurité maritime	Non
Réunion régionale des chefs des Administrations maritimes sur le Mémorandum d'entente sur le contrôle par l'État du port pour la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Mémorandum d'entente d'accord d'Abuja)	Achevé	mai	Lagos, Nigéria	Compréhension renforcée des conventions de l'OMI relatives au contrôle par l'État du port et de la manière dont elles doivent être mises en œuvre et appliquées dans la législation nationale.	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mauritanie, Namibie, Nigéria, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo		47	Sécurité maritime	Oui
Séminaire national sur les passagers clandestins : analyse de la situation et mesures visant à en réduire le nombre	Achevé	juin	Le Cap, Afrique du Sud	Analyse et résumé de l'ampleur du problème, en tenant compte des points de vue de toutes les parties prenantes; un point de référence permettant de mesurer les progrès futurs en matière de prévention des cas de passagers clandestins; identification des besoins spécifiques en matière de renforcement des capacités; et obtention d'informations susceptibles de conduire à l'élaboration de meilleures orientations de l'OMI sur la prévention des passagers clandestins.	Afrique du Sud	42		Simplification des formalités	Oui
Cours de formation régional sur l'organisation et la gestion de la recherche et du sauvetage (Manuel IAMSAR, Vol. I)	Achevé	mai	En ligne	Activité mise en œuvre par l'IMRF en collaboration avec l'OMI. Les compétences et la confiance des stagiaires en matière de recherche et de sauvetage ont été renforcées.	Cabo Verde, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, République-Unie de Tanzanie	13		Sécurité maritime	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
Cours pour les coordonnateurs sur place (Manuel IAMSAR, Vol. III), y compris les bases de la recherche et du sauvetage	Achevé	juin	En ligne	Activité mise en œuvre par l'IMRF en collaboration avec l'OMI. La compétence et la confiance des stagiaires pour appliquer les "meilleures pratiques" lorsqu'ils sont chargés de responsabilités de coordonnateur sur place ont été renforcées.	Cabo Verde, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Sierra Leone, Somalie,	14			Sécurité maritime	Oui
Réunion régionale SAR pour les régions du Nord-Ouest et de l'Afrique de l'Ouest	Achevé	novembre	En ligne	Cette activité a été mise en œuvre par l'IMRF en collaboration avec l'OMI. Les participants ont partagé leur expérience, bénéficié d'une coopération renforcée et développé la communication.	Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Libéria, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone				Sécurité maritime	Oui
Réunion régionale SAR pour l'Afrique de l'Est	Achevé	décembre	En ligne	Cette activité a été mise en œuvre par l'IMRF en collaboration avec l'OMI. Les participants ont partagé leur expérience, bénéficié d'une coopération renforcée et développé la communication.	Kenya, Ouganda, Seychelles, Somalie, République-Unie de Tanzanie				Sécurité maritime	Oui
Cours national sur la formation des formateurs, y compris l'évaluation et l'examen des gens de mer dans le cadre de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	Achevé	septembre	Victoria, Seychelles	Ce cours de formation national interactif a permis d'améliorer les connaissances et les compétences des évaluateurs des compétences des gens de mer dans les établissements d'enseignement et de formation maritimes et dans l'Administration maritime des Seychelles en utilisant le cours type 3.12 de l'OMI sur l'évaluation, l'examen et la certification des gens de mer, en vue d'améliorer le régime national d'évaluation et de certification des gens de mer pour garantir la conformité avec les dispositions de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée, et leur mise en œuvre effective.	Seychelles	21			Sécurité maritime	Oui
Évaluation des besoins au Malawi	Achevé	juillet	Lilongwe, Malawi	Le Malawi a mieux compris les travaux de l'OMI et sera désormais en mesure de tirer parti du PICT pour renforcer son potentiel et son développement maritimes.	Malawi				Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Atelier régional de sensibilisation à la vérification obligatoire du poids des conteneurs par l'OMI	Achevé	septembre	Accra, Ghana	Les participants ont acquis une meilleure connaissance de la sécurité des porte-conteneurs, y compris la stabilité des navires et la prévention de l'effondrement des piles de conteneurs dans le port ou pendant le voyage.	Cabo Verde, Gambie, Ghana, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Libéria, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone	35			Sécurité maritime	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
<b>Programme d'appui au développement maritime, Afrique (suite)</b>										
Atelier sous-régional sur les principes généraux à respecter pour rédiger la législation nationale visant à mettre en œuvre les conventions de l'OMI	Achevé	novembre	Accra, Ghana	Compréhension renforcée des conventions de l'OMI et de la manière dont elles doivent être mises en œuvre et appliquées dans la législation nationale.	Cabo Verde, Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe	6			Législation maritime	Oui
Soutien à l'Angola pour la mise en œuvre du projet SWiFT - Engagement d'un consultant	Travail continu		Luanda, Angola		Angola				N/A	Oui
Cours de formation national relatif aux enquêtes sur les accidents et incidents de mer	Travaux reportés		Accra, Ghana		Ghana				N/A	
Assistance technique au Malawi pour la fourniture et l'installation d'ordinateurs de bureau dans la bibliothèque du collège (Monkey Bay)	Achevé	novembre	Monkey Bay, Malawi	Fourniture de quelques ordinateurs de bureau dans la bibliothèque du collège de Monkey Bay.	Malawi				Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Cinquième Conférence de l'Association des Administrations maritimes africaines (AAMA)	Achevé	octobre	Durban, Afrique du Sud	Renforcement de la capacité des Administrations maritimes à s'acquitter de leurs devoirs et responsabilités et respect effectif des instruments de l'OMI.	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mayotte, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Réunion, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe				Secteur maritime dans son ensemble	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie			Fonds TC	
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine		
<b>Programme d'appui au développement maritime, Afrique (suite)</b>										
Atelier national sur l'élaboration d'une législation visant à mettre en œuvre les instruments de l'OMI	Travaux reportés		Mogadiscio, Somalie		Somalie				N/A	
Séminaire national sur la facilitation du trafic maritime international	Achevé	juillet	Le Cap, Afrique du Sud	Les participants ont acquis une meilleure compréhension de l'importance de la facilitation du trafic maritime international.	Afrique du Sud	35	0	0	Simplification des formalités	Oui
Appui apporté au Kenya en ce qui concerne la ratification et le respect des Annexes I à V de MARPOL	Achevé	décembre	En ligne	Renforcement des connaissances concernant le processus de ratification, de mise en œuvre et de respect des Annexes I à V de MARPOL. Élaboration de la législation nationale visant à faire respecter efficacement les Annexes I à V de MARPOL.	Kenya				Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la planification d'urgence aux fins de la préparation aux déversements d'hydrocarbures et de l'intervention en cas de déversement	Achevé	avril	Sao Tomé (Sao Tomé-et-Principe)	Élaboration d'un plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures pour Sao Tomé, y compris une stratégie d'intervention sur le littoral.	Sao Tomé-et-Principe	37			Protection du milieu marin	Oui
Soutien au développement d'un système communautaire portuaire (PCS) pour l'Autorité portuaire nigériane - phase 2 - Mission d'évaluation des besoins dans les deux ports situés à Lagos	Achevé	juin	Lagos, Nigéria	Les besoins spécifiques liés au développement du PCS pour les ports nigériens ont été identifiés dans le cadre de la mission d'évaluation des besoins. En outre, des recommandations visant à combler les lacunes en matière d'organisation, de législation et de sûreté, ainsi que celles qui portaient sur les aspects techniques et opérationnels, aux fins de l'élaboration et de la mise en place d'un système communautaire portuaire au Nigéria, ont été formulées.	Nigéria				Simplification des formalités	Oui
Cours national de formation sur le transport et la manutention des marchandises dangereuses (Codes IMDG et IMSBC)	Achevé	juin	Anjouan, Comores	Les participants ont acquis un bon niveau de connaissance et de compréhension des différents concepts et questions liés aux codes IMDG et IMSBC, tels que la conformité, la mise en œuvre et l'application, en vue d'approuver la sécurité du transport maritime des marchandises dangereuses et des cargaisons solides en vrac, ainsi que les opérations associées dans les zones portuaires.	Comores	25			Sécurité maritime	Non



Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
<b>Programme d'appui au développement maritime, Afrique (suite)</b>										
Appui de l'OMI à la Conférence régionale GI WACAF sur la préparation aux déversements d'hydrocarbures et la lutte contre ces déversements	Achevé	novembre	Accra, Ghana	Cette activité a permis de renforcer considérablement les capacités des 22 pays participant au projet GI WACAF à intervenir en cas de déversement d'hydrocarbures en mer. Elle visait notamment à mettre en commun les meilleures pratiques et à faciliter la mise en place d'une démarche basée sur la coopération sous-régionale aux fins de l'élaboration de systèmes de lutte contre les déversements d'hydrocarbures en mer.	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mauritanie, Namibie, Nigéria, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo			43	Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional sur la mise en œuvre uniforme de la Convention sur la gestion des eaux de ballast	Achevé	octobre	Abidjan, Côte d'Ivoire	Renforcement de la sensibilisation des participants aux aspects pertinents de la Convention BWM et de leurs connaissances et compétences en la matière, en vue d'accroître la ratification, l'application efficace et le contrôle du respect de la Convention BWM, ainsi que la mise en œuvre des Directives connexes. Élargissement du réseau de spécialistes formés à la gestion et au contrôle des eaux de ballast	Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mauritanie, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo	29			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la mise en œuvre et le contrôle du respect de l'Annexe V de MARPOL et sur les installations de réception portuaires	Achevé	novembre	Toamasina (Madagascar)	Renforcement des capacités nationales en vue d'améliorer la mise en œuvre et le contrôle du respect efficaces de l'Annexe V de MARPOL et la mise en place d'installations de réception portuaires.	Madagascar	38			Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional sur la ratification et l'application efficace de l'Annexe VI de MARPOL et le système de l'OMI de collecte de données sur la consommation de fuel-oil des navires	Achevé	octobre	Abidjan, Côte d'Ivoire	Renforcement des connaissances et compétence des participants concernant les aspects pertinents de l'Annexe VI de MARPOL, y compris le système de collecte de données sur la consommation de fuel-oil des navires. L'atelier a été l'occasion de lancer la procédure à suivre par les pays pour ratifier, appliquer et/ou faire respecter l'Annexe VI de MARPOL.	Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mauritanie, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo	29			Protection du milieu marin	Oui
Fourniture de publications de l'OMI à certains instituts de formation maritime	Achevé	décembre	Londres (Royaume-Uni)	Les publications de l'OMI ont été fournies à plusieurs instituts de formation maritime de la région.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
<b>Programme d'appui au développement maritime, Afrique (suite)</b>										
Cours de formation régional sur l'organisation et la gestion de la recherche et du sauvetage (IAMSAR Vol. I)	Achevé	juillet	En ligne	La compétence et la confiance des stagiaires dans l'application des meilleures orientations sur l'établissement ou le développement de systèmes SAR de manière méthodique et bien planifiée ont été renforcées et les étapes essentielles ont été améliorées. Cette formation a permis la mise en œuvre de processus de gouvernance et de gestion améliorés à tous les niveaux du système d'intervention en cas d'urgence maritime. Le respect des dispositions des conventions pertinentes de l'OMI a été amélioré. La sensibilisation de la direction aux meilleures pratiques en matière de bonne gouvernance et de gestion s'est accrue.	Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Togo	12			Sécurité maritime	Oui
Cours pour les coordonnateurs sur place (IAMSAR Vol. III), y compris les bases de la recherche et du sauvetage	Achevé	octobre	En ligne	Cette formation a permis aux stagiaires d'accroître leurs compétences et leur confiance pour appliquer les "meilleures pratiques" lorsqu'ils sont chargés d'assumer des responsabilités de coordonnateur sur place. Elle a également mis en lumière les difficultés rencontrées non seulement par le MRCC, mais aussi par les structures de coopération entre les différentes autorités, et a contribué à l'acquisition des connaissances nécessaires pour réduire les retards au cours des opérations SAR en renforçant la nécessité de conclure des contrats et des accords avec les organisations et les unités d'assistance. Ce cours a également permis d'approfondir la compréhension des mesures attendues dans les cas SAR, ainsi que d'analyser le "fossé" entre le plan et l'exécution et de recenser des domaines d'amélioration à cibler.	Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Togo	14			Sécurité maritime	Oui
Formation nationale à la recherche et au sauvetage	Achevé	juin	En ligne	La formation a permis aux participants de comprendre le système SAR, les tâches SAR et d'acquérir des connaissances de base en matière de SAR. La coopération nationale a été encouragée et les rôles de chaque acteur ont été clarifiés.	Cameroun	12			Sécurité maritime	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
Formation nationale à l'intention du comité de recherche et de sauvetage	Achevé	octobre	En ligne	Cette activité a permis de promouvoir et d'améliorer la mise en œuvre effective du Code pour les enquêtes sur les accidents par la conduite d'enquêtes sur les accidents et incidents de mer.	Gabon	15		Sécurité maritime	Oui	
Formation nationale sur le Code pour les enquêtes sur les accidents	Achevé	octobre	Conakry, Guinée	L'activité a permis de promouvoir et d'améliorer la mise en œuvre effective par le développement des capacités institutionnelles et des ressources humaines dans le domaine des enquêtes sur les accidents.	Guinée	24		Sécurité maritime	Non	
Séminaire national sur la facilitation du trafic maritime international	Achevé	octobre	Kinshasa, République démocratique du Congo	L'atelier a permis d'améliorer la connaissance et la compréhension de l'importance de la facilitation du trafic maritime international et a encouragé la ratification de la Convention FAL.	République démocratique du Congo	56		Simplification des formalités	Non	
Formation régionale sur la gestion et l'organisation de la recherche et du sauvetage	Achevé	décembre	Casablanca, Maroc	La compétence et la confiance des stagiaires pour appliquer les meilleures orientations sur l'établissement ou le développement de systèmes SAR d'une manière méthodique et bien planifiée ont été renforcées et les étapes essentielles ont été améliorées, ainsi que la conformité avec les dispositions des conventions de l'OMI pertinentes. Cette formation a permis la mise en œuvre de processus de gouvernance et de gestion améliorés à tous les niveaux du système d'intervention en cas d'urgence maritime.	Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone, Togo	15		Sécurité maritime	Oui	
<b>Programme d'appui au développement maritime, États arabes et Méditerranée</b>										
Cours régional de formation des instructeurs sur simulateur (cours type 6.10 de l'OMI)	Annulé		Aqaba, Jordanie		Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Chypre, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie, Türkiye, Yémen			N/A		
Missions consultatives et séminaire national sur la ratification et la mise en œuvre efficace de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	Annulé		Port Soudan, Soudan		Soudan			N/A		

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
Atelier régional de formation des formateurs consacré aux enquêtes sur les accidents de mer	Annulé		Djedda, Arabie saoudite		Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Chypre, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie, Türkiye, Yémen				N/A	
Cours national de formation sur les enquêtes et les rapports sur les accidents de mer	Annulé		Port Soudan, Soudan		Soudan				N/A	
Cours régional de sensibilisation au transport et à la sécurité de la manutention des marchandises dangereuses (Codes IMDG et IMSBC)	Annulé		Aqaba, Jordanie		Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Chypre, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie, Türkiye, Yémen				N/A	
Activités nationales sur la manière de rédiger une législation de mise en œuvre des conventions de l'OMI, en fonction d'une liste prioritaire dressée en consultation avec les pays au préalable	Annulé		Djibouti		Djibouti				N/A	
Appui à l'harmonisation des procédures dans la région méditerranéenne, en application de la Convention sur la gestion des eaux de ballast	Achevé	décembre	À domicile (Malte)	Élaboration de procédures et recommandations harmonisées pour la région méditerranéenne en ce qui concerne les exemptions octroyées en vertu de la règle A-4 de la Convention BWM, y compris des protocoles régionaux applicables aux inspections portuaires et aux évaluations des risques.	Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Liban, Libye, Malte, Maroc, Monaco, Monténégro, République arabe syrienne, Slovaquie, Tunisie, Türkiye			Protection du milieu marin	Oui	

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie		
								Domaine	Fonds TC	
Atelier sur le programme d'amélioration et le plan de mise en œuvre du système national de préparation, de lutte et de coopération en matière de pollution par les hydrocarbures	Achevé	novembre	Le Caire (Égypte)	Formation du personnel à la lutte contre la pollution. L'utilisation de l'outil RETOS d'ARPEL a permis d'effectuer une analyse des lacunes afin d'évaluer le niveau de préparation de l'Égypte et sa capacité d'intervention.	Égypte	25			Protection du milieu marin	Oui
Atelier sur le programme d'amélioration et le plan de mise en œuvre du système national de préparation, de lutte et de coopération en matière de pollution par les hydrocarbures	Annulé		Beyrouth (Liban)		Liban				N/A	
Atelier sur le programme d'amélioration et le plan de mise en œuvre du système national de préparation, de lutte et de coopération en matière de pollution par les hydrocarbures	Achevé	octobre	Tekirdağ (Türkiye)	Formation du personnel à la lutte contre la pollution. L'utilisation de l'outil RETOS d'ARPEL a permis d'effectuer une analyse des lacunes afin d'évaluer le niveau de préparation de la Türkiye et sa capacité d'intervention.	Türkiye	20			Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional sur l'Annexe VI de MARPOL	Annulé		Hurghada, Égypte		Arabie saoudite, Djibouti, Égypte, Jordanie, Somalie, Soudan, Yémen				N/A	
Développement d'une stratégie maritime nationale globale pour la Tunisie	Achevé	juin	Tunis (Tunisie)	Une stratégie maritime nationale globale pour la Tunisie a été élaborée conformément à toutes les dispositions pertinentes des instruments applicables de l'OMI et du Code III. La stratégie comportait une méthode permettant de vérifier et déterminer si cette stratégie garantit l'application et l'exécution efficaces des instruments internationaux obligatoires pertinents. En outre, un système a été conçu pour passer en revue cette stratégie en permanence pour atteindre, maintenir et améliorer la performance et la capacité organisationnelles générales en tant qu'État du pavillon, État du port et État côtier.	Tunisie				Secteur maritime dans son ensemble	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
Appui de l'OMI au FSO SAFER - opération d'assistance	Achevé	novembre	À domicile (Royaume-Uni)	Élaboration de recommandations à l'intention des personnes possédant et exploitant un superpétrolier (VLCC) en tant qu'unité flottante de stockage et de déchargement, y compris une synthèse des risques juridiques et des responsabilités potentielles.	Yémen			Protection du milieu marin	Oui	
Atelier régional sur la sensibilisation et l'importance de l'évaluation indépendante dans le cadre de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	Achevé	décembre	Djedda, Arabie saoudite	Les participants ont acquis une meilleure connaissance de l'importance du rapport d'évaluation indépendant et de la manière de se conformer aux critères requis pour soumettre leurs rapports d'évaluation indépendants conformément à la Convention STCW, telle que modifiée.	Arabie saoudite, Égypte, Jordanie, Maroc, Oman, Qatar, Tunisie, Yémen	23		Sécurité maritime	Oui	
Développement d'une stratégie maritime nationale globale pour le Soudan	Travaux reportés		Khartoum, Port Soudan, Soudan		Soudan			N/A		
Développement d'une stratégie maritime nationale globale pour l'Iraq	Travaux reportés		Bagdad et Bassorah, Iraq		Iraq			N/A		
Atelier sous-régional sur l'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures	Achevé	octobre	Tunis (Tunisie)	Les participants ont reçu une formation relative à la responsabilité et à l'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures dans le contexte de l'établissement de systèmes nationaux d'intervention en cas d'événements de pollution des mers par des hydrocarbures et/ou des substances nocives et potentiellement dangereuses.	Algérie, Maroc, Tunisie	35		Protection du milieu marin	Oui	
Réunion régionale sur la gestion de l'encrassement biologique et les espèces aquatiques envahissantes	Achevé	mars	Hurghada, Égypte	Une équipe régionale d'intervention a été constituée, un président (la Jordanie, pays partenaire principal dans la région) a été élu et un projet de stratégie régionale a été examiné et est actuellement en cours d'élaboration.	Arabie saoudite, Djibouti, Égypte, Jordanie, Soudan, Yémen	14		Protection du milieu marin	Oui	
Appui sur le plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures spécifique à l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER	Achevé	mars	Aden et Sanaa (multiples), Yémen	Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures spécifique à l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER pour renforcer le niveau de préparation et améliorer la capacité du Yémen à intervenir efficacement en cas de déversement d'hydrocarbures provenant de l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER.	Yémen			Protection du milieu marin	Oui	

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie			
								Domaine	Fonds TC		
<b>Programme d'appui au développement maritime, Asie</b>											
Atelier sur l'examen et le renforcement du système de normes de qualité STCW aux Philippines	Annulé		En ligne		Philippines					N/A	
Atelier sur les prescriptions en matière de suivi, d'évaluation et de contrôle de la Convention STCW aux Philippines	Annulé		En ligne		Philippines					N/A	
Atelier national sur la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC)	Annulé		En ligne		République populaire démocratique de Corée					N/A	
Atelier sur la convention OPRC (GI-SEA)	Achevé	mai	En ligne	Compréhension renforcée des avantages liés à la mise en œuvre efficace de la Convention OPRC entre les parties prenantes ayant des responsabilités en matière de préparation aux déversements et d'intervention en cas de déversement. Renforcement des connaissances relatives aux procédures et techniques de préparation aux déversements et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures.	Timor-Leste	28				Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur le Protocole de Londres	Annulé		Inde		Inde					N/A	
Séminaire national sur la ratification et la mise en œuvre de la Convention de Hong Kong	Annulé		Pakistan		Pakistan					N/A	
Atelier national sur les zones maritimes particulièrement vulnérables (PSSA)	Annulé		Sri Lanka		Sri Lanka					N/A	
Atelier national sur la ratification et la mise en œuvre effective de l'Annexe VI de MARPOL	Annulé		Maldives		Maldives					N/A	

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie			
								Domaine	Fonds TC		
<b>Programme d'appui au développement maritime, Asie (suite)</b>											
Conférence nationale sur la transition énergétique dans le secteur des transports maritimes	Achevé	octobre	Bali (Indonésie)	Sensibilisation à la nécessité de décarboner le secteur des transports maritimes et aux combustibles et à la technologie qui peuvent être déployés.	Indonésie					Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la planification d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures	Annulé		Colombo, Sri Lanka		Sri Lanka					N/A	
Participation de l'OMI aux quarante-deuxième et quarante-troisième sessions du Groupe de travail sur le transport maritime de l'ANASE	Achevé	septembre	Hybride, Viet Nam	Participation de l'OMI aux quarante-deuxième et quarante-troisième sessions du MTWG de l'ANASE, au cours desquelles des questions liées au cadre de coopération technique de l'OMI dans la région de l'ANASE ont été examinées, entre autres.						Secteur maritime dans son ensemble	
Réunion régionale pour l'établissement d'une stratégie régionale sur la gestion de l'encrassement biologique et les espèces aquatiques envahissantes	Achevé	septembre	Malé, Maldives	Les parties prenantes ont discuté du projet de stratégie régionale sur la gestion de l'encrassement biologique et les espèces aquatiques envahissantes, qui sera rediscuté par tous les États membres du SACEP lors de la prochaine réunion du Conseil du SACEP.	Bangladesh, Maldives, Sri Lanka			9		Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur le Protocole de Londres	Achevé	février	En ligne	Sensibilisation des participants aux mesures que devrait prendre la Thaïlande au niveau national pour mettre en œuvre pleinement le Protocole de Londres.	Thaïlande	59				Protection du milieu marin	N/A
Atelier sur l'étude de la sécurité et du rendement énergétique des navires à passagers nationaux aux Philippines (volet sécurité)	Achevé	mai	En ligne	Les données recueillies au cours de la phase 1 de la composante FSA-P pour chaque catégorie de navires identifiées dans l'étude ont été présentées aux parties prenantes.	Philippines	89				Sécurité maritime	N/A
Atelier sur l'étude de la sécurité et du rendement énergétique des navires à passagers nationaux aux Philippines (volet rendement énergétique)	Achevé	mai	En ligne	Les données recueillies au cours de la phase 1 de la composante ENV-P pour chaque catégorie de navires identifiées dans l'étude ont été présentées aux parties prenantes.	Philippines	73				Protection du milieu marin	N/A



Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie		Domaine	Fonds TC	
						Bénéficiaires	Boursiers			
<b>Programme d'appui au développement maritime, Asie (suite)</b>										
Réunion régionale sur la gestion de l'encrassement biologique et les espèces aquatiques envahissantes	Achevé	novembre	Hybride, Philippines	Les parties prenantes ont examiné le projet de stratégie régionale sur la gestion de l'encrassement biologique et les espèces aquatiques envahissantes; le PEMSEA présentera la stratégie régionale lors du quinzième Conseil de partenariat de l'EAS en juillet 2023 et intégrera les activités relatives à l'encrassement biologique dans le plan de mise en œuvre de la SDS-SEA 2023-2027; et l'OMI présentera la stratégie régionale au MTWG de l'ANASE lors de la réunion de la session ouverte (mars 2024, à confirmer).	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam			49	Protection du milieu marin	Oui
Fourniture de publications	Achevé	décembre	Londres (Royaume-Uni)	Renforcement des capacités des administrations maritimes du Timor-Leste par la fourniture de publications de l'OMI.	-				Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Participation de l'OMI au séminaire sur l'amélioration des performances des États du pavillon organisé par le Memorandum d'entente de Tokyo	Achevé	décembre	Da Nang, Viet Nam	Participation de l'OMI à la présentation des travaux de l'OMI sur les activités de coopération technique en Asie et dans le Pacifique.					Sécurité maritime	Oui
Participation de l'OMI au quatrième atelier de l'ARF sur la sécurité des transbordeurs	Achevé	juillet	En ligne	Participation de l'OMI à l'atelier par le biais d'une présentation de la coopération technique sur la sécurité des transbordeurs nationaux dans une perspective régionale et mondiale.					Sécurité maritime	N/A
Renforcement de la prévention et de la répression de la contrebande d'espèces sauvages par voie maritime	Achevé	septembre	À domicile (Chine)	"Directives pour la prévention et l'élimination de l'introduction clandestine d'espèces sauvages à bord des navires effectuant des voyages internationaux" (FAL.5/Circ.50) traduites en chinois.					Simplification des formalités	Oui
Atelier sur le renforcement de la sécurité de la navigation par des moyens numériques	Achevé	novembre	En ligne	Les parties prenantes ont fait part d'initiatives prometteuses en matière d'e-navigation et de passage au numérique qui sont menées en Asie et qui présentent un intérêt à l'échelle mondiale.	Bangladesh, Brunei Darussalam, Cambodge, Chine, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Timor-Leste	14			Sécurité maritime	N/A
Atelier régional sur la lutte contre les déversements d'hydrocarbures et le recouvrement des coûts	Achevé	novembre	Singapour, Singapour	Élaboration d'un rapport énonçant les prochaines étapes pour chacun des pays participants de la ratification des conventions de l'OMI relatives aux déversements d'hydrocarbures (Convention OPRC, Convention CLC, conventions	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour,	18			Protection du milieu marin	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
				portant création des Fonds, Convention portant création du Fonds complémentaire, Convention sur les hydrocarbures de soute. Convention de Nairobi sur l'enlèvement des épaves).	Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam					
Séminaire national sur la mise en œuvre du commerce illicite d'espèces sauvages (IWT) dans le trafic maritime international	Achevé	décembre	Bangkok, Thaïlande	Sensibilisation au commerce d'espèces sauvages à bord de navires effectuant des voyages internationaux.	Thaïlande	49			Simplification des formalités	Oui
Cours de base sur les enquêtes sur les accidents de mer pour les États Membres de l'OMI (programme abrégé basé sur le cours type 3.11 de l'OMI)	Reporté		Bangkok, Thaïlande		Thaïlande				N/A	
Élaboration de propositions de projets sur la base des résultats des travaux en cours dans le cadre du programme régional pour l'Asie	Reporté		À domicile (Royaume-Uni)						N/A	
Étude de la sécurité et du rendement énergétique des navires à passagers nationaux aux Philippines	En cours		Hybride, Philippines		Philippines				N/A	Oui
Première réunion du groupe de travail régional sur la gestion de l'encrassement biologique dans la région des mers d'Asie de l'Est	Achevé	avril	En ligne	Les parties prenantes ont discuté d'un document standard pour une stratégie régionale sur la gestion de l'encrassement biologique et les espèces envahissantes, ainsi que du mandat du Groupe de travail régional sur la gestion de l'encrassement biologique. Le groupe de travail a été constitué et un président a été élu.	Cambodge, Chine, Hong Kong (Chine), Indonésie, Japon, Philippines, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam	48			Protection du milieu marin	Oui
Assistance juridique à distance relative à la mise en œuvre efficace des conventions de l'OMI en matière de pollution par les hydrocarbures, de responsabilité et d'indemnisation	Achevé	mars	En ligne	Analyse des lacunes de la législation existante en matière de transposition dans le droit national des conventions de l'OMI relatives à la préparation, la lutte et la coopération en matière de déversement d'hydrocarbures et à la responsabilité et à l'indemnisation	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Philippines, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Viet Nam				Protection du milieu marin	Non

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie		Fonds TC
								Domaine		
<b>Programme d'appui au développement maritime, Asie (suite)</b>										
Mise au point d'une évaluation nationale et d'une feuille de route concernant l'adhésion au Protocole de Londres	Achevé	décembre	À domicile (Sri Lanka)	Mise au point d'une évaluation nationale et d'une feuille de route concernant l'adhésion au Protocole de Londres	Sri Lanka				Protection du milieu marin	Oui
Programme de renforcement des capacités en matière de sécurité maritime basé sur la réalité virtuelle	Achevé	décembre	République de Corée	La technologie de la réalité virtuelle a été introduite dans les travaux de l'OMI pour aider les États Membres à améliorer la sécurité des transbordeurs nationaux.	Cambodge, Indonésie, Philippines, Viêt Nam	14			Sécurité maritime	N/A
Atelier national sur la gestion des déversements d'hydrocarbures	Achevé	mars	En ligne	Renforcement et amélioration des connaissances des participants en ce qui concerne les principes de la planification et de l'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures, laquelle entraînerait la mobilisation d'une équipe spéciale nationale.	Philippines	37			Protection du milieu marin	Oui
Atelier sur les principes de conception et d'élaboration de programmes d'études pour la mise en œuvre de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	Achevé	janvier	En ligne	Amélioration et renforcement du régime national pour l'élaboration de programmes d'études appropriés en vue de l'éducation et de la formation des gens de mer aux Philippines, fondées sur les résultats.	Philippines			21	Sécurité maritime	Oui
<b>Programme d'appui au développement maritime, Pacifique</b>										
9 <sup>e</sup> atelier régional de recherche et de sauvetage dans le Pacifique	Reporté		Cairns, Australie		Australie, États-Unis, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu				N/A	
Atelier national sur le Protocole de Londres	Annulé		Palaos		Palaos				N/A	
Atelier régional sur la mise en œuvre de la Convention sur la gestion des eaux de ballast	Reporté		Apia, Samoa		Samoa				N/A	
Fourniture de publications	Achevé	décembre	Londres (Royaume-Uni)	Renforcement des capacités des administrations maritimes du Samoa par la fourniture de publications de l'OMI.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie		Fonds TC	
								Domaine			
<b>Programme d'appui au développement maritime, Pacifique (suite)</b>											
Participation de l'OMI à la réunion des responsables des transports du Pacifique	Achevé	novembre	En ligne	Participation de l'OMI à des présentations sur les activités de renforcement des capacités de l'OMI dans la région des îles du Pacifique.						Secteur maritime dans son ensemble	N/A
Soutien spécialisé à l'évaluation indépendante dans le cadre de la Convention STCW	Reporté		Suva, Fidji		Fidji					N/A	
Formation à l'évaluation des examinateurs et à la certification des gens de mer (cours type 6.09 de l'OMI)	Reporté		Suva, Fidji		Fidji, Tuvalu					N/A	
Mise en œuvre d'un projet pilote de guichet unique maritime (MSW) dans un petit État insulaire en développement (PEID) de la région du Pacifique	Reporté		Suva, Fidji		Fidji					N/A	
Élaboration de propositions de projets sur la base des résultats des travaux en cours dans le cadre du programme régional pour l'Asie	Reporté		À domicile (Royaume-Uni)							N/A	
Mise à disposition d'équipements de formation virtuelle	Achevé	décembre	Kiribati, Îles Salomon	Des équipements de formation virtuelle ont été fournis à Kiribati et aux Îles Salomon.						Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Atelier régional sur la ratification et la mise en œuvre efficace des conventions relatives à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, à la responsabilité et à l'indemnisation (phase 2)	Achevé	février	En ligne	Promouvoir la ratification et la mise en œuvre des conventions et protocoles de l'OMI relatifs à la préparation, à l'intervention, à la responsabilité et à l'indemnisation en cas de déversements d'hydrocarbures et d'événements de pollution par la mise en œuvre de plans d'action nationaux et du plan d'action régional prévus dans le PACPLAN.	Australie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	60				Protection du milieu marin	Oui
Services consultatifs techniques en matière de rédaction juridique	Achevé	avril	En ligne	Un examen complet de la législation maritime et de l'Administration maritime du Samoa a été réalisé dans le but d'aider le Gouvernement samoan à renforcer son Administration maritime pour que le	Samoa					Législation maritime	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie		
								Domaine	Fonds TC	
				pays puisse remplir son rôle d'État du pavillon, d'État du port et d'État côtier et de veiller à ce que le pays s'acquitte correctement de toutes les obligations qui lui incombent en sa qualité d'État Partie aux conventions pertinentes de l'OMI.						
Renforcement des capacités et formation à l'intention des fonctionnaires s'occupant des aides à la navigation	Achevé	décembre	En ligne	Renforcer les capacités de l'Administration maritime par la formation des gestionnaires et des techniciens des aides à la navigation.	Îles Salomon	2			Sécurité maritime	Oui
Développement d'un cadre de reconnaissance régional pour la vision portuaire du Pacifique 2030-2050	Achevé	mai	À domicile (Australie)	Un cadre de reconnaissance régional pour la vision portuaire du Pacifique 2030-2050 a été élaboré.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
<b>Renforcement des capacités de l'administration de la sécurité maritime des Îles Salomon (SIMSA)</b>										
Soutien à la mise en valeur des ressources humaines de la SIMSA	Annulé		Honiara, Îles Salomon		Îles Salomon				N/A	
Cours de formation à l'intention des auditeurs de la SIMSA	Achevé	décembre	Honiara, Îles Salomon	Renforcement des capacités des fonctionnaires de la SIMSA par la participation à des cours d'apprentissage à distance.	Îles Salomon	8			Secteur maritime dans son ensemble	Non
Formation aux TIC pour les fonctionnaires de la SIMSA	Achevé	décembre	Honiara, Îles Salomon	Renforcement des capacités des fonctionnaires de la SIMSA par la participation à des cours d'apprentissage à distance.	Îles Salomon	6			Secteur maritime dans son ensemble	Non
Sensibilisation à la sécurité maritime aux frontières et dans d'autres zones de tension	Achevé	mai	Plusieurs lieux, Îles Salomon	Sensibilisation de la communauté aux risques encourus par les personnes voyageant en mer.	Îles Salomon				Sécurité maritime	Non
Soutien à la mise en valeur des ressources humaines de la SIMSA	Achevé	avril	Honiara, Îles Salomon	Renforcement des capacités du personnel de la SIMA par la création d'un poste de responsable des ressources humaines chargé de la formation.	Îles Salomon				Secteur maritime dans son ensemble	Non
<b>Programme de soutien à la mise en place du nouveau bureau de présence régionale de l'OMI dans les îles du Pacifique</b>										
Soutenir la transition et la mise en place du bureau de présence régionale de l'OMI dans les îles du Pacifique	En cours		À domicile, plusieurs lieux		Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu				N/A	Non
<b>Programme d'appui au développement maritime, Asie occidentale et Europe orientale</b>										

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
Cours de formation nationaux sur les niveaux 2 et 3 de l'OPRC	Annulé		Moscou, Fédération de Russie		Fédération de Russie				N/A	
Atelier national sur la Convention AFS	Achévé	septembre	Durrës (Albanie)	Progrès réalisés en ce qui concerne la ratification par l'Albanie puis la mise en œuvre effective et le contrôle du respect de la Convention AFS au niveau mondial.	Albanie	32			Protection du milieu marin	Oui
Atelier sur le programme d'amélioration et le plan de mise en œuvre du système national de préparation, de lutte et de coopération en matière de pollution par les hydrocarbures	Achévé	octobre	Durrës (Albanie)	Formation du personnel à la lutte contre la pollution. L'utilisation de l'outil RETOS d'ARPEL a permis d'effectuer une analyse des lacunes afin d'évaluer le niveau de préparation de l'Albanie et sa capacité d'intervention.	Albanie	11			Protection du milieu marin	Oui
Atelier sur le programme d'amélioration et le plan de mise en œuvre du système national de préparation, de lutte et de coopération en matière de pollution par les hydrocarbures	Reporté		Sarajevo, Bosnie-Herzégovine		Bosnie-Herzégovine				N/A	
Atelier sur le programme d'amélioration et le plan de mise en œuvre du système national de préparation, de lutte et de coopération en matière de pollution par les hydrocarbures	Achévé	octobre	Bar (Monténégro)	Formation du personnel à la lutte contre la pollution. L'utilisation de l'outil RETOS d'ARPEL a permis d'effectuer une analyse des lacunes afin d'évaluer le niveau de préparation du Monténégro et sa capacité d'intervention.	Monténégro	11			Protection du milieu marin	Oui
Mission de suivi de l'évaluation des besoins et de la mission consultative organisée en 2015	Annulé		Kiev, Ukraine		Ukraine				N/A	
Réunion régionale des responsables des administrations maritimes	Annulé		Tirana (Albanie)		Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Monténégro, Pologne, République de Moldova, République tchèque,				N/A	

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
					Roumanie, Serbie, Slovaquie, Turkménistan et Ukraine.					
Réunion régionale sur la sécurité de la navigation et l'impact de l'élément humain	Annulé		Bakou (Azerbaïdjan)		Azerbaïdjan, Fédération de Russie, République islamique d'Iran, Kazakhstan, Turkménistan.			N/A		
<b>Programme d'appui au développement maritime, Amérique latine</b>										
Atelier régional à l'intention des hauts fonctionnaires maritimes ROGRAM-CA	Achévé	mai	Saint-Domingue, République dominicaine	Meilleure compréhension des tout derniers faits nouveaux relatifs à l'efficacité de l'application des nouvelles normes internationales adoptées par l'OMI	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela			21	Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Cours sous-régional de formation sur les enquêtes et les rapports sur les accidents	Achévé	novembre	En ligne	Cette activité a facilité le développement des capacités institutionnelles et des ressources humaines et a mis à jour les capacités techniques des enquêteurs, du personnel et des fonctionnaires d'administration impliqués dans l'élaboration de la politique maritime dans la sous-région de l'Amérique latine en ce qui concerne les questions liées aux accidents.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	30		Sécurité maritime	Oui	
Évaluation des besoins et atelier pour aider le Honduras à lutter contre les déchets plastiques rejetés dans le milieu marin par les navires	Annulé		Tegucigalpa, Honduras		Honduras				N/A	
Évaluation des besoins (phase 1), mise en œuvre de mesures visant à faciliter le trafic maritime international dans les pays d'Amérique centrale et de leur disposition à adopter l'échange de données informatisé	Achévé	octobre	À domicile (Chili)	Évaluation du niveau de mise en œuvre des mesures visant à faciliter le transport maritime international et, en particulier, des solutions numériques applicables à l'interface navire/port qui permettent de faciliter les procédures d'accomplissement des formalités et les escales au port dans la région de l'Amérique centrale.	Argentine, Bolivie, Cuba, Mexique, Pérou, Venezuela				Simplification des formalités	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
Évaluation des besoins (phase 2), mise en œuvre de mesures visant à faciliter le trafic maritime international dans les pays d'Amérique centrale et de leur disposition à adopter l'échange de données informatisé	Annulé		À domicile (Chili)		Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Uruguay			N/A		
Atelier régional sur le contrôle par l'État du port	Achévé	novembre	En ligne	Les fonctionnaires des autorités maritimes d'Amérique latine ont reçu une formation pratique et théorique sur l'inspection des navires afin de satisfaire aux exigences du contrôle par l'État du port, prescrites par les conventions internationales et conformément aux procédures pertinentes adoptées par l'OMI et l'Organisation internationale du Travail (OIT) en général, et par l'Accord de Viña del Mar en particulier.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	30		Sécurité maritime	Oui	
Cours national de formation à l'intention des coordonnateurs SAR	Achévé	mai	Guatemala City, Guatemala	Les participants ont été formés aux plans nationaux de recherche et de sauvetage conformément à la réglementation en vigueur et aux plans mis à jour.	Guatemala	21		Sécurité maritime	Oui	
Cours national de formation à l'intention des coordonnateurs SAR	Achévé	mai	La Ceiba, Honduras	Les participants ont été formés aux plans nationaux de recherche et de sauvetage conformément à la réglementation en vigueur et aux plans mis à jour.	Honduras	18		Sécurité maritime	Oui	
Cours national de formation à l'intention des coordonnateurs SAR	Achévé	mai	San José, Costa Rica	Les participants ont été formés aux plans nationaux de recherche et de sauvetage conformément à la réglementation en vigueur et aux plans mis à jour.	Costa Rica	18		Sécurité maritime	Oui	
Activité nationale de suivi sur la Convention STCW	Annulé		San Salvador, El Salvador		El Salvador			N/A		
Activité nationale de suivi sur la Convention STCW	Annulé		Managua, Nicaragua		Nicaragua			N/A		
Cours de formation pour la mise en œuvre et le contrôle uniformes de la teneur de 0,50 % de soufre dans le cadre de l'Annexe VI de MARPOL	Achévé	janvier	En ligne	Amélioration des connaissances pour appliquer l'ensemble des dispositions relatives à la limitation de la teneur en soufre des combustibles des navires.	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Guinée équatoriale, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	23		Protection du milieu marin	N/A	



Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie		Fonds TC	
								Domaine			
<b>Programme d'appui au développement maritime, Amérique latine (suite)</b>											
Mission d'évaluation des besoins visant à appuyer l'application uniforme de l'Annexe VI de MARPOL aux fins de la réduction des émissions de GES provenant des transports maritimes internationaux	Achevé	novembre	À domicile (Panama)	Réalisation d'une évaluation et formulation de recommandations concernant les besoins réels de la région en vue d'appuyer l'application uniforme de l'Annexe VI de MARPOL aux fins de la réduction des émissions de GES provenant des transports maritimes internationaux et, en particulier, la Stratégie initiale de l'OMI concernant la réduction des GES provenant des navires et l'application uniforme de la teneur limite en soufre de 0,50 %.	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine					Protection du milieu marin	Oui
Production du cours d'apprentissage en ligne sur l'OPRC en espagnol	Achevé	octobre	À domicile (Suède)	Développement et lancement d'un cours d'apprentissage en ligne sur l'OPRC en espagnol.						Protection du milieu marin	Oui
Réunion régionale sur la gestion de l'encrassement biologique et les espèces aquatiques envahissantes	Achevé	septembre	Guayaquil, Équateur	Les parties prenantes ont discuté du projet de stratégie régionale sur la gestion de l'encrassement biologique et les espèces aquatiques envahissantes, qui sera rediscuté par tous les États Membres signataires de la Convention de Lima.	Argentine, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Panama, Pérou			21		Protection du milieu marin	Oui
Programme de formation à bord	Achevé	novembre	Busan, République de Corée	Les participants ont suivi des cours de renforcement des capacités axés sur la formation à bord, aidant ainsi les futurs officiers maritimes à satisfaire aux normes minimales d'expérience en mer conformément à la Convention STCW.	Argentine, Costa Rica, Guatemala, Panama	5				Formation maritime	Non
Cours national de formation à l'intention des coordonnateurs SAR	Achevé	octobre	Managua, Nicaragua	Les participants ont été formés aux plans nationaux de recherche et de sauvetage conformément à la réglementation en vigueur et aux plans mis à jour.	Nicaragua	19				Sécurité maritime	Oui
Cours national de formation à l'intention des coordonnateurs SAR	Achevé	octobre	Panama City, Panama	Les participants ont été formés aux plans nationaux de recherche et de sauvetage conformément à la réglementation en vigueur et aux plans mis à jour.	Panama	27				Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur la Convention FAL	Annulé		Saint-Domingue, République dominicaine		République dominicaine					N/A	

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
<b>Programme d'appui au développement maritime, Amérique latine (suite)</b>										
Atelier régional à l'intention des hauts fonctionnaires maritimes	Achevé	novembre	Guatemala City, Guatemala	Les hauts fonctionnaires maritimes ont fait le point sur les travaux des différents programmes thématiques pilotes triennaux lancés dans la région (à savoir la recherche et le sauvetage, la Convention STCW, le Code ISM et la Convention FAL). Le nouveau site Web de la COCATRAM a également été présenté.	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine			16	Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Soutien à la réunion du Groupe de travail régional pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, Partenariats GloLitter	Achevé	décembre	San José, Costa Rica	Les participants de la région ROCRAM-CA qui ne font pas partie du projet GloLitter (El Salvador, Guatemala, Honduras République dominicaine,) ont amélioré leurs connaissances pour lutter contre la pollution des mers par les plastiques. Cet atelier visait à renforcer la collaboration régionale dans le cadre de la composante de jumelage régional du projet GloLitter. Les pays participant à cet atelier étaient le Costa Rica, la Jamaïque, le Nicaragua et le Panama.	République dominicaine, El Salvador, Équateur, Guatemala	7			Protection du milieu marin	Oui
Élaboration d'études biologiques portuaires de base (PBBS) sur les espèces allogènes actuellement transférées par les navires	Achevé	novembre	Plusieurs lieux	Les participants ont été initiés à deux types d'analyse permettant d'identifier et de classer les espèces sur la base de leur taxonomie. Chaque pays va maintenant reproduire la même étude dans ses ports nationaux, en appliquant la méthodologie d'échantillonnage normalisée qui permettra d'établir une base de référence des espèces existantes et de contrôler l'efficacité future des politiques de gestion de l'encrassement biologique.	Chili, Colombie, Équateur, Panama, Pérou	18			Protection du milieu marin	Oui
Traduction du cours de formation et des guides globaux sur la gestion de l'encrassement biologique - espagnol et portugais	Achevé	novembre	Plusieurs lieux	Cours de formation et guides techniques traduits en espagnol et en portugais.					Protection du milieu marin	Oui
Soutien technique pour l'élaboration du cours de formation en ligne sur le Code ISM	Achevé	mars	À domicile (Chili)	Matériel de formation élaboré pour la production d'un cours d'apprentissage en ligne sur le Code ISM en espagnol.					Sécurité maritime	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie		Fonds TC
								Domaine		
<b>Programme d'appui au développement maritime, Amérique latine (suite)</b>										
Traduction de l'anglais vers l'espagnol du cours d'introduction en ligne sur l'OPRC	Achevé	mars	À domicile (Argentine)	Traduction de l'anglais vers l'espagnol du cours d'introduction en ligne sur l'OPRC.					Protection du milieu marin	Oui
Élaboration d'un cours de formation en ligne sur le Code ISM en espagnol	Achevé	décembre	À domicile (Suède)	Cours ISM en espagnol élaboré et téléchargé sur la plateforme d'apprentissage en ligne de l'OMI.					Sécurité maritime	Oui
<b>Programme d'appui au développement maritime, Caraïbes</b>										
Réunion régionale des directeurs/responsables des Administrations maritimes	Achevé	juillet	Paramaribo, Suriname	Les thèmes relatifs au secteur maritime ont été inclus dans les plans et politiques de développement nationaux et régionaux. Le projet et les activités de la phase préparatoire de Carib-SMART ont été approuvés. Les participants ont été informés des travaux de l'OMI, du RAC/REMPEITC-Caribe, du Centre de coopération en matière de technologie (MTCC) des Caraïbes, de l'unité de coordination régionale du PNUE dans les Caraïbes, du Mémoire d'entente des Caraïbes, de WIMAC, des institutions de formation régionales et des derniers développements par les États Membres. Les besoins et les exigences en matière d'assistance technique dans la région ont été identifiés.	Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Curaçao, Dominique, Grenade, Guadeloupe, Guyana, Guyane française, Haïti, îles Caïmanes, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, îles Turques et Caïques, Jamaïque, Martinique, Montserrat, Obsoleète Saint-Barthélemy, Porto Rico, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sint-Maarten, Suriname, Trinité-et-Tobago			47	Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Atelier national sur la rédaction de la législation nationale	Annulé		St John's (Antigua-et-Barbuda)		Antigua-et-Barbuda				N/A	

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
<b>Programme d'appui au développement maritime, Caraïbes (suite)</b>										
Mission régionale de conseil sur la Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (Convention STCW)	Annulé		À domicile		Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago				N/A	
Identification des orientations stratégiques pour améliorer les enquêtes sur les accidents de mer dans les pays sélectionnés de la région des Caraïbes, sur la base des forces et des faiblesses identifiées.	Achevé	octobre	À domicile (Uruguay)	Des orientations stratégiques visant à améliorer les enquêtes sur les accidents de mer ont été élaborées à la Barbade, à la Dominique, à la Grenade, au Guyana, à Sainte-Lucie, au Suriname et à Trinité-et-Tobago, sur la base des forces et des faiblesses identifiées. L'activité s'est déroulée de juin à octobre 2022 dans le cadre d'un programme pilote destiné à faire partie d'un programme d'action global et complet visant à améliorer le taux d'enquêtes et de rapports sur les accidents et incidents de mer. Compte tenu du travail déjà effectué par l'intermédiaire de l'IMSAS, qui a permis d'identifier les principaux domaines présentant des difficultés dans la mise en œuvre des instruments de l'OMI dans le cadre du Programme, l'activité visait à améliorer, renforcer et harmoniser les efforts des États Membres de l'OMI dans le développement de leurs capacités de formation aux enquêtes sur les accidents de mer, ainsi que par la proposition d'orientations stratégiques potentielles (au niveau national et sous-régional) pour améliorer tous les aspects pertinents en la matière, en vue de consolider suffisamment de matériel pour une discussion préliminaire sur l'examen d'un éventuel accord régional sur les enquêtes sur les accidents de mer.	Barbade, Dominique, Grenade, Guyana, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago			Sécurité maritime	Oui	
Atelier régional sur les Annexes III à V de MARPOL, y compris les installations de réception portuaires	Reporté		Montego Bay, Jamaïque		Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Curaçao, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les				N/A	

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
					Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago					
Atelier régional à l'appui de la mise en œuvre de la Convention sur la gestion des eaux de ballast dans la région Caraïbes	Achevé	octobre	Carthagène (Colombie)	Les participants ont mis en commun leurs meilleures pratiques et examiné les enseignements tirés de la mise en œuvre et du contrôle du respect de la Convention BWM, ainsi que les autres mesures qu'il faut prendre dans la région, en vue de renforcer la gestion des eaux de ballast dans la région grâce à une collaboration régionale et à l'harmonisation à l'échelle régionale, ainsi qu'au renforcement de la ratification, de la mise en œuvre et du contrôle du respect.	Antigua-et-Barbuda, Belize, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago	44		5	Protection du milieu marin	Oui
Atelier sous-régional sur le Protocole de Londres	Achevé	mars	En ligne	Connaissance et compréhension accrues du Protocole de Londres. Des perspectives de coopération future ont été relevées. Augmentation du taux de notification pour les pays déjà Parties à la Convention ou au Protocole de Londres.	Bahamas, Belize, Bermudes, Bonaire, Dominique, Grenade, Guyana, Îles Turques et Caïques, Jamaïque, Saba et Saint-Eustache (Pays-Bas), Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago	58			Protection du milieu marin	N/A
Révision et mise à jour des cours types de batelier et d'ingénieur batelier du Recueil SCV des Caraïbes	En cours		À domicile (Royaume-Uni)						N/A	Oui
Mise au point sous sa forme définitive du modèle de plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures	Achevé	mars	Willemstad, Curaçao	Mise au point du modèle de plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures en vue d'assurer la cohérence en ce qui concerne les questions relatives à la préparation et à l'intervention dans la région des Caraïbes.	Antigua-et-Barbuda, Belize, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago				Protection du milieu marin	Oui
Fourniture de publications au Suriname	Achevé	décembre	Paramaribo, Suriname	Les publications de l'OMI ont été envoyées au Suriname le 6 décembre 2022, conformément à la demande du Suriname Maritime.	-				Secteur maritime dans son ensemble	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie			
								Domaine	Fonds TC		
<b>Programmes mondiaux</b>											
<b>Programmes de services consultatifs techniques</b>											
Mission technique consultative, <b>MARE DORICUM</b>	Achevé	février	Lima (Pérou)	Aide apportée au Pérou pour intervenir à la suite du déversement provenant du <b>MARE DORICUM</b> , accroître le niveau de préparation et renforcer les capacités du Pérou à lutter efficacement en cas de déversement, conformément au plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures.	Pérou					Protection du milieu marin	Oui
Élaboration d'un document d'appui à la planification d'urgence spécifique à l'unité flottante de stockage et de déchargement <b>SAFER</b>	Achevé	mars	À domicile (Royaume-Uni)	Renforcement de la capacité à appuyer l'atténuation du risque de déversement d'hydrocarbures provenant de l'unité flottante de stockage et de déchargement <b>SAFER</b> grâce à l'élaboration du plan d'urgence spécifique à l'unité flottante de stockage et de déchargement <b>SAFER</b> ; y compris la traduction de l'anglais vers l'arabe du document d'appui à la planification d'urgence.	Yémen					Protection du milieu marin	Oui
<b>Programme d'appui aux petits États insulaires en développement et aux pays les moins avancés pour leurs besoins en matière de transport maritime</b>											
Élaboration d'un plan de programme et d'une analyse thématique afin de définir les besoins spécifiques des PEID et des PMA, y compris des plans de partenariat pour répondre aux conclusions de l'analyse, ainsi qu'un programme OMI complet d'activités et de programmes connexes	En cours		À domicile, plusieurs lieux							N/A	Oui
Aide aux Îles Cook pour présider en personne la 22 <sup>e</sup> session du Forum des responsables des agences de sécurité maritime de l'Asie et du Pacifique (APHoMSA) : renforcement des capacités pour les PEID et les PMA	Achevé	juillet	En ligne	Les discussions ont porté sur le renforcement des capacités dans la région Asie-Pacifique, en particulier dans les domaines des femmes dans le secteur maritime, de la coopération régionale, de la protection du milieu marin, de la sécurité en mer (y compris le bien-être des gens de mer) et de l'intervention en cas d'incident de mer.						Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Révision du cadre d'action régional du Pacifique pour les services de transport (FATS)	En cours		Suva, Fidji							N/A	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie		Fonds TC
								Domaine		
<b>Programme d'appui aux petits États insulaires en développement et aux pays les moins avancés pour leurs besoins en matière de transport maritime (suite)</b>										
Atelier national sur la planification d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures	Achevé	août	Roseau (Dominique)	Formation du personnel à la lutte contre la pollution. Élaboration d'un inventaire des risques et d'une matrice des risques concernant les scénarios de déversements d'hydrocarbures applicables à la Dominique.	Dominique	22			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la planification d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures	Achevé	août	Saint-Domingue, République dominicaine	Formation du personnel à la lutte contre la pollution. L'utilisation de l'outil RETOS d'ARPEL a permis d'effectuer une analyse des lacunes afin d'évaluer le niveau de préparation de la République dominicaine et sa capacité d'intervention.	République dominicaine	28			Protection du milieu marin	Oui
<b>Programme sur les femmes du secteur maritime</b>										
Activités visant à promouvoir le programme de l'OMI sur les femmes du secteur maritime	Achevé	décembre	Plusieurs lieux	Soutien aux manifestations liées à la Journée internationale des femmes du secteur maritime (18 mai) (résolution A.1170(32)).					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
19 <sup>e</sup> cours de formation sur la gestion portuaire au féminin organisé à l'IPER	Achevé	novembre	Hybride, France	28 femmes de pays en développement formées à la gestion portuaire et à la protection du milieu marin portuaire.	Belize, Brésil, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Dominique, Égypte, Honduras, Indonésie, Jordanie, Maldives, Maurice, Philippines, République islamique d'Iran, Sainte-Lucie, Somalie, Sri Lanka, Viet Nam		28		Sécurité maritime	Oui
Octroi de bourses pour le programme GIMI de formation des cadres supérieurs des ports, en ligne et sur place	Achevé	août	Hybride, Israël	18 femmes originaires de pays en développement ont été formées à la gestion et aux opérations portuaires à l'Institut international de gestion de Galilée.	Angola, Argentine, Éthiopie, Fidji, Gambie, Ghana, îles Turques et Caïques, Kenya, Ouganda, Seychelles, Trinité-et-Tobago, République-Unie de Tanzanie, Uruguay		18		Formation maritime	Oui
Élaboration de modules de formation de l'OMI sur le genre	Annulé		À confirmer						N/A	
Soutien de l'OMI au programme virtuel d'accélération de l'encadrement Maritime SheEO	Achevé	novembre	En ligne	40 femmes des associations de femmes du secteur maritime l'OMI et 20 femmes de WISTA International ont été formées à l'encadrement, à l'état d'esprit de croissance, à la réflexion stratégique et à l'image de marque.	Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Belize, Brésil, Cameroun, Chili, Colombie, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti,		60		Secteur maritime dans son ensemble	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
					Dominique, Égypte, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guyana, Îles Salomon, Inde, Italie, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Madagascar, Malaisie, Maurice, Mexique, Nigéria, Oman, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Kitts-et-Nevis, Seychelles, Sri Lanka, Timor-Leste, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie					
10 <sup>e</sup> conférence annuelle de WOMESA et atelier pour célébrer la Journée internationale des femmes du secteur maritime	Achevé	mai	Kisumu, Kenya	Les participants ont été sensibilisés aux diverses opportunités offertes aux femmes dans le secteur maritime.	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Zambie, Zimbabwe			41	Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Réunion conjointe de la troisième Conférence régionale des femmes du Pacifique dans le domaine maritime et du neuvième Atelier régional du Pacifique sur la recherche et le sauvetage maritimes	Reporté		Cairns, Australie		Australie, Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu				N/A	
Première Assemblée générale annuelle et Conférence de WIMOWCA sur la transition vers un transport maritime décarboné, numérisé et durable	Achevé	décembre	Dakar, Sénégal	L'Assemblée générale/séminaire a renforcé la reconnaissance nationale et régionale du rôle des femmes en tant que ressources clés pour la transition vers un secteur maritime décarboné, numérisé et durable en Afrique de l'Ouest et du Centre.	Angola, Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mauritanie, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo			33	Secteur maritime dans son ensemble	Oui



Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie		
								Domaine	Fonds TC	
Création d'un bureau de conférenciers maritimes	Achevé	décembre	Londres (Royaume-Uni)	Création du site Web du Maritime Speakers Bureau : <a href="https://maritimespeakers.com">https://maritimespeakers.com</a>					Secteur maritime dans son ensemble	Non
Atelier sur le Plan stratégique de l'Association des femmes du secteur maritime des Caraïbes (WiMAC)	Reporté		Port of Spain (Trinité-et-Tobago)		Barbade, Dominique, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Suriname, Trinité-et-Tobago				N/A	
Cours de formation à distance sur la mise en œuvre de l'Accord du Cap	Achevé	novembre	En ligne	17 femmes de pays en développement hispanophones ont été formées à la mise en œuvre de l'Accord du Cap.	Argentine, Bolivie, Colombie, Cuba, El Salvador, Mexique, Panama, Pérou, Venezuela	17			Sécurité maritime	N/A
Dix-huitième cours de formation sur la gestion portuaire au féminin organisé à l'IPER	Achevé	juin	Hybride, France	Les participantes (responsables) ont été formées à la gestion portuaire et à la protection du milieu marin portuaire.	Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Liban, Madagascar, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo, Tunisie		26		Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Soutien au renforcement des capacités de l'Association des Océaniennes du secteur maritime (PacWIMA)	Achevé	juin	En ligne	La reconnaissance nationale et régionale du rôle des femmes a été renforcée dans la région du Pacifique, le réseau de coopération entre les femmes a été renforcé dans les chapitres nationaux et au niveau régional par l'intermédiaire de PacWIMA, ce qui a été fait pour aider les PEID du Pacifique à faciliter la mise en œuvre de la Stratégie régionale en faveur des Océaniennes du secteur maritime (2020-2024).	Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu				Secteur maritime dans son ensemble	N/A
Étude OMI-WISTA sur le nombre de femmes employées dans le secteur maritime	Achevé	février	Londres (Royaume-Uni)	Établissement d'une base factuelle permettant de fixer des références, d'identifier les lacunes et d'éclairer les politiques visant à supprimer les obstacles et à accroître la participation des femmes dans le secteur. Les chiffres issus de cette étude ont permis de connaître le nombre de femmes travaillant dans le secteur maritime, un résultat pratique clé résultant du thème de la Journée mondiale de la mer 2019. Sur la base de ces statistiques actualisées et de l'analyse du genre dans le secteur maritime, l'OMI a réuni les différentes parties prenantes, notamment les gouvernements, les propriétaires de navires, les instituts de formation maritime et les partenaires sociaux, afin d'élaborer des stratégies améliorées					Secteur maritime dans son ensemble	N/A

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie		Domaine	Fonds TC
						Bénéficiaires	Boursiers		
				pour répondre au Programme de développement durable à l'horizon 2030.					
<b>Renforcement des capacités et formation</b>									
Octroi de bourses à l'Université maritime mondiale (UMM)	En cours		Malmö (Suède)					N/A	Oui
Organisation de conférences, de séminaires et d'ateliers à l'Université maritime mondiale (UMM)	Achevé	décembre	Hybride, Suède	Le personnel de l'OMI a donné des conférences à l'UMM ou des conférences virtuelles pour les étudiants de l'UMM, ou a participé à des séminaires.				Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Octroi de bourses de l'Institut de droit maritime international de l'OMI (IMLI)	En cours		La Valette (Malte)					N/A	Oui
Organisation de conférences, de séminaires et d'ateliers à l'IMLI	Achevé	décembre	Hybride, Malte	Le personnel de l'OMI a donné des conférences à l'IMLI ou des conférences virtuelles pour les étudiants de l'IMLI, ou a participé à des séminaires.				Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Soutien à la gouvernance de l'UMM et de l'IMLI, y compris la passation de marchés de services de conseil	Achevé	décembre	Londres (Royaume-Uni)	Soutien à la gouvernance des deux institutions.				Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Cours de l'IMSSEA sur l'application des instruments par l'État du pavillon (bourses)	Achevé	septembre	En ligne	Les administrateurs maritimes ont été formés par le biais d'un cours en ligne de courte durée.	Afrique du Sud, Comores, Îles Cook, Îles Salomon, Kenya, Mozambique, Philippines, Seychelles, République-Unie de Tanzanie, Suriname		18	Formation maritime	Oui
Cours de l'IMSSEA sur le contrôle par l'État du port (bourses)	Achevé	octobre	En ligne	Les administrateurs maritimes ont été formés par le biais d'un cours en ligne de courte durée.	Comores, Côte d'Ivoire, Égypte, Mozambique, Ouganda, Philippines, République islamique d'Iran, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, République-Unie de Tanzanie		16	Formation maritime	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la		Fonds TC
								stratégie	Domaine	
<b>Renforcement des capacités et formation (suite)</b>										
Cours de l'IMSSEA sur le Code ISPS (bourses)	Achevé	novembre	En ligne	Les administrateurs maritimes ont été formés par le biais d'un cours en ligne de courte durée.	Égypte, Gambie, Géorgie, République islamique d'Iran, République-Unie de Tanzanie		8		Formation maritime	Oui
Cours MAIP de l'IMSSEA (bourses)	Achevé	décembre	En ligne	Les Administrations maritimes ont été formées par le biais d'un cours de remise à niveau en ligne de courte durée.	Cameroun, Comores, Namibie, Ouganda, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Samoa		8		Formation maritime	Oui
36 <sup>e</sup> cours de l'IPER sur les opérations et la gestion portuaires (bourses)	Achevé	octobre	Le Havre (France)	Renforcement des compétences des fonctionnaires impliqués dans les opérations et la gestion portuaires.	Algérie, Brésil, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Chili, Côte d'Ivoire, Djibouti, El Salvador, Ghana, Jamaïque, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Maurice, Philippines, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Tunisie		20		Formation maritime	Oui
Dépenses d'appui des administrateurs auxiliaires recrutés à titre gracieux	Achevé	décembre	Londres (Royaume-Uni)	Les dépenses d'appui d'un administrateur auxiliaire (AA) ont été financées.	Chine				Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Atelier sur les principes généraux à respecter pour rédiger la législation nationale visant à mettre en œuvre les conventions de l'OMI	Annulé		Londres (Royaume-Uni)						N/A	
Atelier sur la politique relative aux transports maritimes	Achevé	mars	En ligne	Des fonctionnaires camerounais ont été formés à la formulation des politiques relatives aux transports maritimes en vue d'engager les pays dans l'élaboration de politiques comme moyen de soutenir le développement maritime durable et d'assurer la mise en œuvre effective de leurs obligations et responsabilités internationales en tant qu'États du pavillon, États du port et États côtiers.	Cameroun			68	Secteur maritime dans son ensemble	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie		Domaine	Fonds TC
						Bénéficiaires	Boursiers		
<b>Renforcement des capacités et formation (suite)</b>									
Atelier sur la politique relative aux transports maritimes	Achevé	juillet	Brasilia, Brésil	Des fonctionnaires brésiliens ont été formés à la formulation d'une politique relative aux transports maritimes pour soutenir le processus en cours d'élaboration d'une nouvelle politique maritime nationale reflétant et intégrant toutes les politiques liées à l'utilisation de la mer, sous la houlette d'un comité interministériel.	Brésil		23	Secteur maritime dans son ensemble	Non
Élaboration d'un cours d'apprentissage en ligne sur la Convention sur la gestion des eaux de ballast	En cours		Malmö (Suède)					N/A	Non
Support visuel et outil destiné à servir de guide aux utilisateurs du Système mondial intégré de renseignements maritimes (GISIS)	En cours		À domicile (Turkiye)					N/A	N/A
Atelier sur la politique relative aux transports maritimes	Achevé	novembre	Paramaribo, Suriname	Des fonctionnaires du Suriname ont été formés à la formulation d'une politique relative aux transports maritimes afin de soutenir le processus d'élaboration et d'adoption d'une politique globale et des stratégies connexes menées par l'Association maritime nationale du Suriname (SNMA).	Suriname		28	Secteur maritime dans son ensemble	Non
Élaboration du matériel pédagogique pour le "Cours d'introduction à l'apprentissage en ligne pour lutter contre le trafic d'espèces sauvages dans les chaînes d'approvisionnement maritimes"	En cours		À domicile (États-Unis)					N/A	Oui
Élaboration du matériel pédagogique pour le "Cours d'introduction à l'apprentissage en ligne sur la mise en œuvre du guichet unique maritime".	En cours		À domicile (Norvège)					N/A	Oui
Traduction de l'anglais vers le français du cours d'introduction en ligne sur l'OPRC	En cours		Londres (Royaume-Uni)					N/A	N/A

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie		Domaine	Fonds TC
						Bénéficiaires	Boursiers		
<b>Renforcement des capacités et formation (suite)</b>									
Octroi de bourses à l'Université maritime mondiale	Achevé	septembre	Malmö (Suède)	Les boursiers de l'OMI ont obtenu un MSc en affaires maritimes (année universitaire 2021-2022).	Azerbaïdjan, Bangladesh, Belize, Égypte, Éthiopie, Inde, Indonésie, Jordanie, Kenya, Nigeria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sri Lanka, Türkiye, Viet Nam		15	Formation maritime	Oui
Octroi de bourses de l'Institut de droit maritime international de l'OMI (IMLI)	Achevé	juillet	Msida (Malte)	Les boursiers de l'OMI ont obtenu le diplôme de master en droit ou de master en sciences humaines et ont été formés à rédiger une législation maritime nationale et à transposer les instruments de l'OMI dans leurs cadres juridiques nationaux respectifs (année universitaire 2021-2022).	Afrique du Sud, Bahamas, Bélarus, Congo, El Salvador, Géorgie, Jordanie, Kenya, Libéria, Monténégro, Namibie, Nigéria, Philippines, Seychelles, Somalie, Trinité-et-Tobago, Tunisie		17	Formation maritime	Oui
35 <sup>e</sup> cours de l'IPER sur les opérations et la gestion portuaires (bourses)	Achevé	mai	Hybride, France	Renforcement des compétences des fonctionnaires impliqués dans les opérations et la gestion portuaires. Cours hybride (en ligne du 11 au 22 octobre 2021); 15-26 novembre 2021; 6-17 décembre 2021; et en présentiel du 4 au 13 mai 2022)	Algérie, Barbade, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Ghana, Guinée, Madagascar, Maurice, Mexique, Mongolie, Philippines, République démocratique du Congo, Sainte-Lucie, Sénégal, Somalie, Sri Lanka, Togo		20	Formation maritime	Oui
Traductions du programme de formation sur la politique de transport maritime	Achevé	mars	À domicile (Royaume-Uni)	Le programme de formation sur la politique de transport maritime a été traduit en français et en espagnol pour faciliter la mise en œuvre des activités dans les pays en développement non anglophones.				Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Octroi de bourses pour le trente-quatrième cours de formation supérieure sur les opérations et la gestion portuaires, organisé à l'IPER	Achevé	mai	Hybride, France	Renforcement des compétences des fonctionnaires impliqués dans les opérations et la gestion portuaires.	Bangladesh, Barbade, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Gabon, Madagascar, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, République démocratique du Congo, République islamique d'Iran, République-Unie de Tanzanie, Suriname, Togo, Tunisie, Zambie		20	Formation maritime	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				Fonds TC
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
<b>Renforcement des capacités et formation (suite)</b>										
Élaboration d'un cours de formation en ligne sur la gestion de l'encrassement biologique (projet pilote d'apprentissage en ligne de l'OMI)	Achevé	septembre	À domicile, Malmö, Copenhague	Cours d'apprentissage en ligne sur la gestion de l'encrassement biologique des navires élaboré pour accroître la sensibilisation et la capacité aux niveaux national, régional et mondial sur les espèces aquatiques envahissantes et la gestion de l'encrassement biologique pour la mise en œuvre des directives de l'OMI sur l'encrassement biologique.					Protection du milieu marin	Oui
<b>Réduction des émissions dans l'atmosphère qui proviennent des navires et des émissions dans les ports, et bonne mise en œuvre de l'Annexe VI de MARPOL et de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES</b>										
Mise au point d'un cours d'apprentissage en ligne sur la ratification/mise en œuvre de l'Annexe VI de MARPOL	Annulé								N/A	
Deuxième Colloque de l'OMI sur les combustibles de substitution à teneur faible ou nulle en carbone destinés aux transports maritimes, sur le thème "Garantir une transition juste et inclusive vers des transports maritimes à faible émission de carbone"	Achevé	octobre	Londres (Royaume-Uni)	Ce deuxième Colloque a porté essentiellement sur les difficultés et les possibilités découlant de la production de combustibles renouvelables dans le cadre de la décarbonation des transports maritimes, en particulier pour les pays en développement, et sur la nécessité de renforcer la coopération à tous les niveaux afin d'appuyer cette transition à l'échelle mondiale.					Protection du milieu marin	Oui
Table ronde régionale sur l'amélioration de la disponibilité des données sur les coûts du transport maritime	Reporté		Suva, Fidji		Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu				N/A	
Green Shipping Conference - Unlocking Opportunities for Green Shipping in Africa	Reporté		Accra, Ghana		Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mauritanie, Namibie, Nigéria, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo				N/A	

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie		Domaine	Fonds TC
						Bénéficiaires	Boursiers		
<b>Renforcement du programme sur la sûreté maritime</b>									
Coordination de l'ONU concernant la FSO SAFER	Achevé	janvier	Bruxelles (Belgique)	Soutien du conseiller en sécurité maritime au coordonnateur résident des Nations unies pour le Yémen.	Yémen			Sûreté maritime	Oui
Visite de la DECT dans les pays baltes	Achevé	octobre	Tallin, Estonie	Évaluer, avec la CNUCED, la conformité de l'Estonie avec les divers instruments internationaux relatifs à la sûreté, à savoir le chapitre XI/2 de la Convention SOLAS, le Code ISPS et la Convention SUA.	Estonie		-	Sûreté maritime	Non
Atelier ISPS pour les autorités désignées et les plans de sûreté de l'installation portuaire	Achevé	juillet	San Pedro Sula, Honduras	Atelier national sur le Code ISPS destiné aux autorités désignées (AD) et aux agents de sûreté de l'installations portuaire, organisé à la demande de la Comisión Nacional de Protección Portuaria (CNPP).	Honduras	27		Sûreté maritime	Oui
Formation sur le Code ISPS, chapitre XI/2 de la Convention SOLAS	Achevé	mai	Beyrouth (Liban)	Aider le Liban à identifier les besoins spécifiques liés à la mise en œuvre des exigences pertinentes énoncées dans le chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et dans le Code ISPS (au niveau de la politique, de la gouvernance, de la sécurité opérationnelle et physique) et les lacunes actuelles liées à l'organisation nationale, à la législation, à la sécurité physique et aux aspects opérationnels visant à renforcer la sûreté maritime à long terme et de manière durable.	Liban	16		Sûreté maritime	Non
MARSEC COED : formation sur mesure en matière de sûreté maritime pour les forces du Qatar	Achevé	mai	Istanbul (Turkiye)	Renforcement de la sûreté des installations portuaires, des navires et des installations côtières grâce à la mise en œuvre effective du Code ISPS.	Qatar			Sûreté maritime	Non
Atelier ISPS pour les autorités désignées et les agents de sûreté de l'installation portuaire	Achevé	juillet	Hammamet, Tunisie	Les participants ont renforcé leur capacité à exercer efficacement leurs fonctions conformément aux dispositions pertinentes des mesures de sûreté maritime de l'OMI, notamment le chapitre XI-2 de la Convention SOLAS, le Code ISPS, le Recueil de directives pratiques OMI/OIT sur la sûreté dans les ports et les orientations connexes. Les rôles et responsabilités de l'autorité désignée chargée de la mise en œuvre du Code ISPS ont également été abordés au cours de l'atelier.	Tunisie	37		Sûreté maritime	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie		Domaine	Fonds TC
						Bénéficiaires	Boursiers		
<b>Renforcement du programme sur la sûreté maritime (suite)</b>									
Atelier national de formation des formateurs sur la mise en œuvre du Code ISPS pour les agents de sûreté de l'installation portuaire/l'autorité désignée	Achevé	juin	Le Cap, Afrique du Sud	Préparer les participants à mener des activités de formation pour les agents de sûreté de l'installation portuaire et autres personnels portuaires identifiés dans le Code ISPS.	Afrique du Sud	21		Sûreté maritime	Oui
Atelier ISPS pour les autorités désignées et les agents de sûreté de l'installation portuaire	Achevé	juillet	Le Cap, Afrique du Sud	Préparer les participants à mener des activités de formation pour les agents de sûreté de l'installation portuaire et autres personnels portuaires identifiés dans le Code ISPS.	Afrique du Sud	21		Sûreté maritime	Oui
Évaluation des besoins en matière de sûreté de l'OMI	Achevé	décembre	Bangkok, Thaïlande	Aider la Thaïlande à identifier les besoins spécifiques liés à la mise en œuvre des exigences pertinentes énoncées dans le chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et dans le Code ISPS (au niveau de la politique, de la gouvernance, de la sécurité opérationnelle et physique) et les lacunes actuelles liées à l'organisation nationale, à la législation, à la sécurité physique et aux aspects opérationnels visant à renforcer la sûreté maritime à long terme et de manière durable.	Thaïlande			Sûreté maritime	Non
Atelier sur la familiarisation effective avec la circulaire MSC.1/Circ.1525 de l'OMI	Achevé	décembre	Tunis (Tunisie)	Assister l'Administration maritime tunisienne dans le processus de transposition et de mise en œuvre du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS, notamment par l'utilisation de la circulaire MSC.1/Circ.1525 de l'OMI.	Tunisie	16		Sûreté maritime	Non
Atelier ISPS pour l'autorité désignée et les agents de sûreté de l'installation portuaire	Annulé		Lomé, Togo	-	Togo			N/A	
Unité d'action des pouvoirs publics en matière de sûreté maritime	Annulé		Yaoundé, Cameroun	-	Cameroun			N/A	
Soutien au renforcement des capacités de lutte contre la piraterie et à la mise en œuvre à l'échelle mondiale de mesures visant à réprimer la piraterie	Achevé	novembre	Londres (Royaume-Uni)	Renforcement de la capacité et de l'aptitude des États Membres à élaborer, mettre en œuvre, maintenir et actualiser des mesures et des arrangements visant à réprimer la piraterie, les vols à main armée à l'encontre des navires et d'autres activités illicites qui menacent la sécurité et la sûreté de la navigation.	-			Sûreté maritime	Oui



Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie		Domaine	Fonds TC
						Bénéficiaires	Boursiers		
<b>Renforcement du programme sur la sûreté maritime (suite)</b>									
Matériel et publications à l'appui du renforcement des capacités en matière de sûreté maritime	En cours		Londres (Royaume-Uni)	Promotion et visibilité du travail de renforcement des capacités de l'OMI en matière de sûreté maritime. Diffusion des mesures de sûreté maritime de l'OMI et promotion du Guide de l'OMI pour la sûreté maritime et le Code ISPS visant à renforcer la capacité des Gouvernements contractants de la Convention SOLAS à mettre en œuvre le chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et le Code ISPS. Amélioration de la planification et de la mise en œuvre des activités de coopération technique et de renforcement des capacités dans le cadre de l'amélioration de la sûreté maritime.				N/A	Oui
Participation des femmes au cours en ligne sur la sûreté maritime et portuaire du GIMI	Achévé	décembre	En ligne	29 femmes formées à la sûreté maritime et portuaire à l'Institut international de gestion de Galilée.	Barbade, Bénin, Brésil, Djibouti, Éthiopie, Fidji, Guyana, îles Turques et Caïques, Jamaïque, Kenya, Maurice, Nigéria, Sainte-Lucie, Sierra Leone, Suriname		29	Sûreté maritime	Non
Atelier sous-régional conjoint OMI/OEA sur le modèle de l'OMI concernant l'unité d'action des pouvoirs publics en matière de sûreté maritime	Achévé	octobre	Guatemala City, Guatemala	Renforcement de la sûreté des installations portuaires, des navires et des installations côtières grâce à la mise en œuvre effective du Code ISPS. Amélioration de la gouvernance nationale en matière de sûreté maritime.	Costa Rica, Guatemala, Mexique, Panama		27	Sûreté maritime	Non
Atelier régional sur la sûreté portuaire - arabe	Achévé	décembre	Beyrouth (Liban)	Renforcement de la sûreté des installations portuaires, des navires et des installations côtières grâce à la mise en œuvre effective du Code ISPS.	Égypte, Jordanie, Liban, Libye, Tunisie		16	Sûreté maritime	Non
Atelier d'audit de la sûreté des installations portuaires pour les fonctionnaires	Achévé	mars	Manille, Philippines	Des participants dotés des compétences et des connaissances nécessaires en matière de principes et de pratiques d'audit afin de planifier et de réaliser des évaluations efficaces du respect des dispositions pertinentes du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS, en tenant compte de la circulaire MSC.1/Circ.1192 intitulée "Guide sur l'auto-évaluation facultative par les Gouvernements contractants à la Convention SOLAS et par les installations portuaires".	Philippines		29	Sûreté maritime	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
<b>Renforcement du programme sur la sûreté maritime (suite)</b>										
Soutien au renforcement des capacités de lutte contre la piraterie et à la mise en œuvre à l'échelle mondiale de mesures visant à réprimer la piraterie	Annulé		Plusieurs lieux	-					N/A	
<b>Programme d'audit des États Membres de l'OMI</b>										
Cours régional de formation à l'intention des auditeurs	Achevé	novembre	Dubaï, Émirats arabes unis	Les participants ont été formés à la mise en œuvre efficace des dispositions du Programme d'audit des États Membres de l'OMI et acquis des connaissances actualisées sur la structure et les mécanismes nécessaires pour renforcer la capacité globale et l'efficacité d'une administration maritime dans l'application des dispositions des instruments obligatoires de l'OMI et du Code d'application des instruments de l'OMI (Code III).	Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Koweït, Libye, Liban, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Yémen	21			Audit des États Membres	Oui
Atelier régional sur le Programme d'audit des États Membres de l'OMI	Achevé	août	Bogota, Colombie	Les participants ont acquis des connaissances utiles sur les détails du processus d'audit et devaient partager leurs connaissances avec leurs collègues dans leurs administrations maritimes et les aider dans la préparation et le suivi des audits en réalisant des audits internes.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	30			Audit des États Membres	Oui
Cours régional de formation à l'intention des auditeurs	Achevé	mars	Mumbai, Inde	Des candidats de 15 États Membres d'Asie et du Pacifique ont été formés en tant qu'auditeurs, ce qui permettra à terme d'augmenter le nombre d'auditeurs du Programme d'audit des États Membres capables de réaliser des audits dans les États Membres. En outre, les candidats ont été formés à la manière d'aider leurs administrations à se préparer à l'audit, à mener des activités post-audit et à assurer le suivi de l'audit, ainsi qu'à réaliser des audits internes de leurs administrations maritimes.	Australie, Bangladesh, Brunei Darussalam, Cambodge, Chine, République populaire démocratique de Corée, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Philippines, République de Corée, République islamique d'Iran, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam	37			Audit des États Membres	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie		Fonds TC
								Domaine		
<b>Programme d'audit des États Membres de l'OMI (suite)</b>										
Élaboration d'une formation en ligne pour les auditeurs	En cours		Londres (Royaume-Uni)						N/A	Oui
<b>Programme de développement maritime</b>										
Participation de l'OMI à des réunions et activités pertinentes du système des Nations Unies sur la mise en œuvre et l'alignement des ODD et sur l'économie bleue	Achevé	décembre	Sharm El-Sheikh, Égypte	L'OMI a participé à la COP27 qui s'est tenue à Sharm El-Sheikh, en Égypte.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Promotion des concepts de développement maritime et d'économie bleue durable, y compris renforcement de la facilitation du trafic maritime	Achevé	décembre	Londres (Royaume-Uni)	Production d'épingles à thème pour la Journée mondiale de la mer.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Appui à la mise en œuvre de la stratégie de la Décennie pour le renforcement des capacités 2021-2030, y compris les améliorations rapides des processus de planification et d'établissement de rapports.	En cours		Londres (Royaume-Uni)						N/A	Oui
Aide apportée aux pays en développement pour élaborer des politiques et stratégies maritimes nationales solides, fondées sur l'exploitation du plein potentiel des économies bleue et maritime.	Annulé		Plusieurs lieux						N/A	
Améliorer la qualité et la portée de l'exécution des activités de coopération technique	Annulé		Londres (Royaume-Uni)						N/A	
Établir un cadre de contrôle de la qualité, en particulier pour les activités de coopération technique portant sur des instruments qui ne relèvent pas du Programme d'audit des États Membres de l'OMI	Annulé		Londres (Royaume-Uni)						N/A	

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie				
						Bénéficiaires	Boursiers	Domaine	Fonds TC	
Identification et conclusion d'accords de partenariat	Achevé	septembre	Londres (Royaume-Uni)	Services de conseil pour l'élaboration d'un descriptif de projet sur la phase 2 du projet de renforcement des capacités pour l'atténuation du changement climatique dans le secteur du transport maritime (projet GMN). La phase II étend le soutien technique, les programmes de renforcement des capacités et la portée géographique afin d'améliorer le rendement énergétique des transports maritime et de soutenir la mise en œuvre de la Stratégie initiale de l'OMI concernant la réduction des GES dans les régions participantes. En outre, l'OMI a participé à l'exposition mondiale sur le développement Sud-Sud (GSSD) qui s'est tenue à Bangkok, en Thaïlande, et a coorganisé un forum thématique sur les solutions avec la CESAP, ainsi que la semaine maritime coréenne à Busan, en République tchèque.	République de Corée, Thaïlande				Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Développement de matériel de réalité virtuelle sur la gestion de l'encrassement biologique (mission à domicile)	Achevé	novembre	À domicile (Italie)	Développement de 360 supports (vidéo et photographie) présentant différents aspects de l'encrassement biologique. Matériel informatique et promotionnel disponible pour 12 pays en développement pour des campagnes de sensibilisation sur l'encrassement biologique en mer et les espèces aquatiques envahissantes.					Protection du milieu marin	Oui
Campagne dans les médias sociaux pour promouvoir la Journée des gens de mer 2022	Achevé	juin	Londres (Royaume-Uni)	Campagne sur les réseaux sociaux et autres activités analogues pour promouvoir la Journée des gens de mer 2022 sur le thème "Les gens de mer et leurs voyages". Le fait de se concentrer sur les gens de mer et le voyage maritime permet d'établir un lien entre l'expérience des gens de mer et l'évolution du transport maritime, notamment les progrès technologiques.					Secteur maritime dans son ensemble	Non
Participation des pays en développement au Forum international sur les déversements d'hydrocarbures (INTERSPILL 2022)	Achevé	juin	Amsterdam, Royaume des Pays-Bas	Renforcement des connaissances des participants sur les sujets liés à la préparation et à la lutte contre la pollution par les hydrocarbures, en vue d'améliorer leurs compétences techniques respectives et de développer les capacités au niveau national. Les participants ont suivi des cours de perfectionnement de courte durée sur l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures et la gestion de crise.	Égypte, Libéria, Monténégro, Sénégal, Sri Lanka	5			Protection du milieu marin	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la stratégie		Domaine	Fonds TC
						Bénéficiaires	Boursiers		
<b>Programme de développement maritime (suite)</b>									
Soutien aux gens de mer en première ligne de la COVID-19 et de la crise de la mer Noire et de la mer d'Azov	Achevé	août	En ligne	Les histoires et les témoignages de l'Équipe de gestion de crise pour les gens de mer, créés sur le site web de l'OMI pour démontrer l'importance du travail de l'Équipe et, ce faisant, fournir d'autres messages de réponse et d'orientation et conserver des archives administratives.				Sécurité maritime	Oui
Formation spécialisée sur l'inspection des navires-citernes - Mémoire d'entente de Paris	Achevé	juin	La Haye, Royaume des Pays-Bas	Les formateurs des fonctionnaires chargés du contrôle par l'État du port des régimes PSC en développement ont reçu une formation et/ou une mise à jour de leurs connaissances sur les instruments pertinents, notamment en ce qui concerne les navires-citernes et les techniques d'inspection PSC qui s'y rapportent, conformément aux normes mondiales.	Anguilla, Bahreïn, Côte d'Ivoire, Seychelles, Türkiye	6		Sécurité maritime	Oui
Appui apporté au Groupe d'étude pour examiner les problèmes que posent l'immatriculation frauduleuse et les registres frauduleux de navires, et mesures permettant de prévenir et combattre ces problèmes	En cours		En ligne					N/A	Oui
Atelier de formation des formateurs à l'intention des gens de mer servant à bord des navires exploités dans les eaux polaires.	Achevé	septembre	Hybride, Türkiye	Les participants ont été formés en ligne et sur place sur la manière de dispenser efficacement des programmes de formation pour les gens de mer à bord de navires exploités dans les eaux polaires, conformément au chapitre 12 du Recueil sur la navigation polaire.	Bangladesh, Brunei Darussalam, Cambodge, Chine, Chypre, Croatie, Espagne, Estonie, Géorgie, Grèce, Italie, Lettonie, Malaisie, Malte, Monténégro, Myanmar, Pakistan, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Sri Lanka, Thaïlande, Türkiye, Viet Nam	29		Formation maritime	Non
Atelier sur la Convention SNPD de 2010	Annulé		Londres (Royaume-Uni)					N/A	
Mise à jour du Manuel RETOS™ et du guide international d'évaluation de la planification de l'intervention et de la préparation concernant les déversements d'hydrocarbures	En cours		À domicile (Royaume-Uni)					N/A	Oui

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie		
								Domaine	Fonds TC	
<b>Programme de développement maritime (suite)</b>										
Participation de l'OMI à la Journée mondiale de prévention de la noyade 2022	Achevé	juillet	En ligne	L'OMI a participé à l'événement virtuel mondial pour célébrer la Journée mondiale de prévention de la noyade. L'OMI a présenté les efforts qu'elle déploie pour prévenir les noyades en améliorant la sécurité des navires et des bateaux de pêche.					Sécurité maritime	N/A
Séminaire de l'OMI pour célébrer le quarantième anniversaire de l'adoption de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer	Achevé	novembre	Londres (Royaume-Uni)	Mise en œuvre efficace du régime réglementaire de l'OMI et renforcement des relations de travail avec la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et l'ensemble du système des Nations Unies.					Législation maritime	Oui
Soutenir la mise en œuvre des aspects de coopération technique du Plan stratégique 2018-2023 de l'OMI, y compris les améliorations rapides des processus de planification et d'établissement de rapports.	Achevé	décembre	Londres (Royaume-Uni)	Améliorations visant à faciliter et à améliorer le rapport sur les activités de coopération technique menées à bien. Expertise temporaire pour aider à la finalisation de la première phase du projet spatial (c'est-à-dire l'automatisation de l'exécution et de la mise en œuvre des activités de coopération technique).					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Identification et conclusion d'accords de partenariat	Achevé	décembre	En ligne	Soutien au premier atelier régional des Caraïbes sur le partenariat des connaissances concernant les activités de coopération technique maritime et d'autres projets relatifs au milieu marin. En outre, l'activité a couvert les coûts de conception/rédaction de la brochure du rapport annuel sur les activités de coopération technique 2020.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Conversion de l'outil RETOS™ en une application Web pour l'évaluation de la préparation aux déversements d'hydrocarbures	Achevé	juin	À domicile (Royaume-Uni)	Élaboration en cours d'un outil multilingue mis à jour et convivial, en vue de rendre plus conviviale et de faciliter la mise à jour de l'utilisation de RETOS™ pour l'évaluation de la préparation aux déversements d'hydrocarbures.					Protection du milieu marin	Oui
Soutien aux gens de mer en première ligne de la COVID-19	Achevé	avril	En ligne	Création d'histoires et de témoignages de l'Équipe de gestion de crise pour les gens de mer sur le site Web de l'OMI où l'intervention de l'OMI a fait la différence. D'autres actions de l'Équipe de gestion de crise pour les gens de mer ont également été mises en œuvre, telles que des réunions bilatérales avec certains États Membres, des contributions à des déclarations communes.					Secteur maritime dans son ensemble	Non

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie		Fonds TC
								Domaine		
<b>Programme de développement maritime (suite)</b>										
Projet relatif au Répertoire de l'OMI sur la simplification des formalités et le commerce électronique	Achevé	décembre	À domicile (Royaume-Uni)	Achèvement de la première phase de mise au point du Répertoire de l'OMI sur la simplification des formalités et le commerce électronique.					Simplification des formalités	Oui
<b>Promotion du Protocole de Londres</b>										
Définition et élimination des obstacles empêchant les pays de respecter les accords sur les rejets en mer	Achevé	décembre	Londres (Royaume-Uni)	Publication des orientations sur la sélection des sites d'évacuation dans le cadre de la Convention et du Protocole de Londres. Sensibilisation aux avantages découlant du Protocole de Londres.					Protection du milieu marin	Non
Participation de l'OMI à des conférences/séminaires/ateliers sur les questions relatives au Protocole de Londres	Achevé	décembre	Plusieurs lieux, Royaume-Uni	Conférences, séminaires et ateliers visant à aider les participants à mieux connaître et comprendre le Protocole de Londres et ses amendements relatifs aux changements climatiques. Des perspectives de coopération future ont été relevées.					Protection du milieu marin	Non
Réalisation du premier examen du Plan stratégique de 2016 pour le Protocole et la Convention de Londres	Achevé	octobre	À domicile (Australie)	Établissement d'un rapport présentant un examen complet du Plan stratégique pour la période allant de 2017 à 2017.					Protection du milieu marin	Non
Appui à l'organisation de la célébration du cinquantième anniversaire de l'adoption du Protocole de Londres	Achevé	octobre	Plusieurs lieux	Organisation en mode hybride de la conférence universitaire conjointe OMI/UMM, dont le thème était "Protéger les océans et aller de l'avant : 50 ans après l'adoption de la Convention de Londres et la Déclaration de Stockholm", et qui avait pour objectif d'examiner des questions relatives aux océans et au climat dans le cadre du cinquantième anniversaire de l'adoption de la Convention de Londres et de la Déclaration de Stockholm, en vue de trouver de nouvelles pistes de recherche et de mettre en place des mesures efficaces. Sensibilisation aux progrès accomplis et aux futurs travaux qui seraient menés dans le cadre de la Convention et du Protocole de Londres.					Protection du milieu marin	Non

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Chargés de la		Domaine	Fonds TC
						Bénéficiaires	Boursiers		
<b>Code de conduite de Djibouti*</b>									
Mise au point du portail des membres du Code de conduite de Djibouti et de la matrice de coordination du renforcement des capacités	Achevé	juin	Nairobi, Kenya	Poursuite du développement du site Web du Code de conduite de Djibouti afin d'y inclure un portail réservé aux membres pour le partage d'informations sensibles et une plateforme électronique pour une meilleure coordination des efforts de renforcement des capacités.	Arabie saoudite, Afrique du Sud, Comores, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Jordanie, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Oman, République-Unie de Tanzanie, Réunion, Seychelles, Somalie, Soudan, Yémen			Sûreté maritime	N/A
<b>Sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre*</b>									
Soutien au MMCC et MOC de la zone F de la CEDEAO - Financé par la République de Corée	Achevé	janvier	Accra, Ghana	La phase 1 de l'étude de site est achevée. Amélioration de la communication entre le MMCC et les MOC de la région de la zone F du Code de conduite de Yaoundé.	Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo			Sûreté maritime	Non

\* Programmes ne faisant plus partie du PICT - activités commencées en 2021 et achevées en 2022.

\*\*\*



**ANNEXE 2**

**PLANIFICATION ET ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS  
CONCERNANT LA COOPÉRATION TECHNIQUE**

**Rapport annuel pour 2022  
Aperçu de l'utilisation des ressources financières affectées  
au PICT et aux projets thématiques à long terme**

**PLANIFICATION ET ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS CONCERNANT  
LA COOPÉRATION TECHNIQUE**

**Rapport annuel pour 2022  
Aperçu de l'utilisation des ressources financières affectées au PICT  
et aux projets thématiques à long terme**

**Table des matières**

	<b>Page N°</b>
<b>APERÇU DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME</b>	<b>3</b>
Introduction	3
Tendances générales relatives à l'exécution des activités de coopération technique	3
<b>PROFIL DES DÉCAISSEMENTS</b>	<b>6</b>
Sources de financement	6
Fonds de la coopération technique	8
Autres donateurs	9
<b>DÉCAISSEMENTS PAR RÉGION</b>	<b>10</b>
<b>DÉCAISSEMENTS PAR DOMAINE</b>	<b>12</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>14</b>
<b>Tableaux</b>	
Tableau 1 Budget et dépenses aux titre du PICT en 2022 (en dollars) comparaison par rapport aux années précédentes	5
Tableau 2 Profil des donateurs (dépenses pour 2022)	7
Tableau 3 Répartition des dépenses par région en 2022 – comparaison avec 2021	11
Tableau 4 Répartition des dépenses par domaine en 2022 – comparaison avec 2021	14
<b>Graphiques</b>	
Graphique 1 Données comparatives sur les dépenses 2018-2022	5
Graphique 2 Tendances des dépenses 2012-2022	6
Graphique 3 Taux d'exécution annuel des activités financées depuis 2012	6
Graphique 4 Décaissements annuels du Fonds TC (2018-2022)	9
Graphique 5 Décaissements annuels du Fonds en pourcentage des dépenses totales 2018-2022	9
Graphique 6 Donateurs dont les dépenses ont été supérieures à 400 000 dollars - Comparaison avec 2021	10
Graphique 7 Autres donateurs (dépenses comprises entre 200 000 et 400 000 dollars) en 2022	10
Graphique 8 Répartition des dépenses régionales et mondiales en 2022	12
Graphique 9 Dépenses affectées aux activités principales du PICT et aux projets thématiques à long terme par région (en dollars)	13
Graphique 10 Répartition des dépenses affectées aux projets thématiques par région	13
Graphique 11 Répartition des dépenses affectées aux activités principales du PICT et aux projets thématiques à long terme par domaine en 2022	15
<b>APPENDICE – Programmes régionaux et mondiaux du PICT, autres programmes et projets thématiques à long terme en 2022 (en dollars)</b>	

## APERÇU DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME

### Introduction

1 L'aperçu de l'utilisation des ressources financières donne une vue d'ensemble des données financières correspondant aux activités de coopération techniques exécutées par l'OMI en 2022. Les données sont ventilées par région, par domaine et par source de financement, ce qui permet d'avoir des comparateurs de référence pour définir les tendances relatives à l'exécution du Programme intégré de coopération technique (PICT) et des projets thématiques à long terme. Cela permet également de procéder à une analyse détaillée des données et de présenter les résultats obtenus de différents points de vue, aussi bien pour l'année considérée que pour une période plus longue.

2 Le PICT comprend des programmes mondiaux et des programmes régionaux. L'appendice de la présente annexe complète les données communiquées dans la présentation générale des résultats financiers et contient des renseignements détaillés sur les différents programmes qui ont été mis en œuvre en 2022. Les résultats ont été compilés à partir des activités respectives qui ont été menées en 2022 et sont présentés suivant la structure des programmes du PICT. Les projets thématiques à long terme ne sont pas mis en œuvre dans le cadre de la structure annuelle du PICT et sont généralement pluriannuels. Ces projets sont également présentés en détail dans l'appendice.

3 L'OMI a adopté les Normes comptables internationales pour le secteur public (Normes IPSAS) et, par là même, des comparateurs de référence qui permettent de suivre les dépenses d'une manière précise et transparente. Les Normes IPSAS permettent aussi de garantir que les chiffres représentent bien les dépenses correspondant aux activités de coopération technique qui ont effectivement été exécutées dans les délais impartis et les résultats, y compris les ajustements éventuels requis, sont illustrés dans le présent rapport pour 2022. Par ailleurs, le temps qui s'écoule entre l'exécution des activités et la réception des imputations au moyen du compte de compensation-services du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) signifie qu'un certain pourcentage des fonds engagés en 2022 apparaîtra dans le budget et les dépenses finales pour 2023.

4 Conformément aux procédures opérationnelles de la coopération technique, bien que des ressources soient mises à disposition dans différentes devises, selon la source donatrice, tous les montants relatifs au budget et aux dépenses qui figurent dans le présent rapport sont exprimés en dollars des États-Unis.

5 Il est à noter que les résultats de l'exécution du PICT qui sont exposés dans la présente annexe complètent les rapports financiers soumis au Conseil et peuvent comporter des écarts découlant de corrections apportées après l'élaboration des documents du Conseil.<sup>1</sup>

### Tendances générales relatives à l'exécution des activités de coopération technique

6 En 2022, quelque 17,7 millions de dollars ont été dépensés sur un budget total de 31,2 millions de dollars alloué à la coopération technique, comprenant à la fois des ressources provenant du Fonds TC et des contributions des donateurs, ce qui correspond à un taux d'exécution de 48 %.<sup>2</sup> Bien que la première partie de l'année ait encore été affectée

---

<sup>1</sup> Document C 129/5(b) - Rapport financier et états financiers vérifiés pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2022 et rapport du Commissaire aux comptes.

<sup>2</sup> Le présent document rend compte de toutes les dépenses de l'OMI liées aux activités de coopération technique, y compris les activités principales du PICT et les projets thématiques à long terme extrabudgétaires.

par la pandémie de COVID-19, les dépenses de 17,7 millions de dollars sont considérablement plus élevées que les 10,5 millions de dollars dépensés en 2021, avec un taux d'exécution également plus élevé que les 48 % atteints en 2021. La forte augmentation du budget est principalement due aux nouveaux projets thématiques environnementaux à long terme lancés en 2022, ainsi qu'au fait que de nouveaux projets thématiques de sûreté maritime à long terme ont été pris en considération dans le présent rapport, tels que la sécurité portuaire et la sécurité de la navigation en Afrique orientale et australe et dans l'océan Indien et le nouveau programme régional pour la sûreté maritime dans la zone de la mer Rouge. Il convient également de noter qu'une partie des fonds programmés dans le cadre du budget susmentionné de 31,2 millions de dollars concerne des projets qui sont mis en œuvre sur une base pluriannuelle.

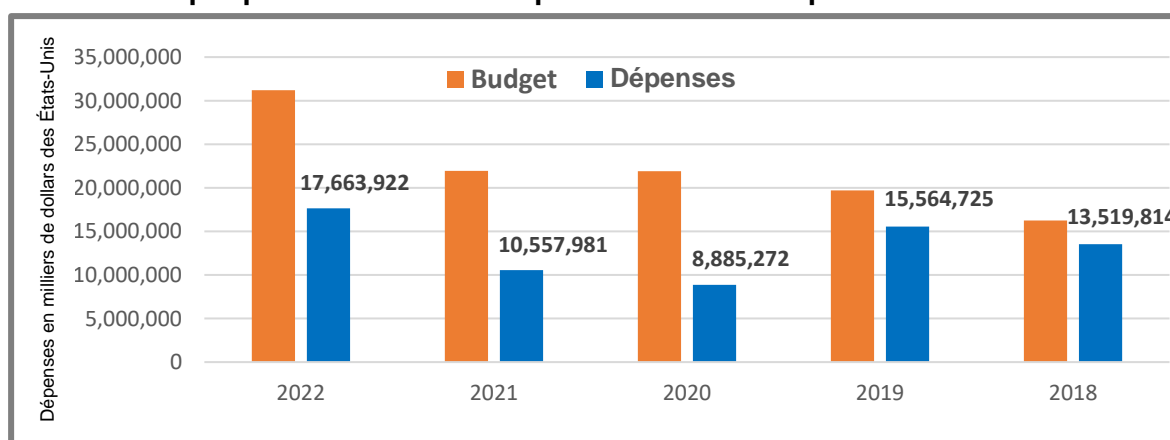
7 Il y a lieu de noter que certaines activités ont commencé vers la fin de l'année mais n'étaient pas entièrement achevées à la fin de l'année. Par conséquent, les dépenses liées à ces activités n'ont pas été enregistrées dans les dépenses finales pour 2022. Ces dépenses, qui équivalent à environ 1,7 million de dollars, seront prises en compte dans le rapport annuel pour 2023.

8 Le tableau 1 indique le montant des ressources prévues au titre du budget et celui des dépenses pour 2022, ainsi que les chiffres comparatifs pour les quatre années précédentes. Le graphique 1 présente les dépenses engagées sur la période de cinq ans allant de 2018 à 2022.

**Tableau 1 – Budget et dépenses aux titre du PICT en 2022 (en dollars) – comparaison par rapport aux années précédentes**

Année	Budget	Dépenses
2022	31 211 269	17 663 922
2021	21 940 615	10 557 981
2020	21 909 725	8 885 272 <sup>3</sup>
2019	19 687 217	15 564 725
2018	16 233 798	13 519 814

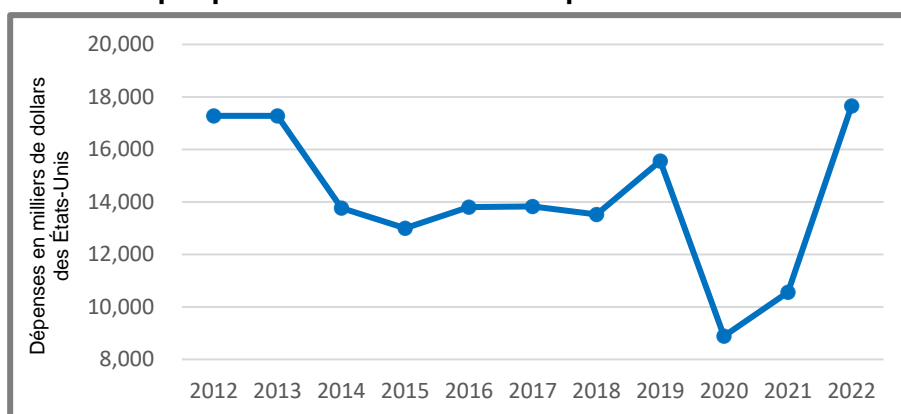
**Graphique 1 – Données comparatives sur les dépenses 2018-2022**



<sup>3</sup> Le montant des dépenses pour 2020 a été corrigé par rapport aux 8 903 924 dollars indiqués dans les rapports annuels précédents en raison d'une erreur de calcul.

9 Le graphique 2 illustre le volume annuel des dépenses engagées depuis 2012, soit au cours des dix dernières années. Ces dépenses sont passées de 17 millions de dollars en 2012 à un maximum de 17,7 millions de dollars en 2022, pour ensuite revenir, au cours des cinq années suivantes, à des montants plus réguliers compris entre 13 et 15 millions de dollars. En raison de la pandémie de COVID-19, les années 2020 et 2021 constituent des exceptions et représentent les dépenses les plus faibles depuis dix ans, soit quelque 8 millions et 10 millions de dollars, respectivement.

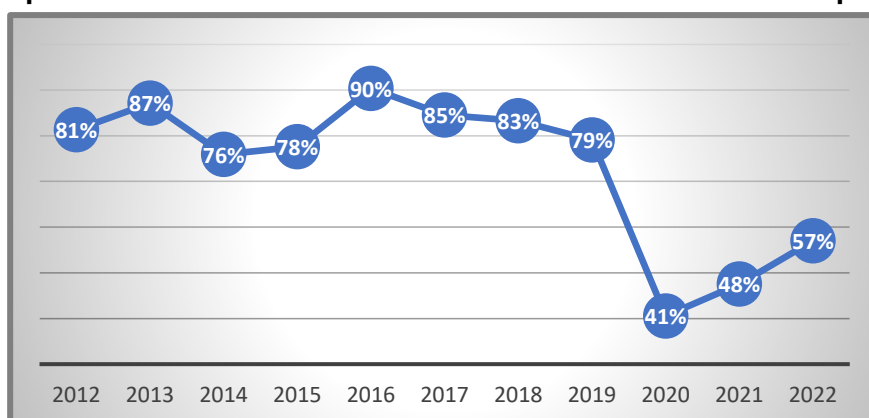
**Graphique 2 – Tendances des dépenses 2012-2022**



10 Dans une autre perspective, le graphique 3 indique le taux d'exécution (en pourcentage) au cours des dix dernières années. Le taux d'exécution total enregistré par rapport au montant prévu des fonds pour 2022 était de 57 %. Il s'agit d'une augmentation par rapport aux faibles taux d'exécution enregistrés en 2020 et 2021, toujours en raison de la COVID-19, même s'ils ne sont pas aussi élevés que les taux d'exécution antérieurs à la COVID-19, ce qui s'explique par une augmentation des ressources programmées, en particulier des ressources destinées aux projets thématiques à long terme, en 2022.

11 En 2022, comme ce fut le cas les années précédentes, les fonds n'ont été initialement programmés qu'après l'identification des pays hôtes et la confirmation des activités. Les fonds ont alors été affectés aux programmes tout au long de l'année à mesure de l'achèvement des préparatifs, ce qui a permis de réduire le nombre d'activités devant être reportées ou annulées.

**Graphique 3 – Taux d'exécution annuel des activités financées depuis 2012**



Note : De 2010 à 2015, tous les fonds alloués pour une année donnée étaient programmés au début de l'année alors que depuis 2016, le montant des fonds programmés était inférieur à celui des fonds alloués pour l'année en question, compte tenu de la stratégie en matière de programmation décrite au paragraphe 11 ci-dessus.

## PROFIL DES DÉCAISSEMENTS

### Sources de financement

12 Le tableau 2 présente les diverses sources de financement, qu'il s'agisse de pays ou d'organismes donateurs, dans le contexte des dépenses totales pour 2022. Les chiffres correspondent au montant prévu et au montant dépensé en 2022, et non pas nécessairement à la totalité des contributions. Aux fins du présent rapport, les groupements de ressources combinées et les fonds multidonateurs sont considérés comme un donateur unique et les sources de contributions individuelles ne figurent pas en tant que telles dans le tableau ci-après. Les ressources groupées, par exemple le Fonds TC, le Fonds international d'affectation spéciale pour la sûreté maritime (Fonds IMST), le Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre et le Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour le Code de conduite de Djibouti, sont ainsi répertoriées. Le document TC 73/4(c), relatif aux contributions financières en faveur du PICT, contient des renseignements sur la totalité des contributions versées par les donateurs en 2022.

13 Le tableau 2 présente les 27 sources de financement pour 2022, ce qui constitue une augmentation par rapport aux 22 enregistrées l'année précédente. Ces chiffres ne visent pas à rendre compte des mouvements de trésorerie de l'un quelconque des fonds d'affectation spéciale, mais représentent plutôt les dépenses des donateurs qui ont été effectivement facturées et enregistrées par l'OMI en 2022.

14 Le Comité de coopération technique, lors de sa soixante et onzième session, a approuvé une révision des règles de fonctionnement du Fonds de la coopération technique (TC.1/Circ.76). La révision permet au Secrétariat de l'OMI de recevoir les contributions des donateurs directement dans le Fonds de la coopération technique et de les programmer à partir de là, plutôt que de comptabiliser séparément les contributions individuelles. Cela réduit considérablement la charge administrative du Secrétariat de l'OMI en ce qui concerne l'enregistrement, la programmation, la gestion et l'établissement de rapports sur les fonds reçus par chaque État Membre, et permet une programmation plus opportune et plus stratégique des fonds. À cet égard, une nouvelle source de financement a été créée à la fin de l'année 2022 pour enregistrer les contributions des donateurs susmentionnées et figure dans le tableau ci-dessous sous la rubrique "Contribution au fonds des donateurs pour la coopération technique".

**Tableau 2 – Profil des donateurs (dépenses pour 2022)<sup>4</sup>**

N°	Source de financement	Fonds prévus en 2022	Dépenses 2022	Pourcentage du budget de 2022 qui a été dépensé	Pourcentage des dépenses totales correspondant aux contributions des donateurs
1	Fonds TC	9 035 001	7 066 750	78 %	40 %
2	ONUSC	2 455 858	2 062 789	84 %	12 %
3	Norvège	9 413 637	2 016 599	21 %	11 %
4	PNUE (y compris sources externes) <sup>5</sup>	1 605 967	992 046	62 %	6 %
5	PNUD/FEM	1 373 930	899 717	65 %	5 %

<sup>4</sup> Aux fins de l'établissement du budget et des dépenses du PICT, le Fonds TC est classé parmi les "donateurs", tout comme les autres fonds d'affectation spéciale multidonateurs de l'OMI.

<sup>5</sup> Comprend les financements accordés au REMPEC dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE (PNUE/PAM)

N°	Source de financement	Fonds prévus en 2022	Dépenses 2022	Pourcentage du budget de 2022 qui a été dépensé	Pourcentage des dépenses totales correspondant aux contributions des donateurs
6	Union européenne (représentée par la Commission européenne)	1 056 933	681 249	65 %	4 %
7	Fonds d'affectation spéciale "Voyage Together" (République de Corée)	627 987	530 833	85 %	3 %
8	Norad	647 778	402 458	62 %	2 %
9	Fonds d'affectation spéciale pour le Code de conduite de Djibouti	405 050	400 230	99 %	2 %
10	Fonds IMST	411 814	373 447	91 %	2 %
11	Chine	661 395	338 668	51 %	2 %
12	Arabie saoudite	455 650	311 900	68 %	2 %
13	Allemagne	540 535	274 134	51 %	2 %
14	Fonds d'affectation spéciale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre	333 850	273 960	82 %	1 %
15	Cours types	361 490	219 604	61 %	1 %
16	Alliance mondiale du secteur	501 684	137 418	27 %	1 %
17	Royaume-Uni	136 166	136 166	100 %	1 %
18	Malaisie	108 327	105 543	97 %	1 %
19	Canada	93 156	90 714	97 %	1 %
20	Australie	146 900	78 745	54 %	Moins de 0,5 % des dépenses totales
21	République de Corée	331 855	68 724	21 %	
22	Fonds d'affectation spéciale SAR	80 000	67 336	84 %	
23	Belgique	73 678	45 087	61 %	
24	Contribution du fonds de donateurs à la coopération technique	192 588	25 654	13 %	
25	Italie	61 753	24 651	40 %	
26	Fonds d'affectation spéciale LC/LP	84 600	24 536	29 %	
27	Fonds ITF	13 560	8 571	63 %	
	<b>TOTAL (en dollars)</b>	<b>31 209 269</b>	<b>17 663 922</b>	<b>57 %</b>	

15 Ainsi qu'il est indiqué aux paragraphes 3 et 7 ci-dessus, il est possible que la date souhaitable d'achèvement de certaines activités qui étaient en cours en 2022 intervienne après le 31 décembre 2022, auquel cas il en sera rendu compte dans le rapport annuel pour 2023, puisque les factures et les ajustements éventuels n'ont pas été reçus à temps pour être enregistrés dans les comptes de fin d'année de 2022. De même, il convient de noter que les dépenses engagées en 2022 comprenaient également 45 activités (et les budgets correspondants) qui avaient été initialement programmées pour 2021. Cette petite part des dépenses correspond essentiellement aux activités qui étaient en cours d'exécution en 2021 mais qui n'avaient pas été achevées avant 2022.

16 Comme le montre le tableau 2, les décaissements des sept donateurs principaux ont été supérieurs à 500 000 dollars. Le Fonds de la coopération technique a été le donateur le plus important avec un montant de 7 millions de dollars, ce qui représente 40 % des dépenses totales, suivi par l'ONUDC, qui a dépensé 2 millions de dollars pour des projets liés à la sûreté

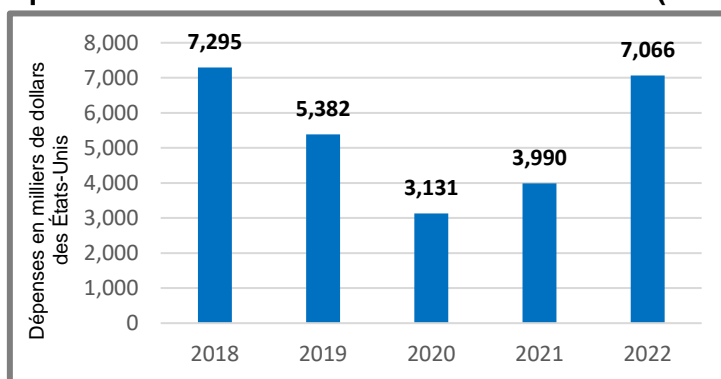
maritime.<sup>6</sup> Vient ensuite la Norvège, avec 11 % des dépenses totales pour les projets GloLitter et OMI-Norvège Green Voyage 2050, ainsi que pour d'autres activités de coopération technique. Le PNUE a représenté 6 % des dépenses totales, ce qui inclut le financement du REMPEC par le PNUE/PAM ainsi que le financement du Forum sur l'innovation; le PNUD-FEM a contribué à hauteur de 5 % au projet de partenariats GloFouling ainsi qu'aux préparatifs du projet de partenariat GloNoise; la Commission européenne à hauteur de 4 %; le fonds d'affectation spéciale Voyage Together pour 3 %; et les 20 autres donateurs représentaient chacun 2 % ou moins des dépenses totales pour 2022.

### Fonds de la coopération technique

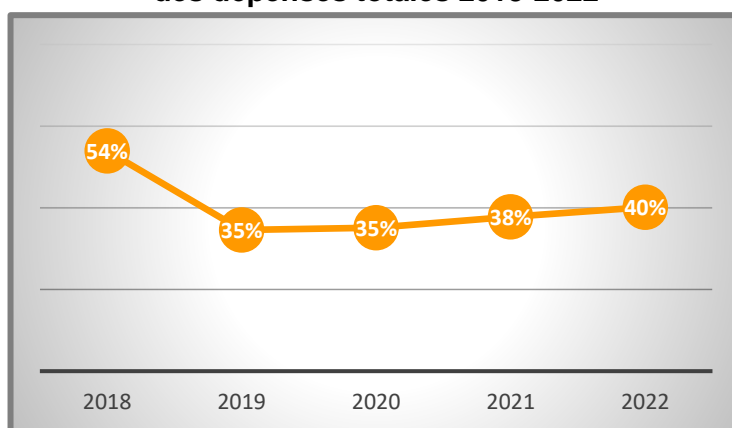
17 Comme l'illustre le tableau 2, le Fonds TC reste en tête des donateurs, appuyant la mise en œuvre du PICT en 2022 à hauteur de plus de 7 millions de dollars.

18 Le graphique 4, qui présente les décaissements annuels du Fonds TC sur cinq ans, fait apparaître une diminution, de 7 millions de dollars en 2018 à un plus bas en 2020, du fait de la pandémie de COVID-19, et un niveau plus élevé en 2022 avec 7 millions de dollars. Le graphique 5 illustre les décaissements du Fonds TC en pourcentage des dépenses totales pour la période allant de 2018 à 2022. Comme mentionné ci-dessus, le pourcentage de 40 % pour 2022 indique une légère augmentation par rapport aux 38 % enregistrés en 2021, mais reste stable par rapport aux années précédentes.

**Graphique 4 – Décaissements annuels du Fonds TC (2018-2022)**



**Graphique 5 – Décaissements annuels du Fonds en pourcentage des dépenses totales 2018-2022**



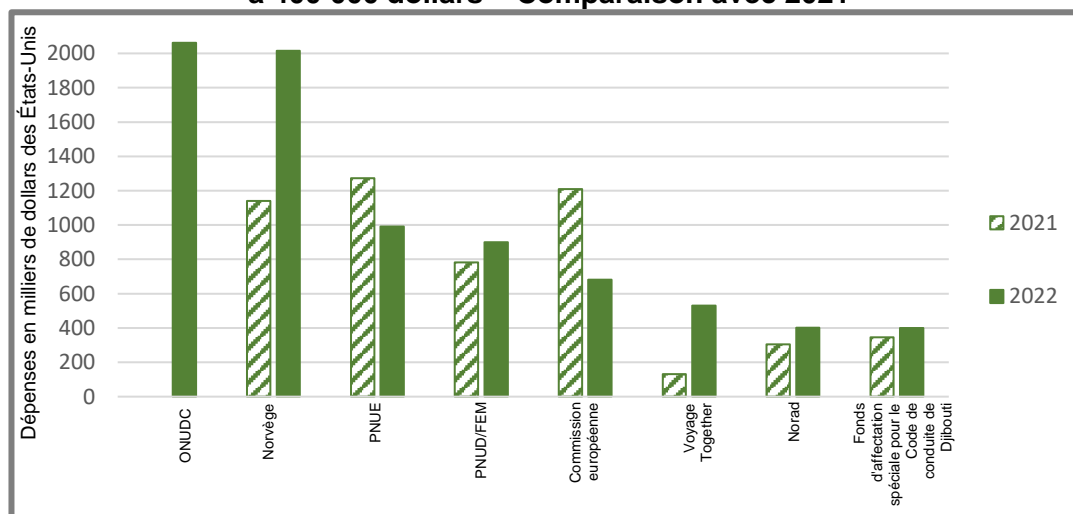
<sup>6</sup> Les projets liés à la sûreté maritime en question (Sûreté portuaire et sécurité de la navigation en Afrique orientale et australe et dans l'océan Indien et Programme régional pour la sûreté maritime dans la zone de la mer Rouge) sont financés par l'Union européenne. Toutefois, le financement est mis à la disposition de l'OMI par l'ONU DC.



## Autres donateurs

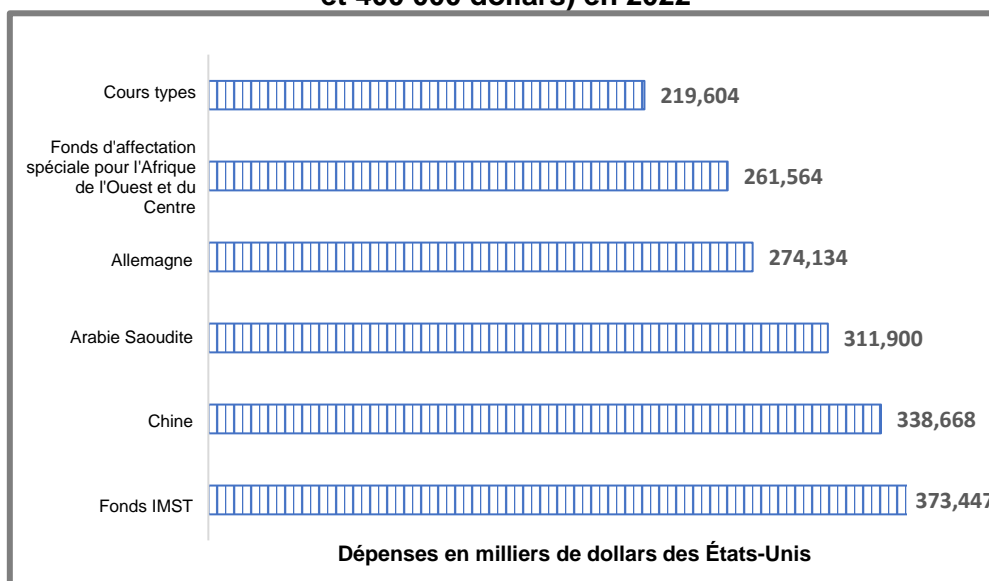
19 Le graphique 6 présente les huit donateurs (Fonds TC non compris) dont les dépenses étaient supérieures à 400 000 dollars en 2022, par rapport aux montants dépensés par ces mêmes donateurs l'année précédente. Tous les fonds ont enregistré une augmentation des dépenses par rapport à 2021, à l'exception du PNUJ et de la Commission européenne, qui s'explique par l'achèvement du projet de réseau mondial de MTCC (GMN) en mars 2022. L'augmentation significative des dépenses de la Norvège est principalement due au nombre de projets actuellement financés par la Norvège, tels que GloLitter, IMO-Norway GreenVoyage2050 et les nouveaux projets TEST Biofouling.

**Graphique 6 – Donateurs dont les dépenses ont été supérieures à 400 000 dollars – Comparaison avec 2021**



20 Le graphique 7 présente les autres donateurs dont les dépenses étaient comprises entre 200 000 et 400 000 dollars, à savoir le Fonds IMST, la Chine, l'Arabie saoudite, l'Allemagne, le Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre et le Fonds d'affectation spéciale pour les cours types.

**Graphique 7 – Autres donateurs (dépenses comprises entre 200 000 et 400 000 dollars) en 2022**



21 On trouvera à l'appendice du présent document de plus amples renseignements sur les donateurs et l'appui qu'ils ont accordé aux différents programmes du PICT et aux projets thématiques à long terme, de même que sur les budgets correspondants et les dépenses enregistrées pour chaque programme mondial ou régional en 2022.

### DÉCAISSEMENTS PAR RÉGION

22 Les activités de coopération technique de l'OMI comprennent deux éléments essentiels. Premièrement, les programmes régionaux et mondiaux, c'est à dire les activités principales du PICT, qui permettent d'organiser des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités sur une base annuelle. Deuxièmement, les projets thématiques à long terme, dont la plupart portent sur des questions environnementales, qui sont mis en œuvre sur une base pluriannuelle. Les dépenses ont été analysées en combinant les activités du PICT et les projets thématiques à long terme par région, ainsi que séparément.

23 Le tableau 3 présente la répartition des dépenses régionales et mondiales totales pour 2022. Les montants correspondants à 2021 ne sont indiqués qu'à des fins de comparaison. Dans un souci de précision, l'analyse des dépenses régionales n'a pas été fondée uniquement sur les activités des programmes régionaux mais aussi, dans la mesure du possible, sur les données ventilées des programmes mondiaux. Par exemple, de nombreuses activités des programmes mondiaux sont prises en compte dans les statistiques régionales, comme dans le cas de l'appui accordé aux PEID et aux PMA pour leurs besoins en matière de transport maritime, du Programme sur les femmes du secteur maritime, du renforcement de la sûreté maritime, et du Programme d'audit des États Membres de l'OMI.

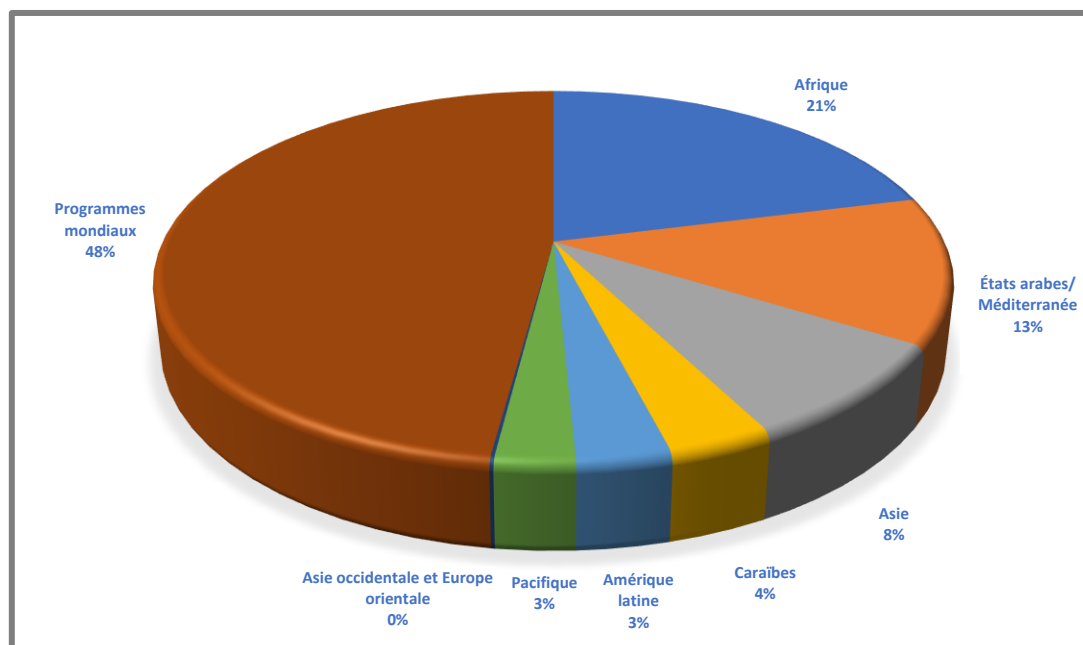
24 En revanche, les activités qui ont des retombées dans plusieurs régions restent dans la catégorie des programmes mondiaux. Cette catégorie d'activités englobe une grande diversité de thèmes maritimes à travers le monde et comprend notamment l'attribution de bourses d'études, les ateliers interrégionaux et un grand nombre des projets thématiques à long terme. De ce fait, les résultats présentés dans le tableau 3 ont été classés par région bénéficiaire des activités correspondantes et ne sont donc pas rattachés aux programmes mondiaux et régionaux qui sont résumés dans l'appendice.

**Tableau 3 – Répartition des dépenses par région en 2022 – comparaison avec 2021 (PICT et projets thématiques à long terme)**

Région	2022	2021
Afrique	3 712 713	973 318
États arabes et Méditerranée	2 248 806	1 370 431
Asie	1 508 611	1 523 555
Caraïbes	634 890	326 978
Amérique latine	573 524	220 455
Pacifique	484 382	475 464
Asie occidentale et Europe orientale	23 238	30 166
Niveau mondial	8 477 758	5 637 614
<b>Total (en dollars)</b>	<b>17 663 922</b>	<b>10 557 981</b>

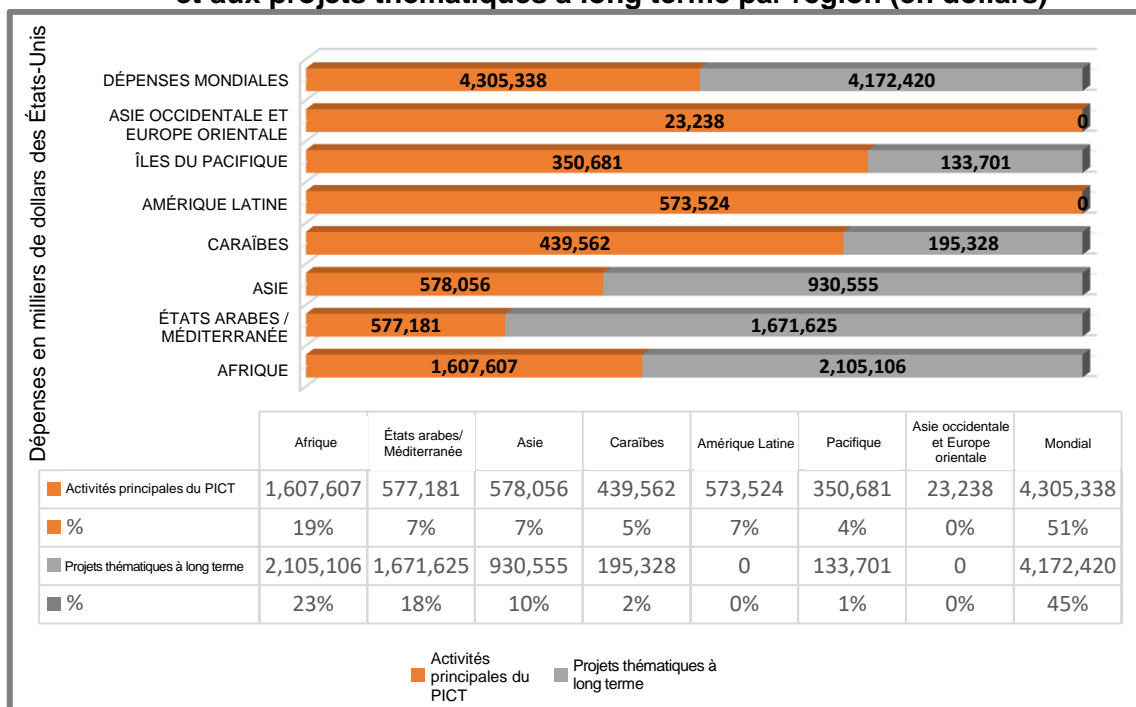
25 Le graphique 8 présente la répartition (en pourcentage) des dépenses régionales et mondiales en 2022. La région de l'Afrique a représenté quelque 21 % des dépenses totales; la région de États arabes et de la Méditerranée 13 %; la région de l'Asie 9 %; la région des îles du Pacifique 3 %; la région des Caraïbes 4 %; la région de l'Amérique latine 3 %; et la région de l'Asie occidentale et de l'Europe orientale moins de 0,5 %. Les activités restantes étaient celles de la catégorie des programmes mondiaux, à laquelle correspondaient 48 % des dépenses totales.

**Graphique 8 – Répartition des dépenses régionales et mondiales en pourcentage en 2022 (PICT et projets thématiques à long terme)**

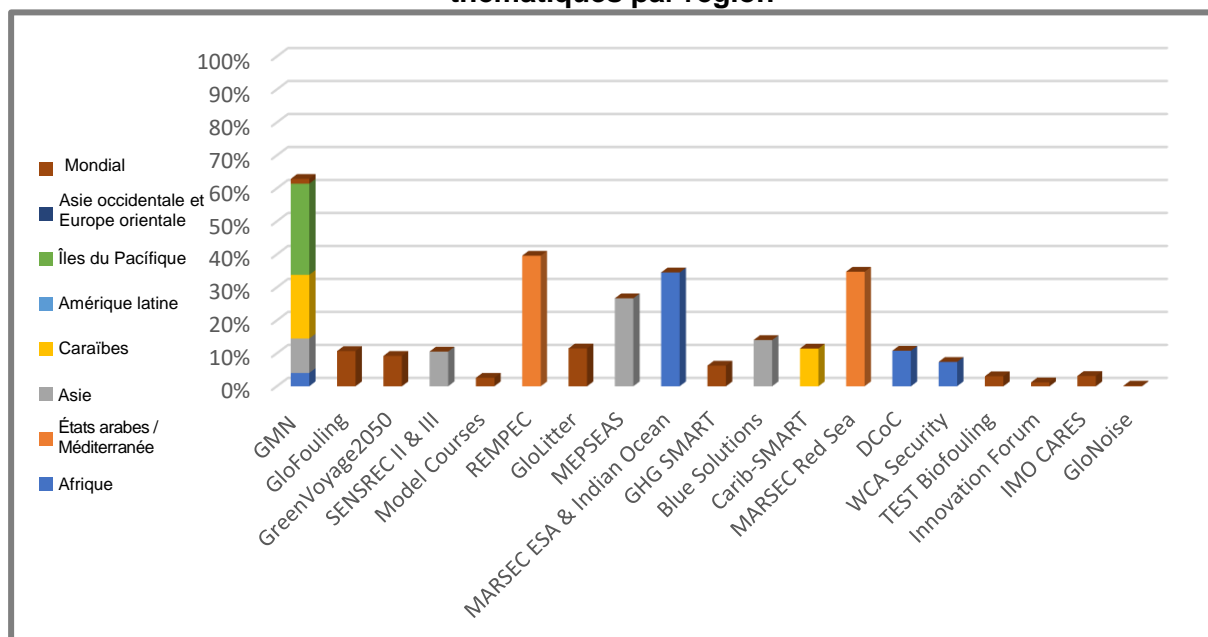


26 Le graphique 9 ci-après montre le montant des dépenses par région affectées aux activités principales du PICT et aux projets thématiques à long terme. Il peut être utile de considérer les dépenses affectées aux activités du PICT indépendamment de celles qui sont affectées aux projets thématiques à long terme, car le budget des projets thématiques à long terme est bien plus important et comprend souvent un volet consacré aux effectifs. À titre d'exemple, en 2022, dans la région Afrique, le programme Sûreté portuaire et sécurité de la navigation en Afrique orientale et australe et dans l'océan Indien a représenté 35 % des dépenses, tandis que dans la région des États arabes et de la Méditerranée, le programme régional pour la sûreté maritime dans la zone de la mer Rouge a représenté 35 % des dépenses. Dans la région de l'Asie, le projet MEPSEAS et le projet Blue Solutions Preparatory ont représenté respectivement 27 % et 14 % des dépenses. Le projet GMN, qui comprend des MTCC en Afrique, en Asie, dans les îles du Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, représentait entre 1 % et 28 % des dépenses dans ces régions. Dans la catégorie des programmes mondiaux, les projets GloLitter et GloFouling Partnerships ont représenté chacun 11 % des dépenses mondiales. Ces chiffres sont illustrés dans le graphique 10 ci-dessous, qui présente les pourcentages des dépenses engagées au titre de chaque projet par région.

**Graphique 9 – Dépenses affectées aux activités principales du PICT et aux projets thématiques à long terme par région (en dollars)**



**Graphique 10 – Répartition des dépenses affectées aux projets thématiques par région**



## DÉCAISSEMENTS PAR DOMAINE

27 Le tableau 4 présente la répartition des activités menées par domaine maritime en 2022, par rapport à 2021, tandis que le graphique 11 présente les décaissements correspondant aux activités principales du PICT et aux projets thématiques à long terme pour 2022. Aux fins de la présente analyse, le domaine de la sécurité et de la sûreté maritimes a été divisé en deux catégories (sécurité maritime et sûreté maritime) pour rendre compte de l'importance accordée à chacune d'entre elles. Les activités menées dans le cadre du

programme relatif au Code de conduite de Djibouti, qui sont destinées à répondre à la menace majeure de piraterie qui pèse sur la communauté maritime mondiale, ont été classées dans la catégorie de la sûreté maritime.

28 En 2021, le domaine de la protection du milieu marin représentait 40 % des dépenses d'exécution, celui de la sûreté maritime 19 % et celui de la sécurité maritime 9 %. Le domaine de la formation maritime, comprenant notamment l'attribution de bourses d'études, représentait 16 % des dépenses totales, tandis que ceux de la législation maritime et de l'audit des États Membres représentaient chacun 1 % des dépenses totales. Le domaine relatif au secteur maritime dans son ensemble, qui comprend des activités consacrées aux politiques de transport maritime, à l'intégration des femmes dans le secteur maritime, à l'application des instruments de l'OMI et aux réunions des responsables des administrations maritimes, représentait 13 % de l'ensemble des dépenses en 2022.

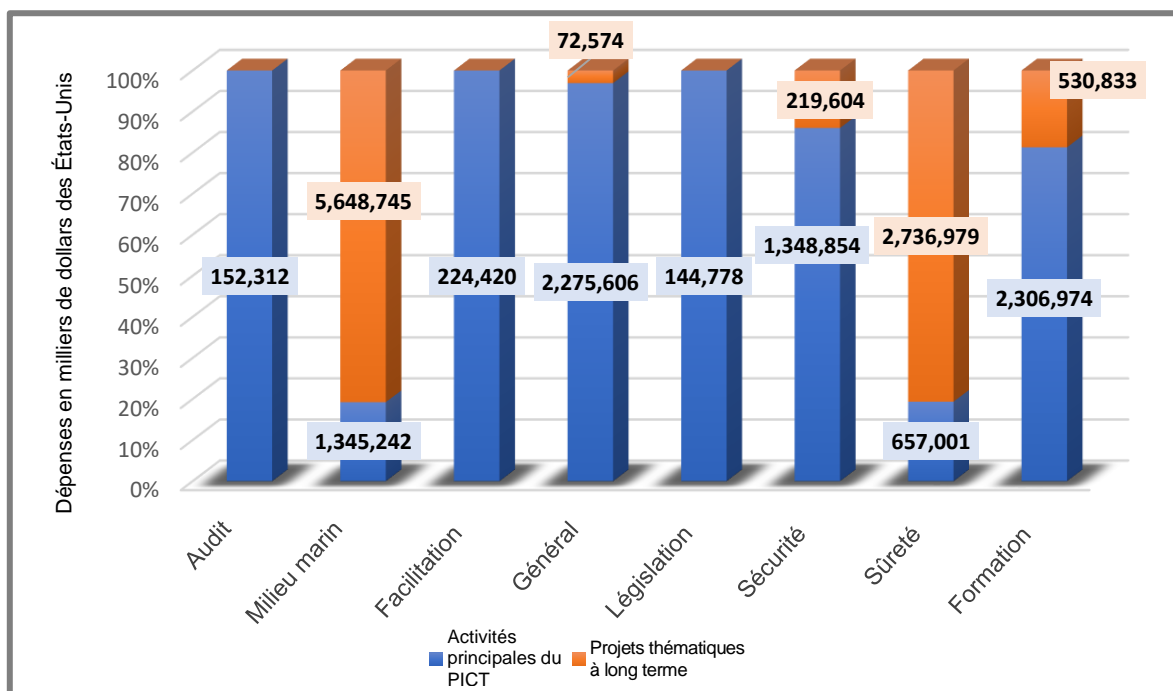
29 S'agissant du domaine de la protection du milieu marin, il est à noter que plus des trois quarts des dépenses comprenaient les dépenses consacrées à 14 grands projets pluriannuels en cours ou achevés en 2022, ainsi que les dépenses annuelles consacrées au programme REMPEC. Toutes les activités ont été financées par des sources extérieures, telles que le PNUE, le PNUD/FEM, l'Alliance mondiale du secteur (GIA), la Commission européenne, la Norvège et la Norad, le Fonds d'affectation spéciale Voyage Together, l'Allemagne, l'Arabie saoudite et l'Australie, et nombre d'entre elles comprenaient des éléments de dépenses de personnel. Ensemble, ces projets représentaient 81 % de toutes les dépenses engagées en 2022 au titre de la protection du milieu marin, c'est à dire environ 5,6 millions de dollars, ce qui constituait une augmentation par rapport aux 5 millions de dollars qui avaient été enregistrés pour les projets environnementaux à long terme en 2021.

30 En ce qui concerne la sûreté maritime, il convient de noter que plus des trois quarts des dépenses étaient consacrés à quatre projets pluriannuels en cours. Toutes les activités ont été financées par des sources extérieures, telles que l'ONUSC, le Fonds d'affectation spéciale pour le Code de conduite de Djibouti et le Fonds d'affectation spéciale pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ensemble, ces projets représentaient 82 % de toutes les dépenses engagées 2022 au titre de la sûreté maritime, soit quelque 2,7 millions de dollars.

**Tableau 4 – Répartition des dépenses par domaine en 2022 – comparaison avec 2021**

Domaine	2022	%	2021	%
Audit des États Membres	152 312	1 %	98 403	1 %
Protection du milieu marin	6 993 987	40 %	5 409 395	51 %
Facilitation du trafic maritime international	224 420	1 %	60 457	1 %
Secteur maritime dans son ensemble	2 348 180	13 %	1 238 419	12 %
Législation maritime	144 778	1 %	183 987	2 %
Sécurité maritime	1 568 458	9 %	626 331	6 %
Sûreté maritime	3 393 980	19 %	828 832	8 %
Formation maritime	2 837 807	16 %	2 112 157	20 %
<b>Total (en dollars)</b>	<b>17 663 922</b>	<b>100 %</b>	<b>10 557 981</b>	<b>100 %</b>

**Graphique 11 – Répartition des dépenses affectées aux activités principales du PICT et aux projets thématiques à long terme par domaine en 2022**



## CONCLUSION

31 En conclusion, au cours de l'année 2022, une augmentation significative des dépenses a été enregistrée au titre des activités principales du PICT et des projets à long terme, par rapport à 2021. Le Fonds TC joue toujours, et ce depuis sa création, un rôle important dans le financement des activités principales du PICT, bien que cette part diminue au fil du temps car des sources de financement supplémentaires viennent élargir la base des ressources allouées aux activités de coopération technique de l'OMI.

**APPENDICE**

**Programmes régionaux et mondiaux du PICT,  
autres programmes et projets thématiques à long terme en 2022 (en dollars)**

Intitulé du programme	Budget	Dépenses	Taux d'exécution	Donateur(s)
<b>PROGRAMMES RÉGIONAUX</b>				
<b>Afrique</b>				
Appui au développement maritime, Afrique (anglophone)	1 226 488	1 016 582	83 %	Fonds TC, République de Corée, Chine, Fonds d'affectation spéciale SAR
Appui au développement maritime, Afrique (francophone)	472 889	401 935	85 %	Fonds TC, Chine
<b>États arabes et Méditerranée</b>				
Appui au développement maritime, États arabes et Méditerranée	482 068	426 511	88 %	Fonds TC
REMPEC	1 500 386	890 264	59 %	Fonds d'affectation spéciale du PNUÉ
<b>Asie et îles du Pacifique</b>				
Appui au développement maritime, Asie	946 081	531 578	56 %	Fonds TC, Chine et République de Corée
Appui au développement maritime, îles du Pacifique	371 802	274 530	74 %	Fonds TC, Chine, Norvège
Renforcement des capacités de l'Autorité maritime des Îles Salomon (SIMA)	73 678	45 087	61 %	Belgique
Appui à la mise en place du nouveau Bureau de présence régionale de l'OMI, îles du Pacifique	166 788	7 573	5 %	Contribution au fonds de donateurs pour la coopération technique (TCDFC)*
<b>Asie occidentale et Europe orientale</b>				
Appui au développement maritime, Asie occidentale et Europe orientale	42 903	23 238	54 %	Fonds TC
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>				
Appui au développement maritime, Amérique latine	751 685	601 555	80 %	Fonds TC, Malaisie, République de Corée
Appui au développement maritime, Caraïbes	414 243	400 331	97 %	Fonds TC

\* Le TCDFC comprend des contributions de donateurs provenant de différents États Membres et de différentes sources. Le détail des contributions par donateur est présenté dans le document TC 73/4(c) sur les contributions financières à la coopération technique.

Intitulé du programme	Budget	Dépenses	Taux d'exécution	Donateur(s)
<b>PROGRAMMES MONDIAUX</b>				
Services consultatifs techniques	48 806	48 670	100 %	Fonds TC
Appui aux PEID et aux PMA pour leurs besoins spéciaux en matière de transport maritime	70 977	62 857	89 %	Fonds TC
Programme sur les femmes du secteur maritime	690 573	643 057	93 %	Fonds TC, Australie, Chine, TCDFC
Renforcement des capacités et formation	3 684 645	2 397 188	65 %	Fonds TC, Italie, Chine, Allemagne, Malaisie,
Réduction des émissions dans l'atmosphère qui proviennent des navires et des émissions dans les ports, et bonne mise en œuvre de l'Annexe VI de MARPOL et de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES	62 992	14 998	24 %	Fonds TC
Renforcement de la sûreté maritime	700 480	657 001	94 %	Fonds TC, Fonds IMST, Royaume-Uni
Programme d'audit des États Membres de l'OMI	155 528	152 312	98 %	Fonds TC
Développement maritime	959 315	725 648	76 %	Fonds TC, Fonds ITF, Canada, Allemagne
Promotion du Protocole de Londres	84 600	24 536	29 %	Fonds d'affectation spéciale LC/LP
<b>PROJETS THÉMATIQUES À LONG TERME</b>				
Projet de réseau mondial de centres de coopération en matière de technologie maritime (GMN)	1 056 933	687 642	65 %	Union européenne
GloFouling	1 509 470	905 520	60 %	PNUD/FEM
SENSREC Phases II et III	724 960	158 949	22 %	Norvège
GreenVoyage2050	6 608 085	780 307	12 %	Norvège, GIA
GloLitter	1 888 277	972 371	51 %	Norvège, Australie, Arabie Saoudite
MEPSEAS	647 778	402 458	62 %	Norad
GHG-SMART	627 987	530 833	85 %	Fonds d'affectation spéciale Voyage Together (République de Corée)
Projet préparatoire Blue Solutions	434 837	211 675	49 %	Allemagne
TEST Biofouling	633 660	257 013	41 %	Norvège
Forum de l'innovation	105 581	101 782	96 %	PNUE (Norvège)



Intitulé du programme	Budget	Dépenses	Taux d'exécution	Donateur(s)
IMO CARES	401 150	264 564	66 %	Arabie saoudite
GloNoise	16 200	16 200	100 %	PNUD/FEM
Carib-SMART	93 049	72 574	78 %	Norvège
Sûreté portuaire et sécurité de la navigation en Afrique orientale et australe et dans l'océan Indien	1 282 801	1 281 428	100 %	ONU DC (Union européenne)
Programme régional pour la sûreté maritime dans la zone de la mer Rouge	1 173 057	781 361	67 %	ONU DC (Union européenne)
Appui à la mise en œuvre du Code de conduite de Djibouti	405 050	400 230	99 %	Fonds d'affectation spéciale pour le Code de conduite de Djibouti
Programme de sûreté maritime pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre	333 850	273 960	82 %	Fonds d'affectation spéciale pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre
<b>Autres programmes</b>				
Cours types	361 490	219 604	61 %	Fonds d'affectation spéciale pour l'élaboration de cours types de l'OMI

\*\*\*



**ANNEXE 3**

**PLANIFICATION ET ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS  
CONCERNANT LA COOPÉRATION TECHNIQUE**

**Rapport annuel pour 2022  
Glossaire de termes et expressions**

## GLOSSAIRE

<b>AAMA</b>	Association des administrations maritimes africaines
<b>AFS</b>	Systèmes antisalissure
<b>Convention AFS</b>	Convention internationale de 2001 sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires
<b>AGM</b>	Assemblée générale annuelle
<b>APHoMSA</b>	Forum des responsables des agences de sécurité maritime de l'Asie et du Pacifique
<b>ARF</b>	Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est
<b>ARPEL</b>	Association régionale des entreprises du secteur pétrolier, gazier et des énergies renouvelables en Amérique latine et dans les Caraïbes
<b>ASEAN</b>	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
<b>ASEAN MTWG</b>	Groupe de travail sur les transports maritimes de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est
<b>AtoN</b>	Aides à la navigation
<b>Directives sur l'encrassement biologique</b>	Directives pour le contrôle et la gestion de l'encrassement biologique des navires en vue de réduire au minimum le transfert d'espèces aquatiques envahissantes
<b>BSBRA</b>	Bangladesh Ship Breakers and Recyclers Association
<b>BWM</b>	Gestion des eaux de ballast
<b>Convention BWM</b>	Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires
<b>CASIT</b>	Caribbean Ship Inspector Training Course
<b>Carib-SMART</b>	Programme visant à créer et à mettre en œuvre un système de transport maritime durable dans la région des Caraïbes
<b>Accord du Cap</b>	Accord du Cap de 2012 sur la mise en œuvre des dispositions du Protocole de Torremolinos de 1993 relatif à la Convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche, 1977
<b>CAP</b>	Plan de mesures correctives
<b>CARICOM</b>	Communauté des Caraïbes
<b>Matrice CB</b>	Matrice de coordination du renforcement des capacités
<b>Convention CLC</b>	Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures
<b>COCATRAM</b>	Comisión Centroamericana de Transporte Marítimo (Commission centraméricaine du transport maritime)
<b>COP 27</b>	27 <sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques
<b>COVID-19</b>	Maladie à coronavirus 2019
<b>CPPS</b>	Comisión Permanente del Pacífico Sur (Commission permanente du Pacifique Sud)
<b>DA</b>	Autorité désignée
<b>DCoC</b>	Code de conduite de Djibouti
<b>EAS</b>	Sommet de l'Asie orientale

<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>ELSAR</b>	Plateforme d'apprentissage en ligne pour la recherche et le sauvetage
<b>ESA</b>	Afrique de l'Est et australe
<b>UE</b>	Union européenne
<b>ENV-P</b>	Composant rendement énergétique
<b>FAL</b>	Comité de la simplification des formalités
<b>Convention FAL</b>	Convention visant à faciliter le trafic maritime international, 1965, telle que modifiée
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FATS</b>	Cadre d'action pour les services de transport
<b>FSA-P</b>	Composant Évaluation formelle de la sécurité
<b>FSI</b>	Application des instruments par l'État du pavillon
<b>FSO</b>	Unité flottante de stockage et de déchargement
<b>FSO-SAFER</b>	Unité flottante de stockage et de déchargement Services et applications pour les interventions d'urgence
<b>G7 ++</b>	Groupe du G7 des Amis du golfe de Guinée
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial
<b>GES</b>	Gaz à effet de serre
<b>GHG SMART</b>	Programme de formation au transport maritime durable à l'appui de la mise en œuvre de la stratégie en matière de GES
<b>Stratégie concernant les GES</b>	Stratégie initiale de l'OMI concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des navires
<b>GI</b>	Initiative mondiale
<b>GI WACAF</b>	Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (OMI-IPIECA)
<b>GIA</b>	Alliance mondiale du secteur
<b>GIA-SEA</b>	Alliance mondiale du secteur pour l'Asie du Sud-Est
<b>GISIS</b>	Système mondial intégré de renseignements maritimes de l'OMI
<b>GIMI</b>	Galilee International Management Institute
<b>Partenariats GloFouling</b>	Création de partenariats pour aider les pays en développement à réduire au minimum les incidences de l'encrassement biologique (projet FEM/PNUD/OMI)
<b>Partenariats GloLitter</b>	Projet mondial visant à prévenir et à réduire les déchets plastiques en mer provenant de la navigation et de la pêche (Projet Norvège/FAO/OMI)
<b>Partenariat GloNoise</b>	Partenariat mondial pour l'atténuation du bruit sous-marin dû à la navigation
<b>GMN</b>	Réseau mondial des centres de coopération en matière de technologie maritime
<b>GoG</b>	Golfe de Guinée
<b>Projet GreenVoyage 2050</b>	(sans objet en français)
<b>GSSD</b>	Développement mondial Sud-Sud
<b>SNPD</b>	Substances nocives et potentiellement dangereuses

<b>AISM</b>	Association internationale de signalisation maritime
<b>IAMSAR</b>	Manuel international de recherche et de sauvetage aéronautiques et maritimes
<b>IAS</b>	Espèce aquatique envahissante
<b>CIC</b>	Centre interrégional de coordination
<b>IGAD</b>	Autorité intergouvernementale pour le développement
<b>Code III</b>	Code d'application des instruments de l'OMI
<b>IKI</b>	Initiative internationale pour le climat
<b>OIT</b>	Organisation internationale du Travail
<b>Code IMDG</b>	Code maritime international des marchandises dangereuses
<b>IMLI</b>	Institut de droit maritime international
<b>OMI</b>	Organisation maritime internationale
<b>IMO CARES</b>	IMO Coordinated Actions to Reduce Emissions from Shipping
<b>IMRF</b>	Fédération internationale de sauvetage maritime
<b>IMSAS</b>	Programme d'audit des États Membres de l'OMI
<b>Code IMSBC</b>	Code maritime international des cargaisons solides en vrac
<b>IMSSEA</b>	Académie maritime internationale pour la sécurité, la sûreté et l'environnement
<b>Fonds IMST</b>	Fonds international d'affectation spéciale pour la sûreté maritime
<b>INTERPOL</b>	Organisation internationale de police criminelle
<b>INTERSPILL</b>	International Oil Spill Forum
<b>IPER</b>	Institut Portuaire d'Enseignement et de Recherche du Havre (Le Havre)
<b>IPIECA</b>	L'association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière pour les questions environnementales et sociales
<b>IPSAS</b>	Normes comptables internationales pour le secteur public
<b>Code ISM</b>	Code international de gestion de la sécurité
<b>ISMI</b>	Interregional Maritime Security Institute
<b>ISN</b>	Information Sharing Network
<b>Code ISPS</b>	Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires
<b>PICT</b>	Programme intégré de coopération technique
<b>Fonds ITF</b>	International Transport Workers' Federation Fund
<b>IWT</b>	Commerce illicite d'espèces sauvages
<b>JPOs</b>	Administrateurs auxiliaires
<b>LP</b>	Protocole de Londres
<b>LC</b>	Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets
<b>PMA</b>	Pays les moins avancés
<b>LMS</b>	Système de gestion de la formation
<b>Protocole de Londres</b>	Protocole de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets
<b>LPCs</b>	Pays partenaire principal

<b>LRIT</b>	Système d'identification et de suivi à grande distance
<b>MAIP</b>	Marine Accident Investigation Procedures
<b>MARPOL</b>	Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif, tel que modifié
<b>MARSEC</b>	Sûreté maritime
<b>MED</b>	Division du milieu marin
<b>MEPSEAS</b>	Protection du milieu marin dans les mers d'Asie du Sud-Est
<b>MMCC</b>	Centre de gestion et de contrôle de la mission
<b>MOCs</b>	Mémorandum de coopération
<b>MoU</b>	Mémorandum d'accord
<b>MPA</b>	Maritime and Port Authority
<b>MRCC</b>	Centre de coordination de sauvetage maritime
<b>MSC</b>	Comité de la sécurité maritime
<b>MSc</b>	Master ès sciences
<b>MSD</b>	Division de la sécurité maritime
<b>MSW</b>	Guichet unique maritime
<b>MTCCs</b>	Centres de coopération en matière de technologie maritime
<b>NAPs</b>	Plans d'action nationaux
<b>NextGEN</b>	Project dans lequel 'GEN' signifie Green and Efficient Navigation'
<b>NMISCs</b>	National Maritime Information Sharing Centres
<b>NMTPs</b>	National Maritime Transport Policies
<b>Norad</b>	Agence norvégienne de coopération pour le développement
<b>OEA</b>	Organisation des États américains
<b>APD</b>	Aide publique au développement
<b>OPRC</b>	Préparation, lutte et coopération en matière de pollution par les hydrocarbures
<b>Convention OPRC</b>	Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures
<b>PACPLAN</b>	Plan régional océanien d'intervention en cas de déversements en mer
<b>PacWIMA</b>	Association des Océaniennes du secteur maritime
<b>PBBS</b>	Études biologiques de référence dans les ports
<b>PCs</b>	Pays partenaires
<b>SCP</b>	Système communautaire de ports
<b>PERSGA</b>	Organisation régionale pour la protection de la mer Rouge et du golfe d'Aden
<b>PEMSEA</b>	Partenariats en vue de la gestion de l'environnement des mers d'Asie de l'Est
<b>PIDs</b>	Document sur l'exécution du programme
<b>PFSA</b>	Évaluation de la sûreté de l'installation portuaire
<b>PFSPs</b>	Plan de sûreté de l'installation portuaire
<b>PNA</b>	Prefectura Naval de Argentina

<b>PSC</b>	Contrôle par l'État du port
<b>PSCOs</b>	Fonctionnaire chargé du contrôle par l'État du port
<b>PSSA</b>	Zone maritime particulièrement vulnérable
<b>RAC</b>	Regional Activity Center
<b>Red-MAMLa</b>	Network of Women of Maritime Authorities in Latin America
<b>REMPEC</b>	Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle
<b>REMPEITC-Caribe</b>	Centre régional d'information d'urgence et de formation sur la pollution marine
<b>RETOS™</b>	Readiness Evaluation Tool for Oil Spills
<b>ROCRAM</b>	Red Operativa de Cooperación Regional de Autoridades Marítimas de las Americas (Réseau opérationnel de coopération régionale des autorités maritimes des Amériques)
<b>ROCRAM-CA</b>	Red Operativa de Cooperación Regional de Autoridades Marítimas de Centroamérica y República Dominicana (Réseau opérationnel de coopération régionale des autorités maritimes de l'Amérique centrale et de la République dominicaine)
<b>RoK</b>	République de Corée
<b>RPO</b>	Bureau de présence régionale de l'OMI
<b>SACEP</b>	Programme coopératif sur l'environnement pour l'Asie du Sud
<b>SAFER</b>	Services et applications pour les interventions d'urgence
<b>SAR</b>	Recherche et sauvetage
<b>SBMPL</b>	Sea-Based Marine Plastic Litter
<b>SCAT</b>	Équipe de gestion de crise pour les gens de mer
<b>Recueil SCV</b>	Recueil de règles de sécurité pour les navires de commerce de faibles dimensions exploités dans les caraïbes
<b>ODD</b>	(Nations Unies) Objectifs de développement durable
<b>SDS-SEA</b>	Stratégie de développement durable pour les mers d'Asie de l'Est
<b>SENSREC</b>	Recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires au Bangladesh
<b>PEID</b>	Petits États insulaires en développement
<b>SIMA</b>	Solomon Islands Maritime Authority
<b>SIMSA</b>	Solomon Islands Maritime Safety Administration
<b>SOLAS</b>	Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée
<b>CPS</b>	Communauté du Pacifique
<b>PROE</b>	Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement
<b>STCW</b>	Normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille
<b>Convention STCW</b>	Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, telle que modifiée
<b>SUA</b>	Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, 1988
<b>Projet SWIFT</b>	Guichet unique pour la facilitation du commerce



<b>TC</b>	Coopération technique
<b>Fonds TC</b>	Fonds de la coopération technique
<b>TCC</b>	Comité de la coopération technique
<b>TCD</b>	Division de la coopération technique
<b>TEST Biofouling</b>	Accélérer le transfert de technologies respectueuses de l'environnement grâce à des projets pilotes de démonstration visant à réduire l'encrassement biologique et les émissions connexes
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>UN CC: Learn</b>	United Nations Climate Change Learning Partnership
<b>UNCLOS</b>	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
<b>UNCT</b>	Équipe de pays des Nations Unies
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement
<b>PNUE/PAM</b>	Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE
<b>CESAP</b>	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
<b>ONUDC</b>	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
<b>VLCC</b>	Superpétrolier
<b>VR</b>	Visual reality
<b>Asie occidentale/ Europe orientale</b>	Asie occidentale et Europe orientale
<b>WCA</b>	Afrique de l'Ouest et du Centre
<b>WIMAs</b>	Associations des femmes du secteur maritime
<b>WIMAC</b>	Association des femmes du secteur maritime des Caraïbes
<b>WIMOWCA</b>	Association des femmes du secteur maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
<b>WISTA</b>	Women's International Shipping & Trading Association
<b>UMM</b>	Université maritime mondiale
<b>WOMESA</b>	Association des femmes du secteur maritime de l'Afrique de l'Est et australe
<b>YCC</b>	Code de conduite de Yaoundé